



Conseil de la concurrence

► **N°12**

BULLETIN OFFICIEL
DE LA CONCURRENCE

Bulletin Officiel de la Concurrence N°12



Les membres du collège du Conseil de la Concurrence dans sa nouvelle composante

Conseil de la Concurrence

42/44 Rue Mohamed Belouizdad

Tél : 213 21 66 70 17 / 65 45 20

Fax : 213 21 66 70 31 / 66 71 26

Email : contact.concurrence@gmail.com

Site Web : www.conseil-concurrence.dz



**Président du Conseil
de la Concurrence,
Amara ZITOUNI**

Le Bulletin Officiel et la Concurrence (BOC) a été créé, il convient de le rappeler, par le décret exécutif n°11-242 du 10 juillet 2011, pris en application de l'article 49 de l'ordonnance n°03-03 du 19 juillet 2003, modifiée et complétée, relative à la concurrence.

Selon les termes du décret précité, sont publiés dans le Bulletin Officiel de la Concurrence, notamment :

- Les décisions et avis rendus par le Conseil de la concurrence ;
- Les arrêts ou extraits des arrêts rendus par la Cour d'Alger, la Cour suprême et le Conseil d'Etat en matière de concurrence ;
- Les décisions et avis des autorités sectorielles de régulation ;
- Les analyses, études, expertises, enquêtes et commentaires réalisés dans le domaine de la concurrence ;
- Les communications et exposés présentés lors des séminaires, journées d'études et ateliers organisés sur les thèmes ayant trait à la régulation et à la concurrence ;
- Les principaux textes législatifs et réglementaires ayant trait à la régulation et à la concurrence ;

En ce qui concerne le contenu de ce 12^{ème} numéro des Bulletins Officiels de la Concurrence publiés par le Conseil de la concurrence depuis sa réactivation en Janvier 2013, il a été consacré à deux décisions prononcées par le Conseil de la concurrence suite à des plaintes émanant d'opérateurs économiques et à quatre avis rendus par le Conseil à la demande d'une autorité de régulation et des entreprises et sur auto-saisine.

Il est utile de souligner que le Conseil de la concurrence a tenu compte pour l'élaboration de son avis de proposition de modification de l'ordonnance suscitée réalisée en 2014 par des experts internationaux du droit de la concurrence sous l'égide de la CNUCED à la demande du gouvernement Algérien.

Les deux saisines sont fondées sur l'abus de position dominante et le non-respect des dispositions édictées par le code des marchés publics.

Les quatre avis portent sur les questions suivantes :

- ▶ Les distances entre les stations-services (vente de carburant) ;
- ▶ Les pratiques anti-concurrentielles qu'aurait commises une entreprise pour l'octroi d'un marché ;
- ▶ Les pratiques déloyales (utilisations illégales de la marque d'un produit) ;
- ▶ Les principales propositions d'amendement de l'ordonnance n°03-03 du 19 juillet 2003, modifiée et complétée, relative à la concurrence proposées par le Conseil de la concurrence après auto saisine en vue de :

- Mettre en œuvre les principes relatifs à la concurrence consacrés par l'article 43 de la Constitution amendée en 2016 ;
- Corriger les incohérences et les lacunes de l'ordonnance précitée révélées après quatre (04) années de son application.

Ce numéro comporte également les procédures relatives à la saisine du Conseil de la concurrence suite à des plaintes pour infractions au droit de la concurrence ou demande d'avis sur des questions liées à la concurrence et aux notifications au Conseil de la concurrence des concentrations économiques.

Sommaire

I- Lettre du Président p 3

II- Avis rendus par le Conseil de la concurrence en 2016 p 5 à 34

1 - Avis n°1-2016 du 18 Mai 2016 concernant la distance entre deux stations-service (vente de carburants) (traduction)..... p 6

2 - Avis n°2-2016 du 18 Mai 2016 la société d'assurance " ALLIANCE ASSURANCE " contre l'entreprise « COSIDER » (traduction)..... p 8

3 - Avis n°3-2016 du 21 décembre 2016 la société " HENKEL SPA ALGERIE " contre les deux sociétés : " GAMBOLE & PROKTER " et " STAR BRANDS ALGERIE " (traduction)..... p 10

4 - Avis n°04-2016 du 22 décembre 2016 portant sur les principaux amendements proposés aux dispositions de l'ordonnance n° 03-03 du 19 juillet 2003, modifiée et complétée, relative à la concurrence (traduction).....p 12

III- Décisions rendues par le Conseil de la Concurrence en 2016 p 35 à 38

1 - Décision N°01/2016 la société " SARL IMACOR " contre la société " LAFARGE SPA ALGERIE " (traduction).....p 36

2- Décision N°02/2016 la société " HKim23 " contre " APC BABELOUED " (version en arabe).....

IV- Procédures relatives aux saisines du Conseil de la concurrence et aux notifications des concentrations économiques p 39 à 43

1 - Communiqué aux opérateurs économiques concernant les autorisations des opérations de concentration par le Conseil de la concurrence..... p 40

2 - Communiqué sur la procédure de saisine du Conseil de la concurrence p 43



**Avis rendus par le Conseil de
la Concurrence en 2016**

**Bulletin Officiel de la Concurrence
N°12**



AVIS N°01-2016 du 18 Mai 2016

concernant la distance entre deux stations-service (Vente de carburants)

Le Conseil de la concurrence ;

- Vu la lettre n°698 en date du 24 avril 2016 enregistrée au Conseil de la concurrence sous le n° 16 en date du 24 avril 2016 par laquelle l'autorité de Régulation des Hydrocarbures (ARH) demande au Conseil de la concurrence un avis sur la distance entre les stations, service, vente de carburants ;
- Vu l'ordonnance n°03-03 du 19 juillet 2003 modifiée et complétée, relative à la concurrence notamment ses articles 35 et 36 ;
- Vu la décision du Président du Conseil de la concurrence n°02 du 25 avril 2016 portant désignation d'un rapporteur,
- Et après examen de la demande de l'autorité de régulation des hydrocarbures susvisée par le collège du Conseil de la concurrence lors de sa réunion du 18/05/2016 et après en avoir délibéré, rend l'avis ci-après :

I/ Sur la recevabilité de la saisine au plan de la forme

- Considérant que cette demande a été introduite auprès du Conseil de la concurrence en application des articles 34 et 35 de l'ordonnance n° 03-03 du 19 Juillet 2003 modifiée et complétée, relative à la concurrence.
- Considérant que cette demande enregistrée au niveau de la Direction de la Procédure et du Suivi des Dossiers du Conseil de la concurrence sous le n° 16 en date du 24 Avril 2016 répond aux conditions de recevabilité édictées par le Règlement Intérieur du Conseil de la concurrence pris par décision du Conseil de la concurrence n° 1 du 24/07/2013 et publiée sur le Bulletin Officiel de la concurrence (BOC n° 03) .

II/ Au plan du contenu

- Considérant que l'article 34 de l'ordonnance n° 03-03 du 19 Juillet 2003 modifiée et complétée relative à la concurrence , le Conseil de la Concurrence est habilité à donner son avis de sa propre initiative ou à la demande du ministre chargé du commerce ou de toute

autre partie intéressée , pour favoriser et garantir par tous moyens utiles, la régulation efficiente du marché.

- Considérant par ailleurs que l'article 36 de la même ordonnance dispose que le Conseil de la concurrence est consulté sur tout projet de texte législatif et réglementaire ayant un lien avec la concurrence ou introduisant des mesures particulières telles que l'instauration des conditions particulières pour l'exercice d'activités de production, de distribution et de services.

- Considérant que cette demande d'avis fait l'objet d'étude présente par l'Autorité de Régulation des Hydrocarbures (ARH) postérieure au fait relevé du rapprochement entre les stations-services en projet.

- Considérant que ce rapprochement peut être un obstacle à la libre concurrence des produits et des services repartis par ces stations.

- Considérant qu'il n'existe pas de réglementation en vigueur limitant la distance entre les stations-service.

- Considérant et à titre de comparaison que la majorité des pays disposant de réseaux autoroutiers n'ont pas limité les distances entre les stations de services.

- Considérant toutefois que la demande d'avis ne précise pas les distances minimales qui pourraient être imposées par un éventuel texte régissant l'activité des stations-service.

- Considérant que le marché objet de la demande d'avis concerne l'activité de la station-service qui comprend la vente des carburants terre en plus de quelques activités auxiliaires telles que l'entretien des véhicules.

- Considérant que les prix des carburants sont fixés par voie réglementaire.

- Considérant qu'il s'agit, en l'occurrence, d'un marché national et que de ce fait l'avis sollicité par l'ARH concerne toutes les stations-service implantées sur le territoire national.



- Considérant que l'activité de distribution de carburants terre nécessite l'inscription au centre national du registre de commerce sous le numéro d'activité 604611 et qu'elle est soumise à une autorisation après dépôt d'un dossier constitué des pièces suivantes :

- ▶ Une demande formulée par le promoteur ;
- ▶ Le statut de la société ;
- ▶ Un document officiel de mise à disposition du terrain ;
- ▶ Un accord des autorités locales.

- Considérant qu'il existe environ 3104 points de vente de carburants sur le territoire national dont 960 appartenant à des personnes morales (entreprises) et 2144 à des personnes physiques.

- Considérant par ailleurs que le marché de distribution de carburants sur autoroute est distinct de celui qui est distribué hors autoroute et que de ce fait les points de vente de carburants autoroutiers constituent un marché à part entière malgré qu'elles offrent les mêmes produits et services que les stations hors autoroute.

Par conséquent et compte tenu de ce qui précède ;

Le Conseil de la concurrence considère que la distance entre les stations-services implantées sur les autoroutes n'a pas d'impact négatif sur la concurrence d'autant plus que les prix des carburants distribués au niveau de ces stations sont fixés par voie réglementaire.

Ceci étant, le Conseil de la concurrence se réserve le droit de donner son avis sur le projet de texte réglementaire au cas où il est pris pour limiter la distance entre les stations-services et ce, conformément à l'article 36 de l'ordonnance n° 03-03 du 19/07/2003, modifiée et complétée relative à la concurrence.

Le Président

TRADUCTION



AVIS N°02-2016 du 18 Mai 2016

La société " ALLIANCE ASSURANCE " contre l'entreprise " COSIDER "

Le Conseil de la concurrence ;

- Vu la demande formulée par la société d'assurance « Alliance Assurance », par laquelle elle demande un avis du Conseil de la concurrence sur une pratique restrictive de la concurrence qu'aurait commis, l'entreprise « COSIDER » à son encontre ;

- Vu l'enregistrement de la dite demande au niveau de la Direction de la Procédure et du Suivi des Dossiers du Conseil de la Concurrence en date du 18 Mai 2015.

- Vu l'Ordonnance n° 03-03 du 19 juillet 2003 modifiée et complétée relative à la concurrence et notamment ses articles 02, 06, 34, 35 et 39;

- Vu le Décret présidentiel n° 15-247 du 16 septembre 2015 portant règlementation des marchés publics et des délégations de service public;

- Vu le décret exécutif n° 09-375 en date du 16 Novembre 2009 ; modifiant et complétant le décret exécutif n° 95-344 du 30 octobre 1995 relatif au capital minimum des sociétés d'assurance ;

- Vu l'ordonnance n° 95/07 du 25 janvier 1995 modifiée et complétée relatives aux assurances et ses textes d'applications ;

- Vu la décision du Président du Conseil de la concurrence n°01 du 23 avril 2015 portant désignation d'un rapporteur ;

Le rapporteur, entendu lors de la séance du collège du Conseil de la Concurrence du 29 et 30 septembre 2015.

Après la délibération du collège du Conseil de la Concurrence lors de la séance du 24 février 2016 ;

Après débat du collège du Conseil de la concurrence lors de la séance du 24 décembre 2016 ;

Le Conseil rend l'avis ci-après :

- Considérant que la demande d'avis introduite par la société « Alliance Assurance » auprès du Conseil de la Concurrence est fondée sur des pratiques restrictives de la concurrence qu'aurait commises l'entreprise « COSIDER » à l'occasion d'un lancement d'un avis d'appel d'offres national restreint pour la mise en place d'une couverture d'assurance.

- Considérant que cet avis appel offres a été ouvert aux seules sociétés ayant un capital social minimum de quatre (04) milliards de dinars.

- Considérant que la société « Alliance Assurance » soutient que cette condition exclut d'office les compagnies d'assurance privées nationales et qu'elle constitue de ce fait une pratique restrictive de la concurrence.

- Considérant que cette demande d'avis est introduite conformément aux articles 34 et 35 de l'ordonnance 03/03, du 19 juillet 2003, modifiée et complétée, relative à la concurrence qui donne aux entreprises la possibilité de saisir le Conseil de la Concurrence pour avis sur toutes les questions qui ont un lien avec la concurrence.

- Considérant que la société « ALLIANCE ASSURANCE » demande l'avis du Conseil de la Concurrence sur la licéité et la régularité de cette pratique au regard des dispositions de l'ordonnance n°03/03 du 19 juillet 2003 modifiée et complétée, relative à la concurrence et notamment son article six (06), alinéa 01 qui dispose que : « Sont prohibées, lorsqu'elles ont pour objet ou peuvent avoir pour effet d'empêcher, de restreindre ou de fausser le jeu de la libre concurrence dans un même marché ou, dans une partie substantielle de celui-ci, les pratiques et actions concertées, conventions et ententes expresses ou tacites et notamment lorsqu'elles tendent à :

► Limiter l'accès au marché ou l'exercice d'activités commerciales ;

► Limiter ou contrôler la production, les débouchés, les investissements ou le progrès technique ;



- ▶ Répartir les marchés ou les sources d'approvisionnement ;
- ▶ Faire obstacle à la fixation des prix par le libre jeu du marché en favorisant artificiellement leur hausse ou leur baisse ;
- ▶ Appliquer, à l'égard de partenaires commerciaux, des conditions inégales à des prestations équivalentes en leur infligeant de ce fait un désavantage dans la concurrence ;
- ▶ Subordonner la conclusion de contrats à l'acceptation, par les partenaires, de prestations supplémentaires qui, par leur nature ou selon les usages commerciaux, n'ont pas de lien avec l'objet de ces contrats.
- ▶ Permettre l'octroi d'un marché public au profit des auteurs de ces pratiques restrictives.

- Considérant que La société « ALLIANCE ASSURANCE», soulève également la question de discrimination des compagnies d'assurance privées sur le marché des assurances.

- Considérant toutefois, que parmi les six (06) sociétés d'assurance répondant aux critères fixés par l'appel d'offres lancé par "COSIDER", figure une société privée;

- Considérant que l'article six (06) de l'Ordonnance n°03.03 modifiée et complétée, du 19 juillet 2003 précitée a défini avec exactitude les pratiques restrictives de la concurrence;

- Considérant que La mission principale conférée par la loi au Conseil de la concurrence est d'assurer une concurrence saine et loyale, de prévenir toute pratique restrictive de concurrence et de contrôler les concentrations économiques afin de stimuler l'efficacité économique et d'améliorer le bien-être des consommateurs;

- Considérant que la commission de supervision des assurances (CSA) du Ministère des Finances qui a été saisie par le Conseil de la Concurrence en date du 25 novembre 2015 a estimé dans son avis n°125 du 17 janvier 2015 que « le facteur financier, représenté par le capital social peut constituer élément d'appréciation de la surface financière du soumissionnaire et peut être inscrit comme critère d'évaluation dans le cahier de charge; ce facteur ne peut constituer un critère d'élimination de l'accès à l'appel d'offres».

- Considérant qu'en effet les conditions financières ont été fixées par l'offreur par rapport à l'importance du porte feuille des investissements à couvrir en cas de sinistre et que de ce fait elles ne constituent pas un obstacle pour l'accès au marché des assurances.

Par conséquent et compte tenu de ce qui précède :

Le Conseil de la Concurrence rappelle :

- La conformité à la réglementation des marchés publics de la procédure d'appel d'offres restreint choisi par l'entreprise "COSIDER".
- En conséquence, l'exigence d'un capital minimum de quatre (04) milliards de dinars, par le service contractant, ne constitue pas une barrière à l'entrée du marché pertinent des assurances.

Le Président

TRADUCTION



AVIS N°03-2016 du 21 Décembre 2016

La société " HENKEL SPA ALGERIE " contre les deux sociétés " GAMBOLE & PROKTER " et " STAR BRANDS ALGERIE "

Le Conseil de la concurrence ;

- Vu la correspondance émanant de la société La société SPA « HENKEL ALGERIE » enregistrée sous le n°230 en date du 27/09/2016 au niveau de la direction des procédures du Conseil de la concurrence sous le n°22 en date du 05/10/2016 et par laquelle la société sus indiquée déclare avoir engagé l'avocat Maître Mohamed Mehdi OTHMANI pour la représenter auprès du Conseil de la concurrence.

- Vu la correspondance n°21 en date du 27/09/2016 enregistrée au niveau de la direction des procédures du Conseil de la concurrence sous le n° 03-2016 et par le biais de la quelle Maître Mohamed Mehdi OTHMANI demande un avis sur des pratiques déloyales en se référant aux articles 35 et 44 de l'ordonnance 03-03 du 19/07/2003 complétée et modifiée relative à la concurrence ;

- Vu l'ordonnance 03-03 du 19/07/2003 complétée et modifiée relative à la concurrence et particulièrement les articles 34 et 44 ;

- Vu la décision de Monsieur le Président du Conseil de la concurrence n° 04 en date du 10/10/2016 désignant un rapporteur chargé d'étudier le dossier Monsieur KOURID Mustapha.

- Après avoir consulté et traité le dossier de la Société SPA Henkel-ALGERIE, déposé par son représentant Maître Mohamed Mahdi OTHMANI qui attire l'attention du Conseil de la concurrence sur certaines pratiques déloyales commises par les deux sociétés « Gambole & Prokter » et « Star Brands ALGERIE » en leur qualité de propriétaire de la marque pour la première et de distributeur pour la deuxième du produit « ARIEL GEL ».

Ainsi, Maître OTHMANI a bien précisé qu'on peut facilement distinguer le produit « LE CHAT LIQUIDE » par la forme de son emballage, sa couleur et son logo, ce qui constitue une entrave à la législation en vigueur en

tant qu'une concurrence déloyale et qui peut nuire à l'image de marque du produit Henkel d'une manière directe. Pour toutes ces raisons, la société HENKEL ALGERIE demande l'avis du Conseil de la concurrence.

Après étude du dossier par les membres du Conseil de la concurrence lors de sa réunion du 21/12/2016 et après avoir délibéré, rend l'avis ci-après :

1/ Sur la recevabilité de la saisine au plan de la forme

- Considérant les articles 34 et 44 de l'ordonnance 03-03 du 19 juillet 2003 modifiée et complétée relative à la concurrence.

- Considérant que cette demande enregistrée au niveau de la direction de la procédure et du suivi des dossiers du Conseil de la Concurrence sous le n° 03-2016 en date du 27/09/2016 reprend aux conditions de recevabilité édictées par le règlement intérieur du Conseil de la concurrence pris par décision du Conseil de la concurrence n°1 du 24/07/2013 et publiée sur le Bulletin Officiel de la Concurrence (BOC n°03).

2/ Au plan du contenu

- Considérant les articles 34 et 44 de l'ordonnance 03-03 du 19 juillet 2003 modifiée et complétée relative à la concurrence, le Conseil de la concurrence à compétence de décision, de proposition et d'avis qu'il exerce de sa propre initiative ou à la demande de Ministre chargé du Commerce ou toute autre partie intéressée, pour favoriser et garantir par tous moyens utiles, la régulation efficiente du marché, assurer le bon fonctionnement de la concurrence et la promouvoir.

- Considérant l'article 14 de l'ordonnance 03-03 du 19 juillet 2003 modifiée et complétée relative à la concurrence, considère les pratiques visées aux articles 6,7,10,11 et 12 sont des pratiques restrictives de la concurrence.



- Considérant que les informations et documents fournis dans le dossier déposés par le représentant de la société HENKEL fournissent les preuves de l'existence de ces pratiques. A cet effet, ces pratiques sont considérées comme pratiques déloyales conformément aux dispositions des articles 26 et 27 de la loi 04-02 du 23 juillet 2004 relative aux pratiques commerciales, sanctionnées par l'article 38 avec amende entre 50.000 DA et 5.000.000 DA et par l'article 39 qui prévoit la saisie de la marchandise objet de l'infraction et ainsi que la saisie des outils et équipements utilisés dans l'infraction.

- Etant donné que les pratiques édictées par la loi sur la Concurrence sont différentes de beaucoup d'autres pratiques déloyales commises par les sociétés peuvent causer des préjudices à d'autres sociétés et/ou consommateurs sans toutefois avoir une quelconque incidence sur la concurrence dans le marché concerné.

- Ces pratiques sont dites « pratiques commerciales déloyales » et sont déterminées par une loi spécifique (la loi 04-02 du 23 juillet 2004 relative aux pratiques commerciales citées ci-dessus).

Compte tenu de ce qui précède :

Le Conseil de la concurrence considère que les faits rapportés dans le dossier étudié ne relèvent pas de sa compétence.

Le Président

TRADUCTION



AVIS N°04-2016 du 22 Décembre 2016

Portant sur les principaux amendements proposés aux dispositions de l'Ordonnance N°03-03 du 19 Juillet 2003, modifiée et complétée, relative à la Concurrence (version traduite)

- Conformément aux dispositions de l'article 34 de l'Ordonnance n°03-03 du 9 juillet 2003, modifiée et complétée, relative à la concurrence, qui attribue au Conseil de la concurrence une mission d'avis qu'il exerce de sa propre initiative sur toute mesure qui vise à renforcer et à garantir une régulation efficiente du marché par tout moyen approprié.

- Compte tenu de la nécessité d'insérer le contenu des dispositions de l'article 43 de la Constitution, modifiée et complétée, qui a consacré cinq (05) principes relatifs à la régulation du marché, l'interdiction des monopoles, la non-discrimination entre les entreprises publiques et privées, la protection des consommateurs et la concurrence déloyale dans le dispositif juridique relatif à la concurrence.

- Considérant les insuffisances constatées dans l'ordonnance n°03-03 du 23 juillet 2003, modifiée et complétée, relative à la concurrence après quatre (04) ans de son application.

- Considérant les observations et les propositions de l'audit législatif réalisé en 2014 à la demande du gouvernement algérien par des experts spécialisés en droit de la concurrence sous l'égide de la CNUCED.

- Après délibération du Conseil en sa séance du 22 décembre 2016 tenu en son siège sis au 42, 44 Boulevard Mohamed Belouizdad, le Collège a émis l'avis dont le teneur ci-après :

Principales propositions des modifications à apporter aux Dispositions de l'ordonnance n°03-03 du 19 Juillet 2003 modifiée et complétée relative à la concurrence

Titre I – Dispositions générales

ARTICLE EN VIGUEUR :

Article 1^{er} :

« La présente ordonnance a pour objet de fixer les conditions d'exercice de la concurrence sur le marché, de prévenir toute pratique restrictive de concurrence et de contrôler les concentrations économiques afin de stimuler l'efficacité économique et d'améliorer le bien-être des consommateurs ».

ARGUMENTAIRE DE MODIFICATION

Cet article fait la confusion entre pratiques restrictives de la concurrence et pratiques anti concurrentielles. Il s'agit en effet des pratiques anticoncurrentielles telles que les ententes, les abus de position dominante, l'exploitation abusive de dépendance économique, et la

pratique de prix abusivement bas.

Cette distinction a été consacrée par l'ordonnance n°95-06 du 25 janvier 1995 relative à la concurrence qui stipule, à juste titre, dans son chapitre II « de l'exercice de la concurrence et des pratiques anticoncurrentielles ».

En effet, les pratiques restrictives de concurrence sont des agissements abusifs qui engagent la responsabilité civile et pénale de leur auteur. Elles sont réprimées dès leur constatation et indépendamment de leur incidence sur la concurrence. Leur interdiction a pour but de protéger l'entreprise.

A titre de comparaison il y a lieu de signaler que la distinction entre les pratiques restrictives de concurrence des pratiques anti-concurrentielles a été opérée par le droit de la concurrence de l'Union Européenne.



De même qu'il est utile de rappeler que l'abrogation de l'ordonnance n°95-06 par l'ordonnance n° 03-03 avait pour but d'exclure du premier texte la partie relative aux pratiques commerciales et ne conserver que celle inhérente aux pratiques anticoncurrentielles. Cette définition a été d'ailleurs adoptée par la CNUCED (CF note du Secrétariat de la CNUCED édité en 2008 intitulé « l'indépendance et la responsabilité des autorités chargées des questions de concurrence »).

REDACTION PROPOSEE :

La présente ordonnance a pour objet de fixer les conditions d'exercice de la concurrence sur le marché, de prévenir toute pratique anti-concurrentielle et de contrôler les concentrations économiques afin de stimuler l'efficacité économique et d'améliorer le bien-être des consommateurs.

ARTICLE EN VIGUEUR :

Article 2 :

« Les dispositions de la présente ordonnance s'appliquent, nonobstant toutes autres dispositions contraires :

- ▶ Aux activités de production, y compris agricoles et d'élevage ;
- ▶ Aux activités de distribution dont celles réalisées par les importateurs de biens pour la revente en l'état, les mandataires, les maquignons et chevillards ;
- ▶ Aux activités de services, d'artisanat et de la pêche, ainsi qu'à celles qui sont le fait de personnes morales publiques, d'associations et de corporations professionnelles, quels que soient leur statut, leur forme et leur objet ;
- ▶ Aux marchés publics, à partir de la publication de l'avis d'appel d'offres jusqu'à l'attribution définitive du marché. Toutefois, la mise en œuvre de ces dispositions ne doit pas entraver l'accomplissement de missions de service public ou l'exercice de prérogatives de puissance publique ».

ARGUMENTAIRE DE MODIFICATION :

Le dernier aliéna posera inéluctablement le problème d'application du principe de neutralité de la concurrence aux entreprises publiques ou privées auxquelles les pouvoirs publics délèguent des missions de service public-celles-ci peuvent, en effet, adopter des comportements anticoncurrentiels dans l'exercice de leurs activités en se prévalant de la mission de service public. Il est utile de rappeler que ce régime dérogatoire ne figurait ni dans l'ordonnance n° 95-06 du 25 Janvier 1995 relative à la concurrence ni dans l'ordonnance n°03-03 du 19 Juillet 2003 qui l'a abrogé et remplacé.

Cette exception qui a été ajoutée à la faveur de la modification du dispositif y a afférant en 2010 n'a pas manifestement tenu compte du principe de la non discrimination que l'article 43 de la Constitution amendée en 2016 a consacré.

REDACTION PROPOSEE :

Le dernier alinéa de l'article 2 devrait être rédigée comme suit : « Toutefois, la mise en œuvre de ces dispositions ne doit pas entraver l'exercice de prérogatives de puissance publique ».

ARTICLE EN VIGUEUR :

Article 3 :

« Cet article définit cinq (05) concepts ayant un lien avec le droit de la concurrence ».

ARGUMENTAIRE DE MODIFICATION :

Cette définition étant largement insuffisante, il est préconisé d'élaborer un lexique des termes spécifiques à la concurrence par l'autorité de la concurrence.

Cette technique recommandée par des experts du droit de la concurrence de l'ICN, de la CNUCED et de l'OCDE visant à vulgariser et harmoniser le droit de la concurrence a été adoptée par plusieurs pays dont l'autorité française de la concurrence qui a édité en 2014 un lexique intitulé « 50 mots pour comprendre la concurrence ».

REDACTION PROPOSEE :

Cet article doit être abrogé.

Titre II – Les principes de la concurrence

Chapitre I : De la liberté des prix

ARTICLE EN VIGUEUR :

Article 4 :

« Les prix des biens..... sans changement jusqu'à 15 août 2010 ».

ARGUMENTAIRE DE MODIFICATION :

L'adjectif « probe » qualifiant la concurrence n'est pas adéquat. Il est proposé de le remplacer par l'adjectif « loyale » qui a été consacré par l'article 43 de la Constitution amendée en 2016.

REDACTION PROPOSEE :

Remplacer « probe » par « loyale ».



ARTICLE EN VIGUEUR :

Article 5 :

« En application des dispositions de l'article 4 ci-dessus, il peut être procédé, par voie réglementaire, à la fixation, au plafonnement ou à l'homologation des marges et des prix de biens et services ou de familles homogènes de biens et services.

Les mesures de fixation, de plafonnement ou d'homologation des marges et des prix des biens et services sont prises sur la base de propositions des secteurs concernés pour les principaux motifs suivants :

- ◆ La stabilisation des niveaux de prix des biens et services de première nécessité ou de large consommation, en cas de perturbation sensible du marché ;
- ◆ La lutte contre la spéculation sous toutes ses formes et la préservation du pouvoir d'achat du consommateur.

Peuvent être également prises, dans les mêmes formes, des mesures temporaires de fixation ou de plafonnement des marges et des prix des biens et services, en cas de hausses excessives et injustifiées des prix, provoquées notamment, par une d'approvisionnement dans un secteur d'activité donné ou une zone géographique déterminée ou par des situations de monopoles naturels ».

(Modifié par les dispositions de l'article 4 de la loi n° 10-05 du 15 août 2010).

ARGUMENTAIRE DE MODIFICATION :

Les textes réglementaires pris en application de l'article 4 ci-dessus doivent être soumis, pour avis, au Conseil de la concurrence.

Cette obligation était prévue, il convient de le rappeler, par l'article 5 de l'ordonnance n° 95-06 du 25 Janvier 1995 relative à la concurrence.

La mention « après avis du Conseil de la concurrence » doit par ailleurs figurer dans les visas du texte réglementaire concerné et l'avis du Conseil de la concurrence joint à ce même projet de texte lors de sa transmission au Secrétariat Général du Gouvernement (SGG) en vue de son adoption par le Gouvernement et sa signature par le Premier Ministre.

Chapitre II : Des pratiques restrictives à la concurrence

ARTICLE EN VIGUEUR :

Article 6 :

(Article 5 de la loi n° 08-12) Sont prohibées, lorsqu'elles ont pour objet ou peuvent avoir pour effet d'empêcher,

de restreindre ou de fausser le jeu de la libre concurrence dans un même marché ou, dans une partie substantielle de celui-ci, les pratiques et actions concertées, conventions et ententes expresses ou tacites et notamment lorsqu'elles tendent à :

- Limiter l'accès au marché ou l'exercice d'activités commerciales ;
- Limiter ou contrôler la production, les débouchés, les investissements ou le progrès technique ;
- Répartir les marchés ou les sources d'approvisionnement ;
- Faire obstacle à la fixation des prix par le libre jeu du marché en favorisant artificiellement leur hausse ou leur baisse ;
- Appliquer, à l'égard de partenaires commerciaux, des conditions inégales à des prestations équivalentes en leur infligeant de ce fait un désavantage dans la concurrence ;
- Subordonner la conclusion de contrats à l'acceptation, par les partenaires, de prestations supplémentaires qui, par leur nature ou selon les usages commerciaux, n'ont pas de lien avec l'objet de ces contrats ;
- Permettre l'octroi d'un marché public au profit des auteurs de ces pratiques restrictives.

ARGUMENTAIRE DE MODIFICATION :

Le dernier alinéa de l'article 6 « permettre l'octroi d'un marché public au profit des auteurs de ces pratiques restrictives » suggère qu'au lieu de poursuivre le ou les auteurs des pratiques anti-concurrentielles ententes, soumissions concertées, etc.) l'autorité de la concurrence doit imputer la responsabilité de ces pratiques aux services contractants.

Or le droit de la concurrence se limite à poursuivre les soumissionnaires. D'où la non intégration de la responsabilité des maîtres de ouvrage dans le droit de l'Union Européenne de la concurrence et même dans l'ordonnance n° 95-06 du 25 Janvier 1995 relative à la concurrence.

REDACTION PROPOSEE :

Le dernier alinéa de cet article doit être supprimé.

Article 6 (nouveau) :

ARGUMENTAIRE DE MODIFICATION :

Ces sanctions complémentaires prévues par les législations étrangères relatives à la concurrence renforcent le dispositif visant à contrecarrer les cartels.

A préciser que ces sanctions ne sont par prévues par l'article 75 du décret n°15-247 du 16/09/2015 relatif aux marchés publics.



REDACTION PROPOSEE :

Sont prohibées dans le cadre des passation de marchés publics, tout arrangements, soumissions concertés ou offre collusoires visant à majorer les prix ou diminuer la qualité de bien ou de service au détriment de l'acquéreur public souhaitant se procurer des biens et services par la voie d'appel à la concurrence.

Les opérateurs économiques auteurs de ces pratiques peuvent être exclus temporairement de la participation aux soumissions des marchés publics pour une durée allant de trois à cinq ans, et en cas de récidive le montant des amendes prévu par la législation en vigueur peut être augmenté jusqu'au double.

ARTICLE EN VIGUEUR :

Article 7 :

« Est prohibé tout abus d'une position dominante ou monopolistique sur un marché ou un segment de marché tendant à :

- ◆ Limite l'accès au marché ou l'exercice d'activités commerciales ;
- ◆ Limiter ou contrôler la production, les débouchés, les investissements ou le progrès technique ;
- ◆ Répartir les marchés ou les sources d'approvisionnement ;
- ◆ Paire obstacle à la fixation des prix par le libre jeu du marché en favorisant artificiellement leur hausse ou leur baisse ;
- ◆ Appliquer, à l'égard de partenaires commerciaux, des conditions inégales à des prestations équivalentes en leur infligeant de ce fait un désavantage dans la concurrence ;
- ◆ Subordonner la conclusion de contrats à la l'acceptation, par les partenaires, de prestations supplémentaires qui, par leur nature ou selon les usages commerciaux, n'ont pas de lien avec l'objet de ces contrats ;
- ◆ Appliquer, à l'égard de partenaires commerciaux, des conditions inégales à des prestations équivalentes en leur infligent de ce fait un désavantage dans la concurrence ;
- ◆ Subordonner la conclusion de contrats à la l'acceptation, par les partenaires, de prestations supplémentaires qui, par leur nature ou selon les usages commerciaux, n'ont pas de lien avec l'objet de ces contrats.

ARGUMENTAIRE DE MODIFICATION :

Cet article prohibe l'abus de position dominante ou monopolistique sur un marché ou segment de marché. L'article 43 de la Constitution amendée en 2016 a interdit le monopole et par conséquent tout abus de posi-

tion dominante qui peut en découler. Il y a lieu, par conséquent d'en tenir compte.

REDACTION PROPOSEE :

Cet article doit donc être modifiée et complété comme suit : « est prohibée tout monopole et tout abus de position dominante sur un marché ou un segment de marché tendant à.....sans changement jusqu'à contrat.

ARTICLE EN VIGUEUR :

Article 8 :

« Le Conseil de la concurrence peut constater, sur demande des entreprises intéressées, qu'il n'y a pas lieu pour lui, en fonction des éléments dont il a connaissance, d'intervenir à l'égard d'un accord, d'une action concertée, d'une convention ou d'une pratique tels que définis aux articles 6 et 7 ci-dessus. Les modalités d'introduction de la demande de bénéficier des dispositions de l'alinéa précédent sont déterminées par décret (décret exécutif n° 05-175 du 12 mai 2005).

ARGUMENTAIRE DE MODIFICATION :

Autoriser un accord et /ou une position dominante par anticipation est un exercice complexe tant dans l'analyse de l'opération que dans l'obtention d'éléments probants nécessaires à l'autorisation de ladite opération.

Il s'agira ainsi d'être capable d'anticiper les comportements futurs des parties à l'entente (ou à la position dominante) sachant que ces dernières peuvent modifier leurs comportements une fois l'autorisation obtenue. Le suivi de cette opération postérieurement à l'autorisation donnée est de ce fait encore plus problématique. En outre l'examen du décret exécutif n° 05-175 du 12 mai 2005 permet de constater qu'il s'agit d'une procédure déclarative des parties devant nouer l'entente ou devant s'ériger en position dominante. La vérification des dites déclarations par le Conseil de la concurrence n'en serait que plus ardue et aléatoire.

Mise en application initialement par la commission européenne de la concurrence, cette procédure n'a plus un caractère obligatoire dans le droit de la concurrence européen.

Les pays européens l'ont abrogé de leur législation pour les raisons suscitées.

REDACTION PROPOSEE :

Cet article doit être abrogé.



ARTICLE EN VIGUEUR :

Article 9 :

ARGUMENTAIRE DE MODIFICATION :

Sans changement.

REDACTION PROPOSEE :

Sans changement.

ARTICLE EN VIGUEUR :

Article 10 :

« Est considéré comme pratique ayant pour effet d'empêcher, de restreindre ou de fausser le libre jeu de la concurrence et interdit, tout acte et/ou contrat, quels que soient leur nature et leur objet, conférant à une entreprise une exclusivité dans l'exercice d'une activité qui entre dans le champ d'application de la présente ordonnance ».

ARGUMENTAIRE DE MODIFICATION :

La clause d'exclusivité consiste soit à s'engager à réserver ses fournitures à un seul partenaire sur un secteur géographique donné (c'est l'exclusivité territoriale), soit à ne s'adresser qu'à un fournisseur unique (c'est l'exclusivité d'approvisionnement), soit à n'exercer aucune autre activité professionnelle que celle prévue au contrat. Le recours aux clauses d'exclusivité est fréquent dans les contrats commerciaux de distribution.

La clause d'exclusivité ne constitue pas une clause de non-concurrence. En effet, les producteurs et les distributeurs se situent à des niveaux différents du processus de commercialisation des produits et ils ne sont pas concurrents entre eux. L'exclusivité porte sur la distribution d'un produit déterminé et n'interdit pas l'exercice d'une activité concurrente de celle du partenaire. C'est la liberté commerciale des membres du réseau qui est affectée. En effet, ils n'ont pas la possibilité de choisir librement leur fournisseur ou leur revendeur. Les limitations excessives à la liberté commerciale sont assimilées à des pratiques anticoncurrentielles. Le concept d'exclusivité telle que conçue dans les pays à économie de marché développée renvoie à l'idée de valeur ajoutée et à la détention d'un savoir-faire découlant généralement de droits de propriété intellectuelle ou industrielle qui justifient cette exclusivité. L'exclusivité est donc le résultat d'un haut niveau dans le mode d'organisation de la distribution. Les entreprises algériennes sont appelées au fur et à mesure de leur développement à appliquer.

les techniques modernes d'organisation de leur circuit de distribution et à maîtriser le droit des contrats. Interdire l'exclusivité reviendrait à renoncer à un niveau supérieur d'organisation de la distribution.

Par ailleurs cet article entre en contradiction avec l'article 36 de la même ordonnance qui stipule que « Le Conseil de la concurrence est consulté sur tout projet de texte législatif et réglementaire ayant un lien avec la concurrence ou introduisant des mesures ayant pour effet notamment de :

- soumettre l'exercice d'une profession ou d'une activité, ou l'accès à un marché à des restrictions quantitatives ;
- établir des droits exclusifs dans certaines zones ou activités ;
- instaurer des conditions particulières pour l'exercice d'activités de production, de distribution et de services ;
- fixer des pratiques uniformes en matière de conditions de vente.

REDACTION PROPOSEE :

Il convient d'abroger purement et simplement cet article à l'instar des usages et standards internationaux.

ARTICLE EN VIGUEUR :

Articles 11, 12, 13

ARGUMENTAIRE DE MODIFICATION :

Sans changement.

REDACTION PROPOSEE :

Sans changement.

ARTICLE EN VIGUEUR :

Article 14 :

« Les pratiques visées aux articles 6, 7, 10, 11 et 12 ci-dessus sont qualifiées de pratiques restrictives de concurrence ».

ARGUMENTAIRE DE MODIFICATION :

La confusion entre pratiques restrictives de la concurrence et pratiques anti concurrentielles a été expliquée au niveau de l'article 1 de ordonnance n°03-03 du 19/07/2003.

REDACTION PROPOSEE :

Les pratiques visées aux articles 6, 7, 10, 11 et 12 ci-dessus sont qualifiées de pratiques anticoncurrentielles. Il y a lieu de corriger cet article.



Chapitre III – Des concentrations économiques

ARTICLE EN VIGUEUR :

Articles 15 et 16 :

ARGUMENTAIRE DE MODIFICATION :

Sans changement.

REDACTION PROPOSEE :

Sans changement.

ARTICLE EN VIGUEUR :

Article 17 :

«Les concentrations qui sont de nature à porter atteinte à la concurrence en renforçant notamment la position dominante d'une entreprise dans un marché, doivent être soumises par leurs auteurs au Conseil de la concurrence qui prend une décision dans un délai de trois (03) mois ».

ARGUMENTAIRE DE MODIFICATION :

Les parties auteurs de la concentration peuvent considérer que la nouvelle structure créée ne porte pas atteinte à la concurrence ou ne renforce pas sa position dominante sur le marché et en conséquence peuvent s'exonérer de l'obligation de soumettre le projet de concentration au Conseil de la concurrence en invoquant leur incapacité à évaluer « le degré d'atteinte au droit de la concurrence ».

En fait, il appartient au Conseil de la concurrence d'apprécier, notamment sur le plan technique, les effets réels ou potentiels sur la concurrence d'un projet de concentration et donc d'examiner toutes les initiatives prises en ce sens par les entreprises.

REDACTION PROPOSEE :

L'opération de concentration doit être notifiée au Conseil de la concurrence avant sa réalisation. La notification peut intervenir dès lors que la ou les parties concernées sont en mesure de présenter un projet suffisamment abouti pour permettre l'instruction du dossier et notamment lorsqu'elles ont conclu un accord de principe, signé une lettre d'intention ou dès l'annonce d'une offre publique d'achat ou de vente.

ARTICLE EN VIGUEUR :

Article 18 :

« Les dispositions de l'article 17 ci-dessus s'appliquent à chaque fois que la concentration vise à réaliser un seuil de plus de 40% des ventes ou achats effectués sur un marché ».

ARGUMENTAIRE DE MODIFICATION :

La détermination du seuil de 40% est-elle en termes physiques ou en termes de valeur, La notion de marché est aussi à déterminer. (le montant reste plus indiqué que le pourcentage).

L'utilisation d'un indicateur en pourcentage (%) pour la détermination des ventes ou achats ne permet pas de savoir si ces dernières sont à évaluer en termes physiques (volumes) ou en termes de valeurs (dinars).

Il est proposé de substituer le critère de notification sur la base des parts de marché par celui du chiffre d'affaires. L'expérience au niveau comparée a révélé que le premier critère demeure incertain juridiquement et inefficace. En effet, la détermination des parts de marché suppose préalablement de définir les marchés pertinents concernés par l'opération, ce qui constitue souvent une source de discordance entre les entreprises et autorités de concurrence ; les premières ont tendance à élargir cette définition pour diluer leur part de marché et par conséquent ne pas être soumis au contrôle, et les secondes qui essayent autant que faire se peut de limiter le cercle de ce marché pour définir le pouvoir économique des entreprises en question.

C'est la raison pour laquelle la plupart des autorités retient le critère de chiffre d'affaires qui permet la notification automatique des opérations qui dépassent le seuil de chiffre d'affaires fixé.

REDACTION PROPOSEE :

Les dispositions de l'article 17 ci-dessus s'appliquent à chaque fois que la concentration vise à réaliser un :

- ◆ chiffre d'affaires total mondial hors taxes de l'ensemble des entreprises ou groupes de personnes physiques ou morales parties à la concentration est supérieur au montant fixé par voie réglementaire ;
- ◆ chiffre d'affaires total hors taxes réalisé en Algérie par deux au moins des entreprises ou groupes de personnes physiques ou morales concernés est supérieur au montant fixé par voie réglementaire.

Le Conseil de la concurrence peut, après avis du Ministre chargé du secteur concerné par la concentration, autoriser ou rejeter, par décision motivée, la concentration. La décision d'autorisation ou de rejet de la concentration peut faire l'objet d'un recours devant le Conseil d'Etat par les parties en cas de rejet, et par des parties tierces lésées.

ARTICLE EN VIGUEUR :

Article 19 :

« Le Conseil de la concurrence peut, après avis du mi-



nistre chargé du commerce et du ministre chargé du secteur concerné par la concentration, autoriser ou rejeter, par décision motivée, la concentration La décision de rejet de la concentration peut faire l'objet d'un recours devant le Conseil d'Etat ».

ARGUMENTAIRE DE MODIFICATION :

Les missions du Conseil de la concurrence étant transversales (horizontales), l'autorisation ou le rejet de la concentration doivent être pris par le Conseil de la concurrence, après avis du ministère chargé du secteur. La possibilité de recours doit être ouverte non seulement aux parties en cas de rejet de l'opération, mais également aux tiers lésés (concurrents, consommateurs..) en cas d'autorisation de l'opération. En conséquence il n'y a pas lieu de restreindre le recours à la décision spécifique du rejet.

REDACTION PROPOSEE :

Le Conseil de la concurrence peut, après avis du ministre chargé du secteur concerné par la concentration, autoriser ou rejeter la concentration cette décision peut faire l'objet de recours devant le Conseil d'Etat par les parties et les tiers lésés.

ARTICLE EN VIGUEUR :

Article 20 :

ARGUMENTAIRE DE MODIFICATION :

Sans changement.

REDACTION PROPOSEE :

Sans changement.

ARTICLE EN VIGUEUR :

Article 21 :

« Lorsque l'intérêt général le justifie, le Gouvernement peut, sur le rapport du ministre chargé du commerce et du ministre dont relève le secteur concerné par la concentration, autoriser d'office ou à la demande des parties concernées, la réalisation d'une concentration rejetée par le Conseil de la concurrence ».

ARGUMENTAIRE DE MODIFICATION :

Le rapport du ministre chargé du secteur concerné par la concentration suffit.

REDACTION PROPOSEE

Lorsque l'intérêt général le justifie, le Gouvernement peut, sur le rapport du ministre dont relève le secteur concerné par la concentration, autoriser d'office ou à la demande des parties concernées, la réalisation d'une concentration rejetée par le Conseil de la concurrence.

ARTICLE EN VIGUEUR :

Article 22 :

ARGUMENTAIRE DE MODIFICATION

Sans changement.

REDACTION PROPOSEE

Sans changement.

Titre III – Du Conseil de la concurrence

ARTICLE EN VIGUEUR :

Article 23 :

« Il est créé une autorité administrative autonome, ci-après dénommée «Conseil de la Concurrence», jouissant de la personnalité juridique et de l'autonomie financière, placée auprès du ministre chargé du commerce. Le siège du Conseil de la concurrence est fixé à Alger ».

ARGUMENTAIRE DE MODIFICATION :

Le placement du Conseil de la concurrence auprès du Ministre du commerce est en contradiction avec son statut d'autorité administrative autonome.

L'autonomie de cette institution consacrée par l'article 23 a été confortée par l'article 43 de la Constitution qui encourage la régulation, interdit le monopole et la concurrence déloyale et protège le consommateur.

A ce titre, le Conseil de la concurrence agit par délégation de l'Etat pour faire respecter l'ordre public économique.

Ses missions sont transversales, autrement dit elle régle toutes les activités économiques sans exclusive.

L'octroi du statut d'autorité administrative autonome vise à permettre au Conseil de la concurrence d'exercer ses missions en toute indépendance et loin de toute pression éventuelle par d'autres instances.

L'autonomie de cette institution est cependant contrebalancée par les responsabilités inhérentes à ses missions et par le contrôle de ses activités.

Le Conseil de la concurrence rend en effet compte, au Parlement, au Gouvernement ainsi qu'à l'opinion publique par la transmission de son rapport annuel d'activité aux instances précitées et sa publication.

Le Conseil de la concurrence est contrôlé par ailleurs par le juge à travers les recours formés contre ses décisions devant la Cour d'appel et le Conseil d'Etat.



Le principe de l'indépendance de l'autorité de la concurrence est reconnu et appliqué à l'échelle internationale. Il est proposé, par conséquent, de placer le Conseil de la concurrence auprès du Président de la République ou le cas échéant auprès du Premier Ministre, comme cela était le cas sous le régime de l'ordonnance n° 95-06 et l'ordonnance n° 03-03 avant sa modification en 2008.

A signaler à titre de comparaison que les autorités de la concurrence de Tunisie, d'Egypte et du Maroc sont placées respectivement auprès du Premier Ministre et du Roi.

REDACTION PROPOSEE :

Il est créé une autorité administrative autonome, ci-après dénommée «Conseil de la Concurrence», jouissant de la personnalité juridique et de l'autonomie financière, placée auprès du Président de la République (ou Premier Ministre).

Le siège du Conseil de la concurrence est fixé à Alger.

ARTICLE EN VIGUEUR :

Article 24 :

« Le Conseil de la concurrence est composé de douze (12) membres relevant des catégories ci-après :

1- Six (06) membres choisis parmi les personnalités et experts titulaires au moins d'une licence ou d'un diplôme universitaire équivalent et d'une expérience professionnelle de huit (8) années au minimum dans les domaines juridique et/ou économique et ayant des compétences dans les domaines de la concurrence, de la distribution, de la consommation et de la propriété Intellectuelle ;

2- Quatre (04) membres choisis parmi des professionnels qualifiés titulaires d'un diplôme universitaire exerçant ou ayant exercé des activités de responsabilité et ayant une expérience professionnelle de cinq (5) années au minimum dans les secteurs de la production, de la distribution, de l'artisanat, des services et des professions libérales ;

3- Deux (02) membres qualifiés représentant les associations de protection des consommateurs.

Les membres du Conseil de la concurrence peuvent exercer leurs fonctions à plein temps ».

ARGUMENTAIRE DE MODIFICATION :

Les membres du Conseil doivent être choisis en raison de leur expertise et leur indépendance morale. Ils doivent agir en toute objectivité et ne doivent par conséquent représenter ou défendre aucune partie (partis politiques, ou monde des affaires).

En conséquence ils doivent être désignés *intuitu personae* pour éviter toutes situations de conflit d'intérêt.

D'autre part, l'inclusion de magistrats dans la composante du collège s'avère nécessaire dès lors que le Conseil de la concurrence applique des règles de procédures similaires à celles suivies au niveau des juridictions et que ses décisions sont susceptibles de recours devant la Cour d'appel et du Conseil d'Etat. C'est d'ailleurs pour ces raisons que l'ordonnance n° 95-06 du 25 janvier 1995 en son chapitre II article 29 a intégré dans la composante du collège cinq membres (parmi les douze) exerçant ou ayant exercé à la Cour Suprême, dans d'autres juridictions, ou à la Cour des Comptes en qualité de magistrat ou de membre.

Enfin le dernier alinéa qui dispose que: « Les membres du Conseil de la concurrence peuvent exercer leurs fonctions à plein temps » prête à équivoque. Il Ya lieu de préciser que les membres permanents exercent leurs fonctions à plein temps alors que les membres non permanents sont convoqués pour participer seulement aux séances du Conseil de la concurrence.

Nous proposons enfin la permanisation de tous les membres du Collège afin que ces derniers s'investissent totalement dans leur mission.

La nécessité de prévoir expressément les cas justifiant de fin de fonction d'un membre du Conseil découle de l'irrévocabilité du mandat et donc de sa protection laquelle est intimement liée à l'autonomie de l'institution.

REDACTION PROPOSEE :

Le collège du Conseil de la concurrence est composé de douze (12) membres nommés *intuitu personae* relevant des catégories ci- après :

1- trois (03) magistrats détachés de la Cour Suprême, du Conseil d'Etat et de la Cour des Comptes ;

2- Cinq (05) membres choisis parmi les personnalités et experts titulaires au moins d'une licence ou d'un diplôme universitaire équivalent et d'une expérience professionnelle de huit (08) années au minimum dans les domaines juridique et/ou économique et ayant des compétences dans les domaines de la concurrence, de la distribution, de la consommation et de la propriété Intellectuelle ;

3- Trois (03) membres choisis parmi des professionnels qualifiés titulaires d'un diplôme universitaire ayant exercé des activités de responsabilité et ayant une expérience professionnelle de cinq (5) années au minimum dans les secteurs de la production, de la distribution, de l'artisanat, des services et des professions libérales ;



4- Un (01) membre ayant exercé des activités au sein des associations de protection des consommateurs. Les deux vice-présidents et les autres membres du Conseil de la concurrence, sont nommés par décret présidentiel sur proposition du Président du Conseil de la concurrence.

Le Président du Conseil de la concurrence est nommé par décret présidentiel.

Il est mis fin à leurs fonctions dans les mêmes forme dans les cas suivants :

❶ L'expiration du mandat ;

❷ Le décès ;

La démission volontaire qui doit être présentée au Président du Conseil et ne prend effet qu'à compter de la nomination du remplaçant du membre démissionnaire;

❸ La démission volontaire qui doit être présentée au Président du Conseil et ne prend effet qu'à compter de la nomination du remplaçant du membre démissionnaire ;

❹ La démission qui doit être constatée par le Conseil, saisi par son Président, dans les cas suivants :

✳ Exercice d'une activité ou acceptation d'une fonction incompatible avec la qualité de membre du Conseil ;

✳ Perte de la jouissance des droits civils et politiques;

❺ Survenance d'une incapacité physique ou mentale permanente empêchant définitivement un membre du Conseil d'exercer ses fonctions ;

❻ Manquement aux obligations professionnelles tels que :

✳ Le non respect du secret des délibérations et des réunions.

✳ Non participation, sans motif valable, à trois (03) séances consécutives du Conseil ;

✳ Il peut également être mis fin aux fonctions d'un membre du Conseil ou cas d'empêchement constaté par le collège dans des conditions prévus par son règlement intérieur.

Le Président du Conseil de la concurrence est choisi parmi les membres de la première catégorie, et ses deux vice-présidents sont choisis de même parmi les membres de la première catégorie prévue à l'article 24 ci-dessus.

Le renouvellement des membres du Conseil de la concurrence s'effectue tous les quatre (4) ans, à raison de la moitié des membres composant chacune des catégories visées à l'article 24 ci-dessus.

ARTICLE EN VIGUEUR :

Article 25 :

«Le Président, les deux vice-président et les autres

membres du Conseil de la concurrence, sont nommés par décret présidentiel.

Il est mis à leurs fonctions dans les mêmes formes.

Le Président du Conseil de la concurrence est choisi parmi les membres de la première catégorie, et ses deux vice-présidents sont choisis respectivement parmi les membres de la deuxième et troisième catégorie prévue à l'article 24 ci-dessus.

Le renouvellement des membres du Conseil de la concurrence s'effectue tous les quatre (04) ans, à raison de la moitié des membres composant chacune des catégories visées à l'article 24 ci-dessus ».

ARGUMENTAIRE DE MODIFICATION :

Les deux vices présidents sont choisis parmi les membres non permanents. Cela revient à prévoir le remplacement d'un membre permanent qu'est le Président par un membre non permanent qu'est le représentant de l'association professionnelle ou de l'association des consommateurs. Comme son nom l'indique le membre non permanent n'est pas astreint à une présence assidue et permanente.

REDACTION PROPOSEE :

Le Président du Conseil de la concurrence est choisi parmi les membres de la première catégorie, et ses deux Vice- présidents sont choisis de même parmi les membres de la première catégorie prévue à l'article 24 ci-dessus.

ARTICLE EN VIGUEUR :

Article 26 :

« Il est désigné auprès du Conseil de la concurrence, un secrétaire général, un rapporteur général et cinq (05) rapporteurs nommés par décret présidentiel.

Le rapporteur général et les rapporteurs doivent être titulaires au moins d'une licence ou d'un diplôme universitaire équivalent et disposer d'une expérience professionnelle de cinq (05) années au minimum, en adéquation avec les missions qui leur sont conférées par les dispositions de la présente ordonnance.

Le Ministre chargé du commerce désigne par arrêté son représentant titulaire et son suppléant auprès du Conseil de la concurrence. Ils assistent aux travaux du Conseil de la concurrence sans voix délibérative ».

ARGUMENTAIRE DE MODIFICATION :

La nomination par décret présidentiel du Secrétaire général et des rapporteurs doit intervenir sur proposition du Président du Conseil de la concurrence. Il convient de rappeler que l'article X de l'ordonnance n°



95-06 du 25 janvier 2015 confait la prérogative de nomination du Secrétaire général et des rapporteurs au Président du Conseil de la concurrence.

Par ailleurs, il est illogique de demander des références professionnelles et des diplômes identiques tant aux rapporteurs qu'au rapporteur général chargé de suivre, coordonner et superviser leurs travaux. Cet alignement des critères d'accès au poste ne peut constituer qu'une source de démotivation pour le passage du poste de rapporteur au poste de rapporteur général.

En outre, le nombre des rapporteurs ne doit pas être arrêté dans la loi. C'est une question qui relève de la gestion interne du Conseil. En effet, l'effectif des rapporteurs constitue une variable qui dépend de plusieurs facteurs, en l'occurrence la charge de travail et le nombre des affaires reçues.

La désignation d'un représentant du ministre chargé du commerce pour assister aux réunions de l'organe délibérant du Conseil de la concurrence (Collège) viole le principe de l'autonomie de cette institution qui doit prendre ses décisions en toute autonomie loin de toute pression.

REDACTION PROPOSEE :

Il est désigné auprès du Conseil de la concurrence, un secrétaire général, un rapporteur général et des rapporteurs proposés par le Président du Conseil de la concurrence.

Les rapporteurs doivent être titulaires au moins d'une licence ou d'un diplôme universitaire équivalent et disposer d'une expérience professionnelle de cinq (05) années au minimum, en adéquation avec les missions qui leur sont conférées par les dispositions de la présente ordonnance.

Le rapporteur général doit être titulaire au moins d'une licence ou maîtrise (BAC + 4) et disposer d'une expérience professionnelle de sept (07) années au minimum en adéquation avec les missions qui lui sont conférées par les dispositions de la présente ordonnance.

Le Secrétaire général doit être titulaires au moins d'une licence ou d'une maîtrise (BAC + 4) et d'une expérience professionnelle de huit (08) années au minimum dans les domaines de la gestion administrative, économique et financières.

Le représentant du Gouvernement lit ses observations orales au collège sur la base d'un rapport écrit à déposer auprès du Secrétariat de la séance. Il n'assiste pas aux délibérations de cet organe.

Chapitre I : Du fonctionnement du Conseil de la concurrence

ARTICLE EN VIGUEUR :

Article 27 :

Sans changement.

ARGUMENTAIRE DE MODIFICATION :

Sans changement.

REDACTION PROPOSEE :

Sans changement.

ARTICLE EN VIGUEUR :

Article 28 :

« Art. 28. (article 14 de la loi n° 08-12) Les travaux du Conseil de la concurrence sont dirigés par le président ou le vice-président qui le remplace en cas d'absence ou d'empêchement.

Le Conseil de la concurrence ne peut siéger valablement qu'en présence de huit (08) de ses membres au moins.

Les séances du Conseil de la concurrence ne sont pas publiques.

Les décisions du Conseil de la concurrence sont prises à la majorité simple; en cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante ».

ARGUMENTAIRE DE MODIFICATION :

Il convient d'éclaircir la notion de présence. S'agit-il de présence physique et auquel cas tout mandat de représentation est à exclure ou s'agit-il d'un quorum exigible et en conséquence seul le nombre de voix devant être égal à huit (08) est requis. De notre point de vue et à l'effet de permettre un fonctionnement régulier aux séances du collège, il est recommandé de permettre l'utilisation de deux mandats de représentation pour que le nombre de voix pour l'atteinte du quorum soit égale à huit (08) tout en permettant une présence physique de six (06) membres du collège.

Il est utile de préciser qu'il s'agit en l'occurrence des séances du collège du Conseil de la concurrence qui se réunit pour statuer les affaires dont le Conseil de la concurrence a été saisi. De même qu'il est important de clarifier les pouvoirs décisionnels du collège et sa séparation de l'organe d'instruction (le rapporteur général et les rapporteurs) et ce, conformément au principe de la séparation de l'organe de poursuite de l'organe de sanction garantissant un procès juste et équitable.



REDACTION PROPOSEE :

Il est recommandé de permettre l'utilisation de deux mandats de représentation pour que le nombre de voix pour l'atteinte du quorum soit égal à huit (08) tout en permettant une présence physique de six (06) membres du collège.

Les travaux du collège du Conseil de la concurrence sont dirigés par le président ou le vice-président qui le remplace en cas d'empêchement.

Le Conseil de la concurrence ne peut siéger valablement que si le quorum atteint huit (08) voix, soit une présence physique de six (06) de ses membres au moins et de deux mandats de représentation au maximum.

Les délibérations du collège du Conseil de la concurrence ne sont pas publiques.

Les décisions du collège du Conseil de la concurrence sont prises à la majorité simple; en cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante.

ARTICLE EN VIGUEUR :

Articles 29-30 :

Sans changement.

ARGUMENTAIRE DE MODIFICATION :

Sans changement.

REDACTION PROPOSEE :

Sans changement.

ARTICLE EN VIGUEUR :

Article 31 :

« L'organisation et le fonctionnement du Conseil de la concurrence sont fixées par décret exécutif ».

ARGUMENTAIRE DE MODIFICATION :

Sans changement.

REDACTION PROPOSEE :

Sans changement.

ARTICLE EN VIGUEUR :

Article 32 :

« Le système de rémunération des membres du Conseil de la concurrence, du secrétaire général, du rapporteur général et des rapporteurs est fixé par décret exécutif ».

ARGUMENTAIRE DE MODIFICATION :

Il est proposé d'ajouter « statut » comme cela était le

cas sous le régime de l'ordonnance n°95-06 qui a permis l'octroi de la fonction supérieure de l'Etat aux cadres du Conseil de la concurrence.

REDACTION PROPOSEE :

Ajouter « statut ».

ARTICLE EN VIGUEUR :

Article 33 :

« Le budget du Conseil de la concurrence est inscrit à l'indicatif du budget du ministère du commerce et ce, conformément aux procédures législatives et réglementaires en vigueur. Le président du Conseil de la concurrence est ordonnateur du budget. Le budget du Conseil de la concurrence est soumis aux règles générales de fonctionnement et de contrôle applicables au budget de l'Etat ».

ARGUMENTAIRE DE MODIFICATION :

Cet article remet en cause l'autonomie financière accordée au Conseil de la concurrence par l'article 23 de l'ordonnance n°03-03.

Le budget du Conseil de la concurrence doit être inscrit aux charges communes du budget de l'Etat.

Il y a lieu de rappeler l'envoi de Monsieur le Premier Ministre sur cette question demandant la modification de l'ordonnance n° 03-03 du 19/07/2003 modifiée et complétée relative à la concurrence pour régler le problème du budget du Conseil de la concurrence (envoi n° 213 DC/PM du 08/02/2015).

A rappeler que l'ordonnance n°95-06 et l'ordonnance n° 03-03 avant sa modification en 2008 donnait la qualité d'ordonnateur principal au Président du Conseil de la concurrence.

Cette qualité permet au Président du Conseil de la concurrence de déléguer certains pouvoirs de gestion au Secrétaire Général.

La nécessité de libérer le Président du Conseil de la concurrence de certaines tâches de gestion vise à le protéger en sa qualité de Président du collège disposant d'une voie prépondérante. Les risques découlant de sa qualité d'ordonnateur peuvent porter atteinte, à son indépendance et donc à celle du collège.

REDACTION PROPOSEE :

Le budget du Conseil de la concurrence est inscrit aux charges communes du Budget de l'Etat et ce, conformément aux procédures législatives et réglementaires en vigueur.



Le président du Conseil de la concurrence est ordonnateur PRINCIPAL du budget.

Le budget du Conseil de la concurrence est soumis aux règles générales de fonctionnement et de contrôle applicables au budget de l'Etat.

Chapitre II : Des attributions du Conseil de la concurrence

ARTICLE EN VIGUEUR :

Article 34 :

« Le Conseil de la concurrence a compétence de décision, de proposition et d'avis qu'il exerce de sa propre initiative ou à la demande du ministre chargé du commerce ou de toute autre partie intéressée, pour favoriser et garantir par tous moyens utiles, la régulation efficiente du marché et arrêter toute action ou disposition de nature à assurer le bon fonctionnement de la concurrence et à promouvoir la concurrence dans les zones géographiques ou les secteurs d'activité où la concurrence n'existe pas ou est insuffisamment développée.

Dans ce cadre, le Conseil de la concurrence peut prendre toute mesure sous forme notamment de règlement, de directive ou de circulaire qui est publié dans le bulletin officiel de la concurrence prévu à l'article 49 de la présente ordonnance.

Le Conseil de la concurrence peut faire appel à tout expert ou entendre toute personne susceptible de l'informer.

Il peut également saisir les services chargés des enquêtes économiques notamment ceux du ministre chargé du commerce pour solliciter la réalisation de toute enquête ou expertise portant sur des questions relatives aux affaires relevant de sa compétence ».

ARGUMENTAIRE DE MODIFICATION :

Cet article a limité l'initiative de demander au Conseil de la concurrence d'exercer certains pouvoirs au Ministre chargé du commerce.

Compte tenu des missions transversales du Conseil de la concurrence, il est proposé de donner cette possibilité à tous les Ministères concernés par la promotion de la concurrence et la régulation du marché.

REDACTION PROPOSEE :

Le Conseil de la concurrence a compétence de décision proposition et d'avis qu'il exerce de sa propre initiative ou à la demande de tout Ministre ou toute autre partie intéressée, pour favoriser et garantir par tous moyens utiles, la régulation efficiente du marché et à assurer le bon fonctionnement de la concurrence.

ARTICLE EN VIGUEUR :

Article 35 :

« Le Conseil de la Concurrence donne son avis sur toute question concernant la concurrence à la demande du Gouvernement et formule toute proposition sur les aspects de concurrence.

Il peut également être consulté sur les mêmes questions par les collectivités locales, les institutions économiques et financières, les entreprises, les associations professionnelles et syndicales, ainsi que les associations de consommateurs ».

ARGUMENTAIRE DE MODIFICATION :

Alors que l'article 34 stipule que le Conseil de la concurrence a compétence...d'avis qu'il exerce de sa propre initiative ou à la demande du ministre chargé du commerce ou de toute autre partie intéressée », le présent article précise que « le Conseil de la concurrence donne son avisà la demande du Gouvernement ... ».Cet article rentre en contradiction en conséquence avec l'article 34 précédent.

Cet article doit être fusionné avec l'article 34.

REDACTION PROPOSEE :

Le Conseil de la Concurrence donne son avis sur toute question concernant la concurrence et ce, sur sa propre initiative ou à la demande du Gouvernement et formule toute proposition sur les aspects de concurrence. Il peut également être consulté sur les mêmes questions par les collectivités locales, les institutions économiques et financières, les entreprises, les associations professionnelles et syndicales, ainsi que les associations de consommateurs.

ARTICLE EN VIGUEUR :

Article 36 :

« Le Conseil de la concurrence est consulté sur tout projet de texte législatif et réglementaire ayant un lien avec la concurrence ou introduisant des mesures ayant pour effet notamment de :

- soumettre l'exercice d'une profession ou d'une activité, ou l'accès à un marché à des restrictions quantitatives ;
- établir des droits exclusifs dans certaines zones ou activités ;
- instaurer des conditions particulières pour l'exercice d'activités de production, de distribution et de services ;
- fixer des pratiques uniformes en matière de conditions de vente ».



ARGUMENTAIRE DE MODIFICATION :

Il est proposé de rendre obligatoire la consultation du Conseil de la concurrence sur les projets de textes législatifs et réglementaires par le Gouvernement qui touchent à la concurrence comme cela était le cas sous le régime de l'ordonnance n° 95-06 (article 20).

Les aides de l'Etat aux collectivités aux entreprises doit être soumise au Conseil de la concurrence, pour avis, dès lors que cette aide peut avoir un impact sur la concurrence. Cette aide doit être accordée aux entreprises sans discrimination conformément à l'article 43 de la Constitution amendée en 2016.

REDACTION PROPOSEE :

« Le Conseil de la concurrence est consulté obligatoirement sur tout projet de texte législatif et réglementaire ayant un lien avec la concurrence ou introduisant des mesures ayant pour effet notamment de :

- soumettre l'exercice d'une profession ou d'une activité, ou l'accès à un marché à des restrictions quantitatives ;
- établir des droits exclusifs dans certaines zones ou activités ;
- instaurer des conditions particulières pour l'exercice d'activités de production, de distribution et de services ;
- fixer des pratiques uniformes en matière de conditions de vente » ;
- octroyer des aides de l'Etat ou des collectivités locales aux entreprises.

ARTICLE EN VIGUEUR :

Article 37 :

Sans changement.

ARGUMENTAIRE DE MODIFICATION :

Sans changement.

REDACTION PROPOSEE :

Sans changement.

ARTICLE EN VIGUEUR :

Article 38 :

« Pour le traitement des affaires liées aux pratiques restrictives, telles que définies par la présente ordonnance, les juridictions peuvent saisir le Conseil de la concurrence pour avis. L'avis n'est donné qu'après une procédure contradictoire, sauf si le Conseil a déjà examiné l'affaire concernée.

Les juridictions communiquent au Conseil de la concurrence, sur sa demande, les procès-verbaux ou les rapports d'enquête ayant un lien avec des faits dont le Conseil est saisi ».

ARGUMENTAIRE DE MODIFICATION :

Cet article n'a pas exclu la communication par le Conseil de la concurrence l'expédition de documents recueillis dans le cadre de la procédure de clémence.

Il y a lieu, par conséquent, de le compléter et le modifier comme suit :

« Par ailleurs il y a lieu de signaler que la procédure de clémence n'a pas été prévue par l'ordonnance n° 03-03 du 19/07/2003 et que le Conseil de la concurrence a proposé son intégration dans la législation relative à la concurrence dans le cadre des modifications qu'il a proposées à Monsieur le Ministre du Commerce en date du 09 mai 2016 ».

REDACTION PROPOSEE :

« Le Conseil peut être consulté par les juridictions sur les pratiques anticoncurrentielles relevées dans les affaires dont elles ont été saisies. Il ne peut donner un avis qu'après une procédure contradictoire. Toutefois, s'il dispose d'informations déjà recueillies au cours d'une procédure antérieure, il peut émettre son avis sans avoir à mettre en œuvre la procédure prévue au présent texte.

Le Conseil de la concurrence peut transmettre tout élément qu'il détient concernant les pratiques anticoncurrentielles concernées, à l'exclusion des pièces élaborées ou recueillies au titre de l'article sur la clémence, à toute juridiction qui le consulte ou lui demande de produire des pièces qui ne sont pas déjà à la disposition d'une partie à l'instance. Elle peut le faire dans les mêmes limites lorsqu'elle produit des observations de sa propre initiative devant une juridiction. Le cours de la prescription est suspendu, le cas échéant, par la consultation du Conseil.

L'avis du Conseil peut être publié après le non-lieu ou le jugement ».

Article 38 (nouveau) :

ARGUMENTAIRE DE MODIFICATION :

L'ordonnance n° 03-03 n'a pas prévue l'obligation pour le Conseil de la concurrence d'informer les juridictions compétentes sur les actes ou faits susceptibles de qualification pénale qu'il découvre dans le cadre de l'exercice de ses missions.

Il y a lieu, par conséquent, d'ajouter un article nouveau.



REDACTION PROPOSEE :

« Le Conseil de la concurrence est tenu d'informer les juridictions compétentes suite au rapport du rapporteur, des actes signalés lors de l'exercice de ses missions d'enquête, à savoir :

- ▶ l'outrage, les menaces, les propos, et les injures de toutes nature à leurs rencontre ;
- ▶ les violences et les voies de fait portant atteinte à leurs intégrité physique dans l'exercice de leurs missions ou en raison de leurs fonctions ;
- ▶ toute entrave persistant est assimilé à une entrave au fonctionnement, si l'existe des destructions de traces, documents ou si les prélèvements sont effectués en vue d'entraver le fonctionnement de la justice, la peine est d'un emprisonnement de trois mois à trois ans et d'une amende de 1000 à 10000 da (article 43 du code pénal) ;
- ▶ le fait pour toute personne physique de prendre frauduleusement une part personnelle et déterminante dans la conception, l'organisation, ou la mise en œuvre des pratiques anticoncurrentielles.
- ▶ l'existence de fait et actes afférents à l'instruction pénal dont la matérialité a une incidence directe sur la constitution des infractions de concurrence, tendent à la recherche , a la constatation ou à la sanction des pratiques anticoncurrentielles».

ARTICLE EN VIGUEUR :

Article 39 :

« Lorsque le Conseil de la concurrence est saisi d'une affaire ayant un rapport avec un secteur d'activité relevant du champ de compétence d'une autorité de régulation, il transmet immédiatement une copie du dossier à l'autorité de régulation concernée pour formuler son avis dans un délai n'excédant pas 30 jours».

ARGUMENTAIRE DE MODIFICATION :

L'expérience a révélé une lacune au niveau de cet article. En effet le délai de réponse de l'autorité de régulation étant fixé à (30) trente jours, il arrive que ce délai soit dépassé ou qu'il n'y est aucune suite donnée à la transmission du dossier. Dans ce cas le Conseil statue-t-il sur l'affaire ou classe définitivement le dossier ? Cet article ne le précise pas.

REDACTION PROPOSEE :

« Lorsque le Conseil de la concurrence est saisi d'une pratique relevant d'un secteur d'activité placé sous le contrôle d'une autorité de régulation, il transmet une copie du dossier, pour avis, à l'autorité concernée, dans un délai qu'il fixe, sans que ce délai soit inférieur à 30 jours ».

A l'issue de ce délai qui est fixé et si aucune suite n'est donnée par l'autorité de régulation concernée, le Conseil de la concurrence statue sur le dossier sans tenir compte de l'avis de l'autorité de régulation.

ARTICLE EN VIGUEUR :

Articles 40-41-42-43:

Sans changement.

ARGUMENTAIRE DE MODIFICATION :

Sans changement.

REDACTION PROPOSEE :

Sans changement.

ARTICLE EN VIGUEUR :

Article 44 :

« Le Conseil de la concurrence peut être saisi par le ministre chargé du commerce. Il peut se saisir d'office ou être saisi par toute entreprise ou, pour toute affaire dans laquelle ils sont intéressés, par les institutions et organismes visés à l'alinéa 2 de l'article 35 de la présente ordonnance.

Le Conseil de la concurrence examine si les pratiques et actions dont il est saisi entrent dans le champ d'application des articles 6, 7, 10,11 et 12 ci-dessus ou se trouvent justifiées par application de l'article 9 ci-dessus. Il peut déclarer, par décision motivée, la saisine irrecevable s'il estime que les faits invoqués n'entrent pas dans le champ de sa compétence, ou ne sont pas appuyés d'éléments suffisamment probants. Le Conseil de la concurrence ne peut être saisi d'affaires remontant à plus de trois (03) ans, s'il n'a été fait aucun acte tendant à leur recherche, leur constatation et leur sanction ».

ARGUMENTAIRE DE MODIFICATION :

Un délai de prescription de 3 ans reste disproportionné avec la nature, la gravité et les effets préjudiciables des pratiques anticoncurrentielles à la fois sur les consommateurs et sur l'économie entière. Il est ainsi proposé d'augmenter la période de prescription de 3 à 5 ans tel que cela se pratique au niveau international.

La limitation de la saisine au Ministère chargé du commerce est en contradiction avec l'article 35 qui donne cette faculté au Gouvernement donc à tous les ministères.

Ceci est d'autant plus justifié que les missions du Conseil de la concurrence sont transversales autrement dit elles concernent toutes les activités économiques.



REDACTION PROPOSEE :

Le Conseil peut être saisi par le Gouvernement.

Le dernier alinéa est à modifier comme suit :

« Le Conseil de la concurrence ne peut être saisi d'affaires remontant à plus de cinq (05) ans, s'il n'a été fait aucun acte tendant à leur recherche, leur constatation et leur sanction ».

ARTICLE EN VIGUEUR :

Article 45:

Sans changement.

ARGUMENTAIRE DE MODIFICATION :

Sans changement.

REDACTION PROPOSEE :

Sans changement.

ARTICLE EN VIGUEUR :

Article 46:

Sans changement.

ARGUMENTAIRE DE MODIFICATION :

Sans changement.

REDACTION PROPOSEE :

Sans changement.

ARTICLE EN VIGUEUR :

Article 46 (nouveau) :

Une exonération totale ou partielle des sanctions pécuniaires peut être accordée à une entreprise ou à un organisme qui a, avec d'autres, mis en œuvre une pratique prohibée par les dispositions de l'article 6 s'il a contribué à établir la réalité de la pratique prohibée et à identifier ses auteurs, en apportant des éléments d'information dont le Conseil de la concurrence ou l'administration ne disposaient pas antérieurement. A la suite de la démarche de l'entreprise ou de l'organisme, le Conseil de la concurrence, à la demande du rapporteur général ou du ministre chargé du commerce, adopte à cette fin un avis de clémence, qui précise les conditions qui précisent les conditions auxquelles est subordonnée l'exonération envisagée, cet avis est transmis à l'entreprise ou à l'organisme.

Lors de la décision prise, le Conseil de la concurrence peut, si les conditions précisées dans l'avis de clémence ont été respectées, accorder une exonération de sanctions pécuniaires proportionnée à la contribution ap-

portée à l'établissement de l'infraction L'entreprise ou l'organisme qui effectue la démarche mentionnée à l'article 46 nouveau s'adresse au rapporteur général du Conseil de la concurrence. La démarche est effectuée par courrier adressé en recommandé avec demande d'avis de réception ou oralement. Dans ce dernier cas, le rapporteur général du Conseil de la concurrence constate par écrit la date de la démarche. La déclaration du représentant de l'entreprise ou de l'organisme est recueillie dans les délais les plus brefs par procès-verbal.

Un rapporteur du Conseil de la concurrence élabore des propositions d'exonération de sanctions et précise les conditions auxquelles le Conseil de la concurrence pourrait soumettre cette exonération dans son avis de clémence. Son rapport est adressé, au moins trois semaines avant la séance du collège, à l'entreprise ou organisme concernée.

ARGUMENTAIRE DE MODIFICATION :

Le Conseil de la concurrence peut accorder une exonération totale ou partielle des sanctions pécuniaires encourues par une entreprise ou à un organisme (ci-après une « entreprise ») participant à une entente si cette entreprise contribue à en établir l'existence. Les infractions concernées sont, en principe, les ententes ou cartels entre entreprises consistant notamment à fixer des prix, des quotas de production ou de vente et à répartir les marchés, y compris lors d'appels d'offres, ou tout autre comportement anticoncurrentiel similaire entre concurrents. Ces infractions relèvent toutes des prévisions de l'article 6 de l'ordonnance n°03-03 du 19 juillet 2003 modifiée et complétée.

Le législateur doit considérer qu'il est de l'intérêt de l'économie nationale, et notamment des consommateurs, de faire bénéficier d'un traitement favorable les entreprises qui informent le Conseil de la concurrence de l'existence d'ententes illicites et qui coopèrent avec lui afin d'y mettre fin.

En effet, ces ententes sont néfastes pour l'économie nationale: elles portent une atteinte grave aux intérêts des consommateurs, en particulier quand elles conduisent à un accroissement artificiel des prix ou à une limitation de l'offre sur le marché, et elles soustraient les entreprises à la pression qui, normalement, les incite à innover. Le bénéfice que tirent les consommateurs et les citoyens, de l'assurance de voir les ententes plus sûrement et plus fréquemment détectées et interdites,



REDACTION PROPOSEE :

Cet article introduit la procédure de la clémence qui n'a pas été prévu dans l'ordonnance du 19/07/2003 modifiée et complétée relative à la concurrence.

A titre de comparaison, il y a lieu de rappeler que la clémence a été introduite dans les législations des USA, d'Union Européenne, du Maroc, en Tunisie et en Egypte.

ARTICLE EN VIGUEUR :

Article 47 :

« Les décisions rendues par le Conseil de la concurrence sont notifiées pour exécution aux parties concernées par huissier de justice ».

ARGUMENTAIRE DE MODIFICATION :

La notification des décisions du Conseil de la concurrence par huissier de justice n'est pas possible dans tous les cas dans la mesure où la compétence des huissiers s'exerce sur le périmètre du tribunal de son implantation alors que les affaires dont est saisi le Conseil de la concurrence peuvent couvrir tout le territoire national. Il y a lieu de rappeler que l'article 25 de l'ordonnance n° 95-06 du 25 janvier 1995 a prévu la notification des décisions rendues par le Conseil de la concurrence aux parties concernées par envoi recommandé avec accusé de réception.

REDACTION PROPOSEE :

Les décisions rendues par le Conseil de la concurrence sont notifiées pour exécution aux parties concernées par envoi recommandé avec accusé de réception.

ARTICLE EN VIGUEUR :

Articles 48-49:

Sans changement.

ARGUMENTAIRE DE MODIFICATION :

Sans changement.

REDACTION PROPOSEE :

Sans changement.

ARTICLE EN VIGUEUR :

Article 49 bis :

« Outre les officiers et les agents de police judiciaire prévus par le code de procédure pénale, sont habilités à effectuer des enquêtes liées à l'application de la présente ordonnance et à constater les infractions à ses dispositions, les fonctionnaires désignés ci-dessous :

- les personnels appartenant aux corps spécifiques du

contrôle relevant de l'administration chargée du commerce ;

- les agents concernés relevant des services de l'administration fiscale ;

- le rapporteur général et les rapporteurs du Conseil de la concurrence.

Le rapporteur général et les rapporteurs cités ci-dessus, doivent prêter serment dans les mêmes conditions et modalités que celles fixées pour les personnels appartenant aux corps spécifiques du contrôle relevant de l'administration chargée du commerce et être commissionnés conformément à la législation en vigueur.

Dans l'exercice de leurs missions et au titre de l'application des dispositions de la présente ordonnance, les fonctionnaires visés ci-dessus doivent déclinier leur fonction et présenter leur commission d'emploi. Les modalités de contrôle et de constatation des infractions prévues par la présente ordonnance interviennent dans les mêmes conditions et formes que celles fixées par la loi n° 04-02 du 23 juin 2004 fixant les règles applicables aux pratiques commerciales et ses textes d'application ».

ARGUMENTAIRE DE MODIFICATION :

Ajouté en 2008 suite à la modification de l'ordonnance n°03-03 du 19 Juillet 2003 cet article a introduit de graves confusions entre le droit de la concurrence et les règles applicables aux pratiques commerciales.

L'objet de l'abrogation de l'ordonnance n° 95-06 du 25 Juillet 1995 relative à la concurrence et son remplacement par l'ordonnance n° 03-03 du 19 juillet 2003 a visait, il convient de le rappeler, à séparer les deux domaines précités.

En effet et par référence aux normes et standards internationaux en la matière, l'ordonnance n°03-03 du 19 juillet 2003 a érigé le Conseil de la concurrence en autorité de la concurrence unique disposant de ses propres services d'enquêtes, d'instruction et de sanction.

En habilitant d'autres corps de fonctionnaires à intervenir dans le domaine de la concurrence, cet article est allé à un contre-sens des pratiques et normes internationales qui confient la gestion de toute la chaîne de traitement des pratiques anticoncurrentielles : détection, enquête, instruction et décision, au Conseil de la concurrence.

Le contenu de cet article n'a pas tenu compte par ailleurs des dispositions de l'article 34 de l'ordonnance n° 03-03 du 19 juillet 2003, autorisant le Conseil de la concurrence à solliciter en de besoin, les services chargés des enquêtes économiques notamment ceux du Ministère du commerce ou à faire appel à tout expert pour la réalisation de toute enquête ou expertise portant sur des questions relatives aux affaires relevant de sa compétence.



Les cadres ou experts mis à la disposition du Conseil de la concurrence pour les besoins des enquêtes ou expertises accompliront leurs missions sous la responsabilité du Conseil de la concurrence et seront soumis aux mêmes obligations que les cadres de cette institution.

En disposant d'une part, que les fonctionnaires y compris les rapporteurs du Conseil de la concurrence habilités à effectuer les enquêtes liées à l'application de l'ordonnance n° 03-03 du 09 juillet 2003 sont tenus de présenter leur commission d'emploi, et en prévoyant d'autre part, que les modalités de contrôle et de constatation des infractions prévues par cette ordonnance interviennent dans les mêmes conditions et formes que celles fixées par la loi n° 04-02 du 23 juin 2004 fixant les règles applicables aux règles commerciales, cet article violé les règles de procédure applicables devant le Conseil de la concurrence en ce sens que :

- ◆ les cartes de commissions ne sont pas requises pour les rapporteurs du Conseil de la concurrence dès lors qu'ils sont détenteurs d'une carte professionnelle et d'un ordre de mission délivré par l'institution pour les besoins de l'enquête ;
- ◆ Les modalités de contrôle et les constatations des infractions effectuées par le rapporteur du Conseil de la concurrence donnent lieu à des rapports (préliminaires et définitifs) soumis à la procédure contradictoire alors que les procès-verbaux établis par les corps fonctionnaires cités par cet article (agent de l'administration fiscale, personnels relevant des corps de contrôle etc...) ne sont pas soumis à cette procédure.

REDACTION PROPOSEE :

Sont habilités à effectuer des enquêtes liées à l'application de la présente ordonnance et à constater les infractions à ses dispositions le rapporteur général et les rapporteurs du Conseil de la concurrence.

Le rapporteur général et les rapporteurs cités ci-dessus, doivent prêter serment conformément à la législation en vigueur.

Dans l'exercice de leurs missions et au titre de l'application des dispositions de la présente ordonnance, les fonctionnaires visés ci-dessus doivent décliner leur fonction et présenter leur ordre de mission.

Chapitre III : De la procédure d'instruction

ARTICLE EN VIGUEUR :

Article 50 :

« Le rapporteur général et les rapporteurs instruisent les affaires que leur confie le président du Conseil de la concurrence.

S'ils concluent à l'irrecevabilité, conformément aux dispositions de l'article 44 de la présente ordonnance, ils en informent, par avis motivé, le président du Conseil de la concurrence.

Le rapporteur général assure la coordination, le suivi et la supervision des travaux des rapporteurs.

Les affaires relevant de secteurs d'activité placés sous le contrôle d'une autorité de régulation sont instruites en coordination avec les services de l'autorité concernée ».

ARGUMENTAIRE DE MODIFICATION :

Cet article n'a pas prévu de délai pour le traitement des affaires irrecevables.

Cette omission pourrait s'avérer préjudiciable pour les requérants dont les affaires relèvent d'autres instances (juridictions, administration, etc.).

Les plaignants pourraient en effet, perdre l'occasion de saisir en temps opportun, les juridictions compétentes pour obtenir la réparation ou la cessation d'acte leur ayant causé un préjudice.

Tel que rédigé cet article ne précise pas par ailleurs la relation hiérarchique entre le Rapporteur Général et les rapporteurs et leurs missions respectives, en ce qui concerne les enquêtes et l'instruction des dossiers.

De par les missions inhérentes à sa fonction, le Rapporteur Général doit assurer le contrôle des travaux des Rapporteurs.

Le terme « coordination » utilisé par cet article concernant l'instruction des affaires pourrait prêter à équivoque. D'où la proposition de la remplacer par après « avis » de l'autorité de régulation concernée.

REDACTION PROPOSEE :

Le Président du Conseil de la concurrence, après examen des saisines, remet au rapporteur général pour instruction les affaires dont le Conseil est saisi.

Le rapporteur général désigne, pour l'examen de chaque affaire, un ou plusieurs rapporteurs.

S'ils concluent à l'irrecevabilité conformément aux dispositions de l'article 44 de l'ordonnance, ils en informent par avis motive dans un délai de trente (30) jours le Président du Conseil de la concurrence.

Le rapporteur général assure la coordination, le suivi et le contrôle des travaux des rapporteurs ».

Le dernier alinéa est à supprimer



ARTICLE EN VIGUEUR :

Article 51 :

« Le rapporteur peut, sans se voir opposer le secret professionnel, consulter tout document nécessaire à l'instruction de l'affaire dont il a la charge. Il peut exiger la communication en quelque main qu'ils se trouvent, et procéder à la saisie des documents de toute nature, propres à faciliter l'accomplissement de sa mission. Les documents saisis sont joints au rapport ou restitués à l'issue de l'enquête. Le rapporteur peut recueillir tous les renseignements nécessaires à son enquête auprès des entreprises ou auprès de toute autre personne. Il fixe les délais dans lesquels les renseignements doivent lui parvenir ».

REDACTION PROPOSEE :

Pour l'accomplissement des tâches qui lui sont assignées par la présente loi, le Conseil peut procéder à toutes les inspections nécessaires auprès des entreprises, association d'entreprises concernées et organismes professionnels. Les rapporteurs du Conseil sans se voir opposer le secret professionnel peuvent accéder à tous les locaux, terrain ou moyen de transport à usage professionnel, prendre ou obtenir des communications des livres factures, et tous autre document professionnel et en prendre copie, recueillir sur convocation ou sur place, les renseignements et justifications nécessaire à leurs enquêtes ou des affaires dont il ont la charge. Ils fixent les délais dans lesquels les enseignements doivent leur parvenir. Ils devront en tout état de cause présenter aux dirigeants de l'entreprise ou à l'occupant des lieux ou à leurs représentants un ordre de mission du rapporteur désigné ordonnant l'inspection.

Article 51 (nouveau) :

ARGUMENTAIRE DE MODIFICATION :

Les perquisitions dans les locaux d'entreprises et organismes professionnels et la saisie de documents par les rapporteurs ne peuvent s'effectuer que sous le contrôle du juge, pour éviter de porter atteinte aux droits des personnes physique et morale, visées ci-dessus.

REDACTION PROPOSEE :

Les rapporteurs du Conseil ne peuvent procéder aux perquisitions en tous lieux professionnels, et organismes, ainsi que la saisie de documents, que sur autorisation délivrée par ordonnance du tribunal territorialement compétent. Si l'enquête doit se faire dans

les locaux qui se situent dans des endroits différents, relevant des tribunaux territorialement différents, dans ce cadre une ordonnance unique délivrée par l'un des présidents de tribunal compétent est suffisante. La perquisition et la saisie s'effectuent sous l'autorité et le contrôle du juge qui les a autorisées. Il désigne un ou plusieurs officiers de police judiciaire chargés d'assister à ces opérations et de le tenir informé de leur déroulement, si la nécessité de l'enquête l'exige.

ARTICLE EN VIGUEUR :

Article 52 :

« Le rapporteur établit un rapport préliminaire contenant l'exposé des faits ainsi que les griefs retenus. Le rapport est notifié par le président du Conseil aux parties concernées, au Ministre chargé du commerce, ainsi qu'aux parties intéressées, qui peuvent formuler des observations écrites dans un délai n'excédant pas trois (3) mois ».

ARGUMENTAIRE DE MODIFICATION :

Le rôle du rapporteur général n'est pas mentionné à ce niveau. Les observations du Ministre chargé du commerce peuvent remettre en cause le principe d'autonomie accordé au Conseil de la concurrence et ce, d'autant plus que l'ordonnance a prévu la voie de recours judiciaires aux parties. La notion de « parties intéressées » est à éclaircir et ne peut revêtir un caractère vague et général.

REDACTION PROPOSEE :

Le rapporteur établit un rapport préliminaire, validé par le rapporteur général, contenant l'exposé des faits ainsi que les griefs retenus. Le rapport est notifié par le président du Conseil aux parties concernées, qui peuvent formuler des observations écrites dans un délai n'excédant pas trois (3) mois.

ARTICLE EN VIGUEUR :

Article 53:

Sans changement.

ARGUMENTAIRE DE MODIFICATION :

Sans changement.

REDACTION PROPOSEE :

Sans changement.



ARTICLE EN VIGUEUR :

Article 54 :

« Au terme de l'instruction, le rapporteur dépose auprès du Conseil de la concurrence un rapport motivé contenant les griefs retenus, la référence aux infractions commises et une proposition de décision ainsi que, le cas échéant, les propositions de mesures réglementaires conformément aux dispositions de l'article 37 ci-dessus ».

ARGUMENTAIRE DE MODIFICATION :

Le rôle du rapporteur général n'est pas mentionné à ce niveau.

Le rapport doit être déposé auprès du Président du Conseil de la concurrence.

REDACTION PROPOSEE :

Au terme de l'instruction, le rapporteur dépose auprès du Président Conseil de la concurrence un rapport motivé et validé par le rapporteur général contenant les griefs retenus, la référence aux infractions commises et une proposition de décision ainsi que, le cas échéant, les propositions de mesures réglementaires conformément aux dispositions de l'article 37 ci-dessus.

ARTICLE EN VIGUEUR :

Article 55 :

« Le président du Conseil de la concurrence notifie le rapport aux parties et au ministre chargé du commerce qui peuvent présenter des observations écrites dans un délai de deux (2) mois. Il leur indique également la date de l'audience se rapportant à l'affaire.

Les observations écrites citées à l'alinéa 1 ci-dessus peuvent être consultées par les parties quinze (15) jours avant la date de l'audience.

Le rapporteur fait valoir ses observations sur les éventuelles observations écrites citées à l'alinéa 1 ci-dessus ».

ARGUMENTAIRE DE MODIFICATION :

La notification du rapport au Ministre chargé du commerce et l'appel à ses observations écrites peuvent remettre en cause le principe d'autonomie accordé au Conseil de la concurrence et ce, d'autant plus que l'ordonnance a prévu la voie de recours des parties.

De même qu'il y a lieu de préciser que le dernier alinéa est à modifier comme suit : « le rapporteur fait valoir auprès du collège ses observations sur les éventuelles observations écrites citées à l'alinéa 1 et ce, avant la délibération de ce dernier ».

REDACTION PROPOSEE :

Le président du Conseil de la concurrence notifie le rapport aux parties qui peuvent présenter des observations écrites dans un délai de deux (2) mois. Il leur indique également la date de l'audience se rapportant à l'affaire.

Les observations écrites citées à l'alinéa 1 ci-dessus peuvent être consultées par les parties quinze (15) jours avant la date de l'audience.

Le rapporteur fait valoir ses observations auprès du collège sur les éventuelles observations écrites citées à l'alinéa 1 ci-dessus.

Chapitre IV : Des sanctions des pratiques anticoncurrentielles

ARTICLE EN VIGUEUR :

Articles 56-57-58:

Sans changement.

ARGUMENTAIRE DE MODIFICATION :

Sans changement.

REDACTION PROPOSEE :

Sans changement.

ARTICLE EN VIGUEUR :

Article 59 :

Le Conseil de la concurrence peut décider, sur rapport du rapporteur, d'une amende d'un montant maximum de huit cent mille dinars (800.000 DA) contre les entreprises qui, délibérément ou par négligence, fournissent un renseignement inexact ou incomplet à une demande de renseignements conformément aux dispositions de l'article 51 de la présente ordonnance ou ne fournissent pas le renseignement demandé dans les délais fixés par le rapporteur.

Le Conseil peut en outre décider d'une astreinte qui ne saurait être inférieure à cent mille dinars (100.000 DA) par jour de retard.

ARGUMENTAIRE DE MODIFICATION :

Cet article n'a pas prévu tous les cas d'obstruction à l'instruction d'une affaire.

Il y a lieu, par conséquent, de le compléter et le modifier comme suit :



REDACTION PROPOSEE :

« Lorsqu'une entreprise a fait obstruction à l'investigation, ou elle ne répond pas dans les délais fixés par le rapporteur à une demande de renseignement ou à l'instruction, notamment en fournissant des renseignements incomplets ou inexacts, ou en communiquant des pièces incomplètes ou dénaturées, Le Conseil peut décider, sur le rapport du rapporteur, et après avoir entendu l'entreprise en cause, d'une amende d'un montant maximum de huit cent mille dinars (800.000 DA). Le Conseil peut en outre décider d'une astreinte qui ne saurait être inférieure à cent mille dinars (100.000 DA) par jour de retard. »

Article 59 (nouveau) :

ARGUMENTAIRE DE MODIFICATION :

L'ordonnance n°03-03 n'a pas prévu les sanctions qui peuvent être infligées aux entreprises et organismes pour refus d'obtempérer aux convocations, à la demande de renseignements...etc nécessaire pour le rapporteur chargé de l'instruction d'une affaire. Il y a lieu, par conséquent, d'ajouter un article nouveau pour réprimer ces comportements.

REDACTION PROPOSEE :

« Lorsqu'une entreprise ou un organisme ne répond pas à une convocation, ou à une demande de renseignements ou de communication de pièces demandés par le rapporteur, le Conseil sur rapport du rapporteur, peut décider de lui infliger une sanction pécuniaire. Le montant maximum de l'amende ne peut excéder deux millions de dinars (2.000.000,00 DA) ».

ARTICLE EN VIGUEUR :

Article 60 :

« Le Conseil de la concurrence peut décider de réduire le montant de l'amende ou ne pas prononcer d'amende contre les entreprises qui, au cours de l'instruction de l'affaire les concernant, reconnaissent les infractions qui leur sont reprochées, collaborent à l'accélération de celle-ci et s'engagent à ne plus commettre d'infractions liées à l'application des dispositions de la présente ordonnance.

Les dispositions de l'alinéa 1 ci-dessus ne sont pas applicables en cas de récidive quelle que soit la nature de l'infraction commise ».

ARGUMENTAIRE DE MODIFICATION :

Exonérer de sanction les entreprises qui ne contestent pas les griefs qui leur sont notifiés paraît disproportion-

née sachant que le Conseil a déjà établi l'existence de l'infraction au niveau de son instruction.

D'ailleurs en droit comparé, la mise en application de cette procédure ne débouche que sur une réduction de l'amende prévue et jamais sur l'immunité.

Les engagements souscrits par les parties et validés par le Conseil ne doivent pas se limiter à une promesse de respecter les règles de la concurrence pour l'avenir ; les engagements doivent être substantiels, crédibles et vérifiables.

REDACTION PROPOSEE :

Le Conseil de la concurrence peut décider de réduire le montant de l'amende contre les entreprises qui, au cours de l'instruction de l'affaire les concernant, reconnaissent les infractions qui leur sont reprochées, collaborent à l'accélération de celle-ci et s'engagent à ne plus commettre d'infractions liées à l'application des dispositions de la présente ordonnance. Les engagements pris doivent être substantiels, crédibles et vérifiables ; les dispositions de l'alinéa 1 ci-dessus ne sont pas applicables en cas de récidive quelle que soit la nature de l'infraction commise.

Article 60 nouveau :

ARGUMENTAIRE DE MODIFICATION :

Le Conseil de la concurrence a lancé récemment un programme de conformité aux règles de la concurrence.

De grandes entreprises publiques et privées, tous secteurs confondus, ont réagi positivement à cette initiative.

Dans le but d'inciter les opérateurs économiques à se conformer volontairement aux règles de la Conseil de la concurrence, il est proposé d'introduire dans la législation relative à la concurrence des dispositions permettant au Conseil de la concurrence de réduire le montant des amendes de 15% pour les entreprises ayant commis des infractions au droit de la connaissance mais qui justifient d'une application effective d'un programme de conformité aux règles de la concurrence.

A signaler que ce régime dérogatoire est prévu par la majorité des autorités de la concurrence (Italie, France, Autriche, Pologne etc....).

REDACTION PROPOSEE :

Les entreprises ayant commis des infractions aux règles de la concurrence édictées par la présente loi, peuvent bénéficier, si elles justifient d'une application effective d'un programme de conformité aux règles de la concurrence, d'une réduction de 15% du montant de l'amende encourue du fait de ces infractions.



ARTICLE EN VIGUEUR :

Articles 61-62:

Sans changement.

ARGUMENTAIRE DE MODIFICATION :

Sans changement.

REDACTION PROPOSEE :

Sans changement.

Chapitre V : De la procédure de recours contre les décisions du Conseil de la concurrence

ARTICLE EN VIGUEUR :

Article 63 :

« Les décisions du Conseil de la concurrence concernant les pratiques restrictives de concurrence peuvent faire l'objet d'un recours auprès de la Cour d'Alger, statuant en matière commerciale, par les parties concernées ou par le ministre chargé du commerce, dans un délai ne pouvant excéder un (1) mois à compter de la date de réception de la décision.

Le recours formulé contre les mesures provisoires visées à l'article 46 de la présente ordonnance est introduit dans un délai de vingt (20) jours. Le recours auprès de la Cour d'Alger n'est pas suspensif des décisions du Conseil de la concurrence. Toutefois, le président de la Cour d'Alger peut décider, dans un délai n'excédant pas quinze (15) jours, de surseoir à l'exécution des mesures prévues aux articles 45 et 46 ci-dessus prononcées par le Conseil de la concurrence, lorsque des circonstances ou des faits graves l'exigent ».

ARGUMENTAIRE DE MODIFICATION :

Il est à remarquer que le recours des parties s'arrête au niveau de la cour d'Alger en ce qui concerne les saisines pour pratiques anticoncurrentielles. Or, il serait opportun de prévoir le recours à un niveau supérieur de la hiérarchie judiciaire à savoir la cour suprême et ce, tant au profit des parties qu'au profit du Conseil de la concurrence.

Cette procédure est prévue par droit de la concurrence de l'Union Européenne.

REDACTION PROPOSEE :

Les parties concernées ainsi que le Conseil de la concurrence peuvent faire recours auprès de la cour suprême des arrêts pris par la cour d'Alger.

ARTICLE EN VIGUEUR :

Article 64:

Sans changement.

ARGUMENTAIRE DE MODIFICATION :

Sans changement.

REDACTION PROPOSEE :

Sans changement.

ARTICLE EN VIGUEUR :

Article 65 :

« Dès le dépôt de la requête de recours, une copie est transmise au président du Conseil de la concurrence et au ministre chargé du commerce lorsque ce dernier n'est pas partie à l'instance. Le président du Conseil de la concurrence transmet au président de la Cour d'Alger le dossier de l'affaire, objet du recours, dans les délais fixés par ce dernier ».

ARGUMENTAIRE DE MODIFICATION :

Préciser que la copie de la requête de recours est transmise par le Président de la cour d'Alger au Président du Conseil de la concurrence. La transmission d'une copie de la requête au Ministre du commerce ne se justifie pas dès lors qu'il n'est pas partie, dans l'affaire.

REDACTION PROPOSEE :

Dès le dépôt de la requête de recours, une copie est transmise par le Président de la cour d'Alger au président du Conseil de la concurrence. Le président du Conseil de la concurrence transmet au président de la Cour d'Alger le dossier de l'affaire, objet du recours, dans les délais fixés par ce dernier.

ARTICLE EN VIGUEUR :

Article 66 :

« Le magistrat rapporteur transmet au Ministre chargé du commerce et au Président du Conseil de la concurrence pour observations éventuelles copie de toutes les pièces nouvelles échangées entre les parties à l'instance ».

ARGUMENTAIRE DE MODIFICATION :

Préciser que la copie de la requête de recours est transmise par le Président de la cour d'Alger au Président du Conseil de la concurrence. La transmission d'une copie de la requête au Ministre du commerce ne se justifie pas dès lors qu'il n'est pas partie, dans l'affaire.



REDACTION PROPOSEE :

Le magistrat rapporteur transmet au Président du Conseil de la concurrence pour observations éventuelles copie de toutes les pièces nouvelles échangées entre les parties à l'instance.

ARTICLE EN VIGUEUR :

Article 67 :

« Le Ministre chargé du commerce et le Président du Conseil de la concurrence peuvent présenter des observations écrites dans les délais fixés par le magistrat rapporteur ».

ARGUMENTAIRE DE MODIFICATION :

Préciser que la copie de la requête de recours est transmise par le Président de la cour d'Alger au Président du Conseil de la concurrence. La transmission d'une copie de la requête au Ministre du commerce ne se justifie pas dès lors qu'il n'est pas partie, dans l'affaire.

REDACTION PROPOSEE :

Le Président du Conseil de la concurrence peut présenter des observations écrites dans les délais fixés par le magistrat rapporteur.

ARTICLE EN VIGUEUR :

Article 68:

Sans changement.

ARGUMENTAIRE DE MODIFICATION :

Sans changement.

REDACTION PROPOSEE :

Sans changement.

ARTICLE EN VIGUEUR :

Article 69 :

« La demande de sursis à exécution, prévue à l'alinéa 2 de l'article 63 ci-dessus, est formulée conformément aux dispositions du code de procédure civile.

La demande de sursis est introduite par le demandeur au recours principal ou par le Ministre chargé du commerce. Elle n'est recevable qu'après formation du recours et doit être accompagnée de la décision du Conseil de la concurrence.

Le Président de la Cour d'Alger requiert l'avis du Ministre chargé du commerce sur la demande de sursis à exécution, lorsqu'il n'est pas partie à l'instance ».

ARGUMENTAIRE DE MODIFICATION :

Préciser que la copie de la requête de recours est transmise par le Président de la cour d'Alger au Président du Conseil de la concurrence. La transmission d'une copie de la requête au Ministre du commerce ne se justifie pas dès lors qu'il n'est pas partie, dans l'affaire.

REDACTION PROPOSEE :

La demande de sursis à exécution, prévue à l'alinéa 2 de l'article 63 ci-dessus, est formulée conformément aux dispositions du code de procédure civile.

La demande de sursis est introduite par le demandeur au recours principal. Elle n'est recevable qu'après formation du recours et doit être accompagnée de la décision du Conseil de la concurrence.

Le Président de la Cour d'Alger requiert l'avis sur la demande de sursis à exécution, lorsqu'il n'est pas partie à l'instance.

ARTICLE EN VIGUEUR :

Article 70 :

« Les arrêts de la Cour d'Alger, de la Cour suprême et du Conseil d'Etat en matière de concurrence sont transmis au Ministre chargé du commerce et au Président du Conseil de la concurrence ».

ARGUMENTAIRE DE MODIFICATION :

Préciser que la copie de la requête de recours est transmise par le Président de la cour d'Alger au Président du Conseil de la concurrence. La transmission d'une copie de la requête au Ministre du commerce ne se justifie pas dès lors qu'il n'est pas partie, dans l'affaire.

REDACTION PROPOSEE :

Les arrêts de la Cour d'Alger, de la Cour suprême et du Conseil d'Etat en matière de concurrence sont transmis au Président du Conseil de la concurrence.

ARTICLE EN VIGUEUR :

Article 71:

« Le recouvrement des montants des amendes et des astreintes décidées par le Conseil de la concurrence s'effectue comme étant des créances de l'Etat ».

ARGUMENTAIRE DE MODIFICATION :

Préciser que le trésors public est chargé du recouvrement des montants des amendes et astreintes sur la base des décisions qui lui sont transmises par le Conseil de la concurrence.

Cet article doit être intégré dans le dispositif du texte et non dans les dispositions transitoires.



REDACTION PROPOSEE :

Le recouvrement des montants des amendes et des astreintes décidées par le Conseil de la concurrence s'effectue comme étant des créances de l'Etat et sont recouvrées par le trésor public.

**Titre IV- Dispositions transitoires et
finales**

Dispositions transitoires :

ARTICLE EN VIGUEUR :

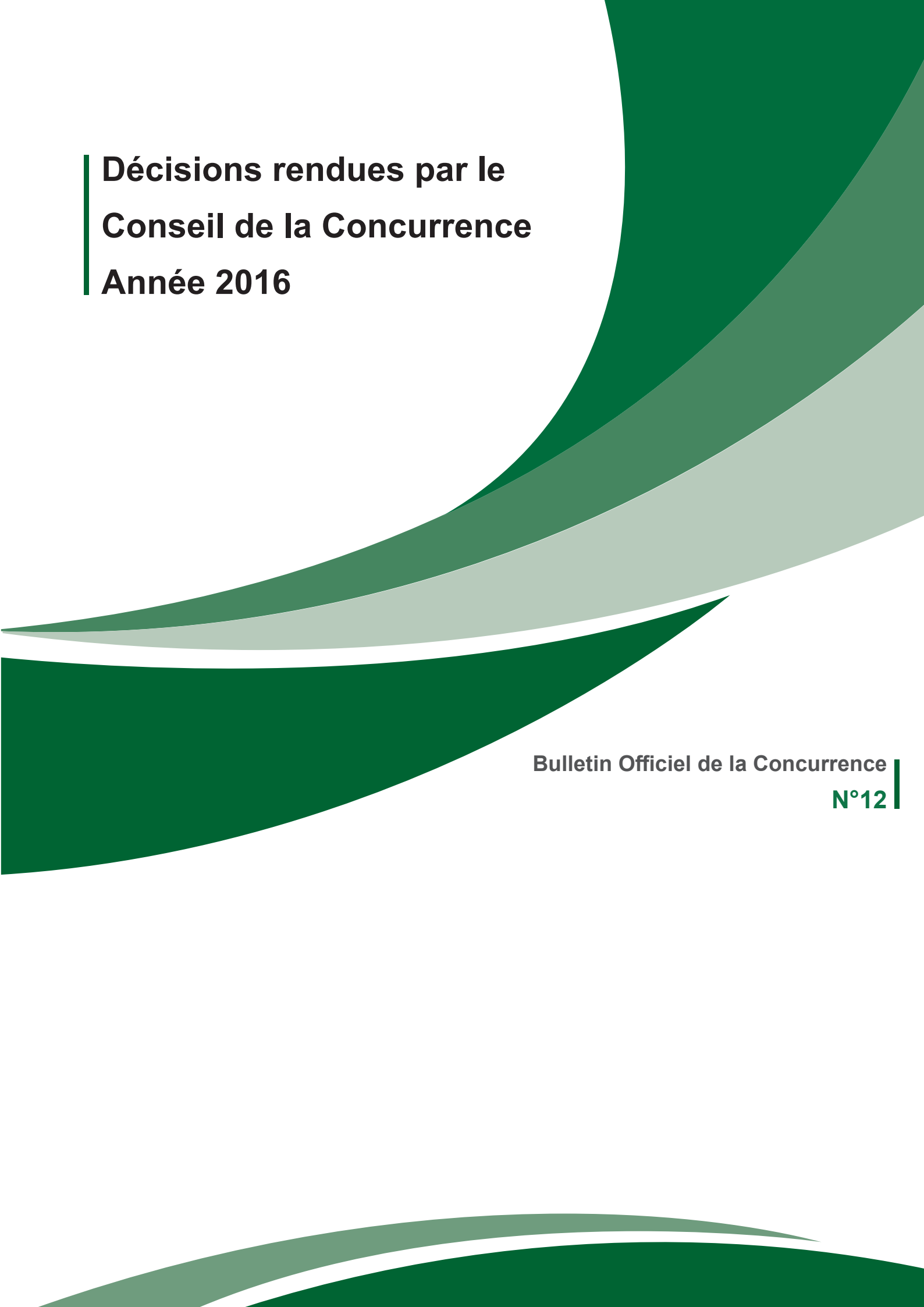
Articles 72-73 :

ARGUMENTAIRE DE MODIFICATION :

Ces articles deviennent sans objet. Ils doivent donc être supprimés.

REDACTION PROPOSEE :

à supprimer.



**Décisions rendues par le
Conseil de la Concurrence
Année 2016**

Bulletin Officiel de la Concurrence
N°12



DECISION N°01/2016 du 18 Mai 2016

La société " SARL IMACOR " contre la société " LAFARGE ALGERIE "

La demanderesse

La Société à Responsabilité Limitée «SARL IMACOR» dont le siège est sis à la Cité Nedjma N°106-Sidi Chahmi-Oran.

D'une part

La défenderesse

La Société par actions LAFARGE SPA ALGERIE dont le siège est sis au Centre commercial de Bab Ezzouar -Sixième étage- Tour 2- Commune de Bab Ezzouar - Alger.

D'une autre part

Le Conseil de la Concurrence

Après lecture de la saisine N°51/2013 du 16 avril 2013 déposée par la Société à Responsabilité Limitée « SARL IMACOR » dont le siège est sis à la ville d'Oran contre la Société par actions LAFARGE SPA ALGERIE dont le siège est sis au Centre commercial de Bab Ezzouar - Sixième étage - Tour 2 - Commune de Bab Ezzouar - Alger,

- Vu l'ordonnance N°03/03 du 19 juillet 2003 relative à la concurrence, modifiée et complétée,

- Vu le décret présidentiel du 15 janvier 2013 portant nomination des membres du Conseil de la concurrence,

- Vu le décret exécutif N°11-241 du 10 juillet 2011 fixant l'organisation et le fonctionnement du Conseil de la concurrence, modifié et complété,

- Vu la décision N°01 du 24 juillet 2013 rendue par le Conseil de la concurrence fixant le règlement intérieur du Conseil de la concurrence,

- Vu la décision de nomination N°04/ BP /CC/2013 du 24 octobre 2013 établie par le Président du Conseil de la concurrence portant nomination du rapporteur TIMIMENT NACER pour enquêter sur cette affaire,

► Après lecture des pièces jointes au dossier,

► Après audition du rapporteur lors de la séance tenue les 29 et 30 septembre 2015,

► Après lecture des observations relatives au rapport définitif par les représentants de la Société « IMACOR » le 29 avril 2015 et enregistrée sous le N°44/BS/CC,

► Après lecture des observations relatives au rapport définitif par les représentants de la Société « LAFARGE » le 01 juin 2015 et enregistrée sous le N°47BS/CC,

► Après audition des parties au litige lors de la séance du 24 février 2016 au cours de laquelle le Conseil a décidé le report de la délibération et de la prononciation de la décision sur l'affaire en raison des nouveaux éléments à une date ultérieure,

► Après délibération dans l'affaire lors de la séance du 18 mai 2016.

Rend la décision fondée sur les constats et motifs indiqués ci-après :

- En date du 16 avril 2016, la Société à Responsabilité Limitée « SARL IMACOR » dont le siège est sis à la Cité Nedjma N°106-Sidi Chahmi-Oran a déposé une saisine auprès du Conseil de la concurrence contre la Société par actions (LAFARGE SPA ALGERIE) dont le siège est sis au Centre commercial de Bab Ezzouar - Sixième étage-Tour 2 - Commune de Bab Ezzouar - Alger à travers laquelle elle se plaint de la Société par actions (LAFARGE SPA ALGERIE) qui refuse de vendre le ciment gris à la filiale de Sig dont le siège est sis à l'adresse citée ci-dessus, sans justification légale, ainsi que la vente discriminatoire à son égard,

- La Société à Responsabilité Limitée «SARL IMACOR» prétend également que la Société par actions LAFARGE SPA ALGERIE abuse de sa position dominante à travers le refus de cette dernière comme cliente et rejet de son dossier sous prétexte qu'elle ne remplit pas les conditions et critères fixés par la Société productrice du ciment.



Par conséquent :

Au plan de la forme :

Recevoir la saisine conformément aux dispositions de l'article 44 de l'ordonnance N°03-03 du 19 juillet 2003 relative à la concurrence, modifiée et complétée étant donné que l'auteur de la saisine dispose de la qualité et de l'intérêt à agir.

La saisine a été déposée dans les délais prévus par l'article 44 alinéa 04 de l'ordonnance N°03-03 du 19 juillet 2003 relative à la concurrence, modifiée et complétée.

La saisine a réuni les procédures prévues par l'ordonnance N°03-03 du 19 juillet 2003 relative à la concurrence, modifiée et complétée.

Dans le fond :

Recevoir la saisine, vu qu'elle entre dans le cadre des dispositions de l'ordonnance N°03-03 du 19 juillet 2003 relative à la concurrence, modifiée et complétée, notamment ses articles 7 et 11,

Après lecture de la plainte N°51/2013, enregistrée le 16 avril 2013 déposée par la société IMACOR par son gérant et qui accuse la société LAFARGE ALGERIE d'abus de la position dominante dans le marché du ciment et refus de l'accepter comme cliente et de lui fournir le ciment.

La demanderesse considère que si la société LAFARGE ALGERIE ne jouissait de la position dominante sur le marché, elle n'aurait pu lui imposer toutes ces conditions et refuser de la considérer comme cliente sans justification malgré le fait qu'elle réunisse toutes les conditions.

Après enquête sur l'affaire par le rapporteur TIMIMENT NACER, l'affaire a été insérée dans l'ordre du jour du Conseil de la concurrence pour la séance du 29 et 30 septembre pour audition du rapporteur et des représentants des parties.

Le Conseil de la concurrence a décidé lors de la séance tenante de reporter l'affaire pour débat et délibération à la prochaine séance du 24 février 2016.

Lors de cette séance le gérant de la société IMACOR s'est rétracté, reconnaissant le fait de ne pas remplir les conditions et critères ouvrant droit à l'élaboration de l'agrément pour la distribution du ciment.

Il a demandé ensuite aux membres du conseil de la concurrence de reporter l'affaire en raison de sa proposition d'une solution à l'amiable au litige existant avec la société IMACOR. Cette proposition a été acceptée par les représentants de la société défenderesse.

En réponse à cette demande, le Conseil a pris note et demandé aux parties de lui faire parvenir une copie de la demande de report et une autre copie de l'accord à l'amiable qui doit être conclu tout en rappelant la nécessité de procéder à la conciliation en dehors du Conseil car l'opération de conciliation ne relève pas des attributions de ce dernier.

Par conséquent, le Conseil a décidé de reporter l'examen de cette affaire, compte-tenu des nouveaux éléments survenus lors de la séance et il sera procédé, lors de la prochaine séance, au débat sur le degré d'influence de cette affaire sur la concurrence et le marché.

Le 28 février 2016, le Conseil de la concurrence a été destinataire d'une correspondance émanant du gérant de la Société IMACOR, son représentant légal, portant demande de régularisation et elle a été enregistrée au niveau de la direction des procédures et du suivi des dossiers sous le N°05 et une autre correspondance de l'avocat de la Société LAFARGE portant le même objet. Elle a été enregistrée sous le N°06 à la direction des procédures et du suivi des dossiers.

En référence à la correspondance déposée le 14 avril 2016 au niveau de la direction des procédures et du suivi des dossiers et enregistrée sous le N°13 et portant protocole d'accord entre la Société LAFARGE et la Société IMACOR, cette dernière s'est engagée à mettre un terme à son litige avec la Société LAFARGE devant le Conseil de la concurrence.

C'est ainsi que l'affaire N°51/2013 a été programmée dans l'ordre du jour du Conseil pour la séance du 18 mai 2016 pour délibération et prononciation de la décision finale.

Lors de la délibération entre les membres, il s'est avéré que l'affaire a deux aspects. Le premier aspect a trait au préjudice subi par la société demanderesse qui a été victime de l'abus de la position dominante et a été l'objet de refus de la société défenderesse de lui vendre le ciment gris sans justification et elle a subi des pertes considérables à cause de ces pratiques.



Cela a été nié dans le document relatif à l'accord à l'amiable vu que le gérant de la société IMACOR a reconnu implicitement qu'à l'époque, il ne remplissait pas les conditions et critères qui lui permettaient d'obtenir l'agrément pour distribuer la matière du ciment. Quant au deuxième aspect de l'affaire, il concerne les principes de la concurrence et les membres ont débattu sur le degré d'atteinte à ces principes et l'effet de ces pratiques sur le marché concerné.

Sur ce fondement et après délibération des membres, Il décide :

Article premier :

Au plan de la forme : Recevoir la saisine.

Dans le fond : Non fondement vu ce qui suit :

- ▶ Extinction de l'action par la conciliation et ce conformément aux dispositions de l'article 220 du code de procédure civile et administrative qui stipule que l'instance s'éteint, accessoirement à l'extinction de l'action, par la conciliation, l'acquiescement ou le désistement de l'action.
- ▶ Défaut d'influence sur la concurrence.
- ▶ Le marché n'a pas été lésé vu qu'il n'y a eu aucune instabilité ou déséquilibre pour la matière du ciment ou augmentation de son prix dans la zone d'activité concernée durant cette période.

Article deux :

La présente décision est notifiée à :

- ▶ La Société à Responsabilité Limitée «SARL IMACOR».
- ▶ La Société par actions «LAFARGE SPA ALGERIE».
- ▶ Monsieur le Ministre chargé du commerce.

Article trois :

La présente décision est susceptible de recours devant la cour d'Alger qui statue en matière commerciale par les parties concernées ou par le Ministre chargé du commerce dans un délai ne dépassant pas un mois à compter de la date de sa réception.

Il a été procédé à la délibération par le Conseil de la concurrence après vérification que le quorum a été atteint :

- M. AMARA ZITOUNI, Président
- M. MOHAMED LABIDI, Membre non permanent, Vice-Président
- M. SLIMANI DJILALI, Membre permanent
- M. HEDJAZ MOHAMED RACHID, Membre permanent
- M. BELABDELOUAHAB MOHAMED MOUNIR, Membre non permanent
- M. MOHAMED ABDELOUAHED EL BEY, Membre non permanent
- M. BABA OUSMAIL AISSA, Membre non permanent
- M. BOUGANDOURA ABDELHAFID, Membre non permanent

Le Président

TRADUCTION

**Procédures relatives aux
saisines du Conseil de la
concurrence et aux
notifications
des concentrations
économiques**

Bulletin Officiel de la Concurrence
N°12



Communiqué aux opérateurs économiques concernant les autorisations des opérations de concentration par le Conseil de la concurrence

Le Conseil de la concurrence rappelle aux opérateurs économiques l'obligation de demande d'autorisation des opérations de concentration par le Conseil de la concurrence prévue par les dispositions des articles 15 et suivants de l'ordonnance 03-03 du 19/07/2003 modifiée et complétée relative à la concurrence et le décret n°05-219 du 22/06/2005 relatif aux autorisations des opérations de concentrations .
En effet et afin d'éviter le renforcement des positions dominantes et les abus qui peuvent en découler, l'ordonnance n° 03-03 du 19/07/2003 modifiée et complétée relative à la concurrence a conféré un pouvoir de contrôle des opérations de concentrations

économique au Conseil de la concurrence.
Il est entendu par une concentration économique toutes opérations de fusions, prises de contrôle ou de participation au capital, et achats lorsque celles-ci dépassent le seuil de 40% des ventes ou achats effectués sur un marché.
Les entreprises auteures des opérations de concentration économiques sont tenues, de ce fait, d'en demander l'autorisation au Conseil de la concurrence.
La demande d'autorisation de concentration s'effectue selon la procédure décrite ci-dessous.

Ordonnance n°03-03 du 19/07/2003 modifiée et complétée, relative à la concurrence

Chapitre III Des concentrations économiques

Article 15 :

Aux termes de la présente ordonnance, une concentration est réalisée lorsque :

- 1- deux ou plusieurs entreprises antérieurement indépendantes fusionnent,
- 2- une ou plusieurs personnes physiques détenant déjà le contrôle d'une entreprise au moins, ou bien, une ou plusieurs entreprises, acquièrent directement ou indirectement, que ce soit par prise de participations au capital ou achat d'éléments d'actifs, contrat ou par tout autre moyen, le contrôle de l'ensemble ou de parties d'une ou de plusieurs autres entreprises.
- 3- la création d'une entreprise commune accomplissant, d'une manière durable, toutes les fonctions d'une entité économique autonome.

Article 16 :

Le contrôle visé au point 2 de l'article 15 ci-dessus,

découle des droits des contrats ou autres moyens qui confèrent seuls ou conjointement, et compte tenu des circonstances de fait ou de droit, la possibilité d'exercer une influence déterminante et durable sur l'activité d'une entreprise et notamment :

- ♦ des droits de propriété ou de jouissance sur tout ou partie des biens d'une entreprise ;
- ♦ des droits ou des contrats qui confèrent une influence déterminante sur la composition, les délibérations ou les décisions des organes d'une entreprise.

Article 17 :

Les concentrations qui sont de nature à porter atteinte à la concurrence en renforçant notamment la position dominante d'une entreprise dans un marché, doivent être soumises par leurs auteurs au Conseil de la concurrence qui prend une décision dans un délai de trois (3) mois.

Article 18 :

Les dispositions de l'article 17 ci-dessus s'appliquent à chaque fois que la concentration vise à réaliser un seuil de plus de 40 % des ventes ou achats effectués sur un marché.



Article 19 :

Le Conseil de la concurrence peut, après avis du ministre chargé du commerce, autoriser ou rejeter, par décision motivée, la concentration. L'autorisation du Conseil de la concurrence peut être assortie de prescriptions de nature à atténuer les effets de la concentration sur la concurrence. Les entreprises parties à la concentration peuvent d'elles-mêmes souscrire des engagements destinés à atténuer les effets de la concentration sur la concurrence. La décision de rejet de la concentration peut faire l'objet d'un recours devant le Conseil d'Etat.

Article 20 :

Pendant la durée requise pour la décision du Conseil de la concurrence, les auteurs de l'opération de concentration ne peuvent prendre aucune mesure rendant la concentration irréversible.

Article 21 :

Lorsque l'intérêt général le justifie, le Gouvernement peut, sur le rapport du ministre chargé du commerce et du ministre dont relève le secteur concerné par la concentration, autoriser d'office ou à la demande des parties concernées, la réalisation d'une concentration rejetée par le Conseil de la concurrence.

Article 21 bis :

Sont autorisées, les concentrations d'entreprises qui résultent de l'application d'un texte législatif ou réglementaire. En outre, ne sont pas soumis au seuil prévu à l'article 18 ci-dessus, les concentrations dont les auteurs peuvent justifier qu'elles ont notamment pour effet d'améliorer leur compétitivités, de contribuer à développer l'emploi ou de permettre aux petites et moyennes entreprises de consolider leur position concurrentielle sur le marché. Toutefois, ne peuvent bénéficier de cette disposition que les concentrations qui ont fait l'objet d'une autorisation du Conseil de la concurrence dans les conditions prévues par les articles 17, 19 et 20 de la présente ordonnance .

Article 22 :

Les conditions et modalités de demande d'autorisation des opérations de concentration sont déterminées par décret. (Décret exécutif n° 05-219 du 22 juin 2005 relatif aux autorisations des opérations de concentrations - J.O n° 43).

Article 61 :

Les opérations de concentration soumises aux dispositions de l'article 17 ci-dessus et réalisées sans autorisation du Conseil de la concurrence, sont punies d'une sanction pécuniaire pouvant aller jusqu'à 7% du chiffre d'affaires hors taxes réalisé en Algérie, durant le dernier exercice clos, pour chaque entreprise partie à la concentration ou de l'entreprise résultant de la concentration.

Décret exécutif n° 05-219 du 22 juin 2005 relatif aux autorisations des opérations de concentrations

Article 1 :

En application des dispositions de l'article 22 de l'ordonnance n° 03-03 du 19 juillet 2003, susvisée, le présent décret a pour objet de fixer les conditions et les modalités de demande d'autorisation des opérations de concentration.

Article 2 :

Les dispositions du présent décret s'appliquent à toutes les opérations de concentration susceptibles de porter atteinte à la concurrence au sens des dispositions des articles 17 et 18 de l'ordonnance n° 03-03 du 19 juillet 2003, susvisée.

Article 3 :

Les opérations de concentration visées à l'article 2 ci-dessus doivent faire l'objet d'une demande d'autorisation par leurs auteurs auprès du Conseil de la concurrence, conformément aux dispositions fixées par le présent décret.

Article 4 :

La demande d'autorisation d'une opération de concentration portant sur une fusion ou sur la création d'une entreprise commune, au sens des dispositions des alinéas 1 et 3 de l'article 15 de l'ordonnance n° 03-03 du 19 juillet 2003, susvisée, est formulée conjointement par les parties à la concentration. Dans le cas où l'opération de concentration vise la prise de contrôle au sens des dispositions de l'alinéa 2 de l'article 15 de l'ordonnance n° 03-03 du 19 juillet 2003, susvisée, la demande d'autorisation est formulée par la ou les personne (s) qui réalise(nt) la concentration.



Article 5 :

La demande est introduite par les entreprises concernées par l'opération de concentration ou par leurs représentants qui doivent présenter leurs mandats écrits attestant les pouvoirs de représentation qui leur sont conférés. Les entreprises concernées ou leurs représentants dûment mandatés doivent indiquer une adresse en Algérie.

Article 6 :

Le dossier relatif à la demande d'autorisation est composé des pièces suivantes :

- ◆ la demande dont le modèle est annexé au présent décret, datée et signée par les entreprises concernées ou leurs représentants dûment mandatés ;
- ◆ le formulaire de renseignements dont le modèle est annexé au présent décret ;
- ◆ la justification des pouvoirs conférés à la personne ou aux personnes qui introduisent la demande ;
- ◆ une copie certifiée conforme des statuts de l'entreprise ou des entreprises parties à la demande ;
- ◆ les copies des trois (3) derniers bilans visées et certifiées par le commissaire aux comptes ou, dans le cas où l'entreprise ou les entreprises concernées n'ont pas trois (3) années d'existence, une copie du dernier bilan ;
- ◆ le cas échéant, une copie légalisée des statuts de l'entreprise résultant de l'opération de concentration. En cas d'une demande conjointe, un seul dossier est présenté.

Article 7 :

La demande et les annexes qui l'accompagnent sont transmises en cinq (5) exemplaires. Les documents joints à la demande sont des originaux ou doivent être certifiés conformes aux originaux lorsqu'il s'agit de copies. La demande et les documents sont déposés contre accusé de réception au secrétariat général du Conseil de la concurrence ou transmis par envoi recommandé. La demande reçoit un numéro d'inscription qui est porté sur l'accusé de réception.

Article 8 :

Le rapporteur chargé de l'instruction de la demande peut exiger des entreprises concernées ou de leurs représentants mandatés, la communication de renseignements et/ou de documents complémentaires qu'il juge nécessaires.

Article 9 :

Les entreprises concernées ou leurs représentants mandatés peuvent demander à ce que certaines informations ou certains documents fournis soient couverts par "le secret des affaires". Dans ce cas, les informations et les documents concernés sont transmis séparément et doivent porter la mention "secret d'affaires" sur chaque page.

Les sanctions prévues au cas où une concentration est réalisée sans avoir autorisation du Conseil de la concurrence

Les concentrations réalisées sans autorisation du Conseil de la concurrence exposent leurs auteurs aux sanctions prévues par les dispositions de l'article 61 de l'ordonnance 03-03 du 19/07/2003 modifiée et complétée relative à la concurrence « Les opérations de concentration soumises aux dispositions de l'article 17 ci-dessus et réalisées sans autorisation du Conseil de la concurrence, sont punies d'une sanction pécuniaire pouvant aller jusqu'à 7% du chiffre d'affaires hors taxes réalisé en Algérie, durant le dernier exercice clos, pour chaque entreprise partie à la concentration ou de l'entreprise résultant de la concentration ».

Pour de plus amples informations sur l'organisation, le fonctionnement et les missions du Conseil de la concurrence, consulter le site du Conseil :

www.conseil-concurrence.dz

Les opérateurs économiques peuvent également prendre contact avec la Direction de la Procédure du Conseil de la concurrence pour toute information complémentaire sur les demandes d'autorisations de concentration économiques.

Conseil de la concurrence :

Adresse : 42/44, Rue Mohamed Belouizdad. Alg

Tél : 021 66 36 48.

E-mail : dp.sd@conseil-concurrence.dz.



Communiqué sur la procédure de saisine du Conseil de la concurrence

Le Conseil de la concurrence rappelle que la saisine du Conseil de la Concurrence, doit obéir aux dispositions des articles 35 et 44 de l'ordonnance 03-03 du 19 juillet 2003 modifiée et complétée, relative à la concurrence et celles édictées par les articles 07 et 08 du Règlement Intérieur du Conseil de la concurrence, publié dans le Bulletin Officiel de la

Concurrence (BOC) N°5.

Pour plus d'informations, la Direction des Procédures du Conseil de la concurrence reste à votre disposition.

Tél : 021 66 36 48.

E-mail : dp.sd@conseil-concurrence.dz.

Site Internet : www.conseil-concurrence.dz

L'ordonnance 03-03 du 19 juillet 2003 dispose :

◆ En ce qui concerne les missions consultatives :

Article 35 :

Le Conseil de la Concurrence donne son avis sur toute question concernant la concurrence à la demande du Gouvernement et formule toute proposition sur les aspects de concurrence. Il peut également être consulté sur les mêmes questions par les collectivités locales, les institutions économiques et financières, les entreprises, les associations professionnelles et syndicales, ainsi que les associations de consommateurs.

◆ En ce qui concerne les missions juridictionnelles :

Article 44 :

Le Conseil de la Concurrence peut être saisi par le Ministre chargé du Commerce. Il peut se saisir d'office ou être saisi par toute entreprise ou, pour toute affaire dans laquelle ils sont intéressés, par les institutions et organismes visés à l'alinéa 2 de l'article 35 de la présente ordonnance. Le Conseil de la Concurrence examine si les pratiques et actions dont il est saisi entrent dans le champ d'application des articles 6, 7, 10, 11 et 12 ci-dessus ou se trouvent justifiées par application de l'article 9 ci-dessus. Il peut déclarer, par décision motivée, la saisine irrecevable s'il estime que les faits invoqués n'entrent pas dans le champ de sa compétence, ou ne sont pas appuyés d'éléments suffisamment probants. Le Conseil de la Concurrence ne peut être saisi d'affaires remontant à plus de trois (03) ans, s'il n'a été fait aucun acte tendant à leur recherche, leur constatation et leur sanction.

Le règlement intérieur du Conseil de la concurrence dispose :

◆ En ce qui concerne les missions consultatives :

Article 7 :

Les saisines visées aux articles 35 alinéas 2 et 44 de l'Ordonnance n° 03-03 du 19 juillet 2003, modifiée et complétée, relative à la Concurrence doivent être déposées ou envoyées par lettre recommandée avec accusé de réception au Conseil de la concurrence en quatre (04) exemplaires à l'adresse suivante :

Conseil de la concurrence - à l'attention de Monsieur le Président du Conseil de la concurrence 42 et 44, rue Mohamed-Belouizdad Ministère du Travail, 8e étage, Alger.

Le dépôt des saisines doit être effectué au niveau du bureau d'ordre général, secrétariat général, les jours ouvrés, entre 9 heures et 16 heures.

◆ En ce qui concerne les missions juridictionnelles :

Article 8 :

L'objet des saisines mentionné par l'article 44, alinéa 2 de l'Ordonnance n° 03-03 du 19 juillet 2003, modifiée et complétée, relative à la Concurrence, comprend au minimum :

- la qualité et l'intérêt du plaignant ;
- l'indication des dispositions de l'Ordonnance n° 03-03, du 19 juillet 2003, modifiée et complétée, relative à la concurrence, dont le plaignant allègue la violation ;
- l'exposé des faits caractérisant cette violation et d'autres circonstances utiles à son appréciation, en rapport notamment avec le secteur et la zone géographique en cause, les produits et les services affectés, les entreprises en cause ou encore le contexte juridique et économique pertinent ;
- l'identité et l'adresse des entreprises ou des associations auxquelles le plaignant impute cette violation, dans la mesure où il peut les identifier.



بيان خاص بالإجراءات المتعلقة بإيداع الإخطارات و طلبات الآراء على مستوى مجلس المنافسة

يذكر مجلس المنافسة بأن تسجيل الإخطارات على مستواه ، تخضع لأحكام المادتين 35 و 44 من الأمر 03-03 المؤرخ في 19 يوليو 2003 ، المعدل والمتمم ، المتعلق بالمنافسة والمواد 07 و 08 من النظام الداخلي لمجلس المنافسة المنشور في النشرة الرسمية للمنافسة رقم 05.

جويلية 2003، المعدل والمتمم، المتعلق بالمنافسة، أو إرسالها عن طريق رسالة مضمونة مع وصل بالإستلام إلى مجلس المنافسة في أربعة (04) نسخ إلى العنوان التالي :

مجلس المنافسة -إلى السيد: رئيس مجلس المنافسة. 42 و 44 شارع محمد بلوزداد وزارة العمل، الطابق الثامن-الجزائر.

يجب ايداع طلبات الآراء والإخطارات على مستوى مكتب النظام العام لمجلس المنافسة،الأمانة العامة طوال أيام الدوام الرسمي،بين الساعة 9:00 صباحا و 16:00 مساء.

◆ بالنسبة للمهام القضائية:

المادة 8

يتضمن موضوع الإخطارات المذكورة في المادة 44، الفقرة 2 من الأمر رقم 03-03 المؤرخ في 19 جويلية 2003، المعدل والمتمم،المتعلق بالمنافسة على الأقل :

- صفة و مصلحة صاحب الشكوى؛

- تحديد أحكام الأمر رقم 03-03 المؤرخ ف 19 جويلية 2003، المعدل والمتمم ،المتعلق بالمنافسة ،التي يدعي صاحب الشكوى انه تم خرقها؛

- عرض الوقائع التي تميز هذا الانتهاك والظروف الأخرى ذات الصلة لاسيما التي لها علاقة بالقطاع والمنطقة الجغرافية المعنية والمنتجات والخدمات المتأثرة والشركات المعنية و أيضا السياق القانوني و الاقتصادي ذو الصلة؛

- هوية وعاوين الشركات أو الجمعيات التي يسند إليها صاحب الشكوى هذه الخروق في حالة ما إذا كان باستطاعته تحديد هويتها.

المزيد من المعلومات يمكنكم الاتصال بمديرية الإجراءات على مستوى مجلس المنافسة.

رقم الهاتف : 66.36.48 (021)

البريد الإلكتروني : dp.sd@conseil-concurrence.dz

كما يمكنكم أيضا تصفح الموقع الخاص بالمجلس :

www.conseil-concurrence.dz

الأمر 03-03 المؤرخ 19 في يوليو 2003 ينص على ما يلي :

◆ بالنسبة للمهام الإستشارية للمجلس:

المادة 35

بيدي مجلس المنافسة رأيه في كل مسألة ترتبط بالمنافسة إذا طلبت الحكومة منه ذلك ، و بيدي كل اقتراح في مجالات المنافسة. و يمكن أن تستشيريه أيضا في المواضيع نفسها الجماعات المحلية و الهيئات الاقتصادية و المالية و المؤسسات و الجمعيات المهنية و النقابية و كذا جمعيات المستهلكين.

◆ بالنسبة للمهام القضائية:

المادة 44

- يمكن أن يخطر الوزير المكلف بالتجارة مجلس المنافسة. ويمكن المجلس أن ينظر في القضايا من تلقاء نفسه أو بإخطار من المؤسسات أو بإخطار من الهيئات المذكورة في الفقرة 2 من المادة 35 من هذا الأمر، إذا كانت لها مصلحة في ذلك.

- ينظر مجلس المنافسة إذا كانت الممارسات والأعمال المرفوعة إليه تدخل ضمن إطار تطبيق المواد 6 و 7 و 10 و 11 و 12 أعلاه، أو تستند على المادة 9 أعلاه.

- يمكن أن يصرح المجلس بموجب قرار معلل بعدم قبول الإخطار إذا ما ارتأى أن الوقائع المذكورة لا تدخل ضمن اختصاصه أو غير مدعمة بعناصر مقنعة بما فيه الكفاية.

- لا يمكن أن ترفع إلى مجلس المنافسة الدعاوى التي تجاوزت مدتها ثلاث (3) سنوات إذا لم يحدث بشأنها أي بحث أو معاينة أو عقوبة.

النظام الداخلي لمجلس المنافسة ينص على ما يلي :

◆ بالنسبة للمهام الإستشارية للمجلس:

المادة 7

يجب إيداع طلبات الآراء و الإخطارات المنصوص عليها في المادتين 35 فقرة 2 و 44 من الأمر رقم 03-03 المؤرخ في 19



المادة 5

تقدم الطلب المؤسسات المعنية بعملية التجميع أو ممثلوها الذين يجب أن يقدموا توكيلا مكتوبا يبرر صفة التمثيل المخولة لهم.
يجب أن تذكر المؤسسات المعنية أو ممثلوها المفوضون قانونا عنوانا بالجزائر.

المادة 6

يتكون الملف المتعلق بطلب الترخيص من الوثائق الآتية :

- الطلب الملحق نموذج بهذا المرسوم مؤرخ وموقع من المؤسسات المعنية أو من ممثليها المفوضين قانونا،
 - استمارة المعلومات الملحق نموذجها بهذا المرسوم،
 - تبرير السلطات المخولة للشخص أو للأشخاص الذين يقدمون الطلب،
 - نسخة مصادق على مطابقتها من القانون الأساسي للمؤسسة أو المؤسسات التي تكون طرفا في الطلب،
 - نسخ من حصائل السنوات الثلاث (3) الأخيرة المؤشر والمصادق عليها من محافظ الحسابات أو نسخة من الحصيلة الأخيرة في الحالة التي لا يكون للمؤسسة أو المؤسسات المعنية فيها ثلاث (3) سنوات من الوجود،
 - وعند الاقتضاء، نسخة مصادق عليها من القانون الأساسي للمؤسسة المنبثقة عن عملية التجميع.
- وإذا كان الطلب مشتركا يقدم ملف واحد.

المادة 7

يرسل الطلب ومرفقاته من الملاحق في خمس (5) نسخ، يجب أن تكون المستندات المرفقة بالطلب نسخا أصلية أو يكون مصادقا على مطابقتها للأصل إذا كانت نسخا مصورة.
يودع الطلب والمستندات لدى الأمانة العامة لمجلس المنافسة مقابل وصل استلام أو ترسل له عن طريق إرسال موصى عليه.
يحمل وصل الاستلام رقم تسجيل الطلب المقدم.

المادة 8

يمكن أن يطلب المقرر المكلف بالتحقيق في الطلب من المؤسسات المعنية أو من ممثليها المفوضين تقديم معلومات و/أو مستندات إضافية يراها ضرورية.

المادة 9

يمكن أن تطلب المؤسسات المعنية أو ممثلوها المفوضون بأن تكون بعض المعلومات أو بعض المستندات المقدمة محمية «بسرية الأعمال».
وفي هذه الحالة يجب أن ترسل أو تودع المعلومات والمستندات المعنية بصفة منفصلة وتحمل فوق كل صفحة منها عبارة «سرية الأعمال».

العقوبات المسلطة في حالات إنجاز

التجميعات الاقتصادية دون ترخيص من مجلس المنافسة

لمزيد من المعلومات حول تنظيم، سير و مهام مجلس المنافسة يرجى منكم زيارة الموقع الإلكتروني التالي :
www.conseil-concurrence.dz

كما يمكن للمعاملين الإقتصاديين أيضا الإتصال بمديرية الإجراءات بمجلس المنافسة للحصول على مزيد من المعلومات حول طلب تراخيص التجميعات الاقتصادية.

رقم الهاتف : (021) 66.36.48

البريد الإلكتروني : dp.sd@conseil-concurrence.dz

العنوان : 44/42 شارع محمد بلوزداد. الجزائر.

تعاقب المؤسسات التي أنجزت عمليات التجميع الإقتصادي بدون ترخيص مجلس المنافسة وفقا لأحكام المادة 61 من الأمر 03-03 المؤرخ في 19 جويلية 2003، المعدل والمتمم والمتعلق بالمنافسة « يعاقب على عمليات التجميع المنصوص عليها في أحكام المادة 17 أعلاه والتي أنجزت بدون ترخيص من مجلس المنافسة، بغرامة مالية يمكن أن تصل إلى 7% من رقم الأعمال من غير الرسوم، المحقق في الجزائر خلال آخر سنة مالية مختتمة، ضد كل مؤسسة هي طرف في التجميع أو ضد المؤسسة التي تكونت من عملية التجميع».

18 اعلاه على التجميعات التي يمكن أن يثبت أصحابها أنها تؤدي لاسيما إلى تطوير قدراتها التنافسية أو تساهم في تحسين التشغيل أو من شأنها السماح للمؤسسات الصغيرة و المتوسطة بتعزيز وضعيتها التنافسية في السوق.

غير أنه، لا تستفيد من هذا الحكم سوى التجميعات التي كانت محل ترخيص من مجلس المنافسة وفقا للشروط المنصوص عليها في المواد 17 و19 و20 من هذا الأمر.

المادة 22

تحدد شروط طلب الترخيص بعمليات التجميع و كفاءاته بموجب مرسوم (المرسوم التنفيذي رقم 05-219 مؤرخ في 22 جوان 2005 يتعلق بالترخيص لعمليات التجميع- جريدة رسمية رقم 43).

المادة 61

يعاقب على عمليات التجميع المنصوص عليها في أحكام المادة 17 اعلاه و التي أنجزت بدون ترخيص من مجلس المنافسة، بغرامة مالية يمكن أن تصل إلى 7% من رقم الأعمال من غير الرسوم، المحقق في الجزائر خلال آخر سنة مالية مختتمة، ضد كل مؤسسة هي طرف في التجميع أو ضد المؤسسة التي تكونت من عملية التجميع.

و يمكن أن يقبل مجلس المنافسة التجميع وفق شروط من شأنها تخفيف آثار التجميع على المنافسة. كما يمكن المؤسسات المكونة للتجميع أن تلتزم من تلقاء نفسها بتعهدات من شأنها تخفيف آثار التجميع على المنافسة.
يمكن الطعن في قرار رفض التجميع أمام مجلس الدولة.

المادة 20

لا يمكن أن يتخذ أصحاب عملية التجميع أي تدبير يجعل التجميع لا رجعة فيه، خلال المدة المحددة لصدور قرار مجلس المنافسة.

المادة 21

يمكن أن ترخص الحكومة تلقائيا، إذا اقتضت المصلحة العامة ذلك، أو بناء على طلب من الأطراف المعنية، بالتجميع الذي كان محل رفض من مجلس المنافسة، وذلك بناء على تقرير الوزير المكلف بالتجارة و الوزير الذي يتبعه القطاع المعني بالتجميع.

المادة 21 مكرر

ترخص تجميعات المؤسسات الناتجة عن تطبيق نص تشريعي أو تنظيمي. بالإضافة إلى ذلك، لا يطبق الحد المنصوص عليه في المادة

مرسوم تنفيذي رقم 05-219 مؤرخ في 22 جوان 2005 يتعلق بالترخيص لعمليات التجميع

للأحكام المحددة في هذا المرسوم.

المادة 4

يقدم طلب الترخيص لعملية التجميع المتعلقة باندماج مؤسستين أو أكثر أو بإنشاء مؤسسة مشتركة في مفهوم أحكام الفقرتين 1 و3 من المادة 15 من الأمر رقم 03-03 المؤرخ في 19 جمادى الأولى عام 1424 الموافق 19 يوليو سنة 2003 والمذكور أعلاه، بالاشتراك بين الأطراف المعنية بالتجميع.
في حالة ما إذا كانت عملية التجميع ترمي إلى الحصول على المراقبة في مفهوم أحكام الفقرة 2 من المادة 15 من الأمر رقم 03-03 المؤرخ في 19 جمادى الأولى عام 1424 الموافق 19 يوليو سنة 2003 والمذكور أعلاه، يقدم طلب الترخيص الشخص أو الأشخاص الذين يقومون بعملية التجميع.

المادة 1

تطبيقا لأحكام المادة 22 من الأمر رقم 03-03 المؤرخ ، المعدل والمتمم والمذكور أعلاه، يهدف هذا المرسوم إلى تحديد شروط طلب الترخيص لعمليات التجميع وكفاءات ذلك.

المادة 2

تطبق أحكام هذا المرسوم على كافة عمليات التجميع التي من شأنها المساس بالمنافسة في مفهوم أحكام المادتين 17 و18 من الأمر رقم 03-03 المؤرخ في 19 جمادى الأولى عام 1424 الموافق 19 يوليو سنة 2003 والمذكور أعلاه.

المادة 3

يجب أن تكون عمليات التجميع المذكورة في المادة 2 أعلاه، موضوع طلب ترخيص من أصحابها لدى مجلس المنافسة طبقا



بيان خاص بالمتعاملين الإقتصاديين المتعلق بالإجراءات المتعلقة بطلبات عمليات التجميعات الاقتصادية

2003 المعدل والمتمم والمتعلق بالمنافسة قد منح لمجلس المنافسة صلاحية مراقبة عمليات التجميعات الاقتصادية. يجب على المؤسسات تبليغ مجلس المنافسة بعمليات الاندماج، مراقبة أو أخذ أسهم في رأس المال أو شراء عناصر من أصول المؤسسة عندما ترمي إلى تحقيق حدّ يفوق 40% من المبيعات أو المشتريات المنجزة في سوق معينة. كما يتعين على أصحاب المؤسسات أن يطلبوا الترخيص لعمليات التجميع الاقتصادي من مجلس المنافسة كما هو موضح أدناه :

يذكر مجلس المنافسة المتعاملين الإقتصاديين بالزامية طلب تراخيص عمليات التجميع الاقتصادي لدى مجلس المنافسة طبقاً لأحكام المادة 15 وما يليها من الأمر رقم 03-03 المؤرخ في 19 جويلية 2003، المعدل والمتمم، والمتعلق بالمنافسة وكذا أحكام المرسوم التنفيذي رقم 219-05 المؤرخ في 22 جوان 2005 المتعلق بالتصريح بعمليات التجميع الاقتصادي. و قصد تفادي تعزيز وضعيات الهيمنة في السوق التي يُمكن أن تنجم عن ذلك، فإن الأمر رقم 03-03 المؤرخ في 19 جويلية

الأمر رقم 03-03 المؤرخ في 19 جويلية 2003، المعدل و المتمم، المتعلق بالمنافسة

الفصل الثالث : التجميعات الاقتصادية

المادة 15

يتم التجميع في مفهوم هذا الأمر إذا :

1 اندمجت مؤسستان أو أكثر كانت مستقلة من قبل ؛

2 حصل شخص أو عدة أشخاص طبيعيين لهم نفوذ على مؤسسة على الأقل، أو حصلت مؤسسة أو عدة مؤسسات على مراقبة مؤسسة أو عدة مؤسسات أو جزء منها، بصفة مباشرة أو غير مباشرة، عن طريق أخذ أسهم في رأس المال أو عن طريق شراء عناصر من أصول المؤسسة أو بموجب عقد أو بأي وسيلة أخرى؛

3 أنشئت مؤسسة مشتركة تؤدي بصفة دائمة جميع وظائف مؤسسة إقتصادية مستقلة.

المادة 16

يقصد بالمراقبة المذكورة في الحالة 2 من المادة 15 أعلاه، المراقبة الناتجة عن قانون العقود أو عن طرق أخرى تعطي بصفة فردية أو جماعية حسب الظروف الواقعة، امكانية ممارسة النفوذ الأكيد والدائم على نشاط مؤسسة، لا سيما فيما يتعلق بما يأتي :

1 حقوق الملكية أو حقوق الإنتفاع على ممتلكات مؤسسة أو على جزء منها ؛

2 حقوق أو عقود المؤسسة التي يترتب عليها النفوذ الأكيد على أجهزة المؤسسة من ناحية تشكيلها أو مداولاتها أو قراراتها.

المادة 17

كل تجميع من شأنه المساس بالمنافسة، ولا سيما بتعزيز وضعية هيمنة مؤسسة على سوق ما، يجب أن يقدمه أصحابه إلى مجلس المنافسة الذي يبت فيه في أجل ثلاثة (3) أشهر.

المادة 18

تطبق أحكام المادة 17 أعلاه، كلما كان التجميع يرمي إلى تحقيق حد يفوق 40% من المبيعات أو المشتريات المنجزة في سوق معينة.

المادة 19

يمكن مجلس المنافسة أن يرخص بالتجميع أو يرفضه بمقرر معل بعد أخذ رأي الوزير المكلف بالتجارة و الوزير المكلف بالقطاع المعني بالتجميع.

الإجراءات الخاصة بإيداع
طلبات الآراء والإخطارات
وطلبات الترخيص لعمليات
التجميعات الإقتصادية

النشرية الرسمية للمنافسة
رقم 12

قرار رقم 02-2016 الصادر في في 21 ديسمبر 2016

القضية رقم 2016/02

الشركة ذات الشخص الوحيد و المسؤولية المحدودة « أشكيم 23 » ضد « بلدية باب الوادي- الجزائر العاصمة »

المدعية:

- بعد الاستماع إلى المقرر و المقرر العام من خلال الجلسة المنعقدة يومي 21 و 22 ديسمبر 2016؛
- بعد التداول في القضية خلال جلسة 22 ديسمبر 2016.

الشركة ذات الشخص الوحيد والمسؤولية المحدودة اش كيم 23 (H Kim 23) الكائنة ب : فيلا رقم 03 مقابل حي داهلية ، المحمدية، الجزائر.

من جهة

أصدر القرار المؤسس على المعايينات والأسباب الآتي تبيانها :

المدعى عليها:

◀ بتاريخ بتاريخ 02 ماي 2016 تلقى مجلس المنافسة شكوى من طرف المؤسسة ذات الشخص الوحيد و ذات المسؤولية المحدودة « H Kim23 » التي تنشط في مجال الطباعة الصناعية، الإشهار، النشر و التوزيع بالعنوان : فيلا 03 مقابل حي الدهلية قسم 30 مجموعة ملكية 393 محل رقم 0116 أبريل 2013،

بلدية باب الوادي- الجزائر العاصمة .

من جهة أخرى

إن مجلس المنافسة

◀ حيث إشتكت الشركة المدعية من خرق و عدم إحترام بلدية باب الوادي لأحكام المرسوم الرئاسي رقم 15-247 المتضمن تنظيم الصفقات العمومية و تفويضات المرفق العام، لاسيما المادة الخامسة (5) منه التي تفرض أحكامها مراعاة مبادئ المنافسة في مجال الصفقات العمومية و المتمثلة في :
- حرية الوصول إلى الطلبات العمومية؛
- المساواة في معاملة المرشحين؛
- شفافية الإجراءات.

- بعد الاطلاع على الإخطار رقم 02/2016 المسجل بتاريخ 02 ماي 2016 والذي تقدمت به الشركة ذات الشخص الوحيد و المسؤولية المحدودة اش كيم 23 (H Kim23) الكائنة بمدينة الجزائر، ضد بلدية باب الوادي بالجزائر العاصمة؛
- بمقتضى الأمر رقم 03/03 المعدل و المتمم، المؤرخ في 19 جويلية 2003، المعدل و المتمم المتعلق بالمنافسة؛
- بمقتضى المرسوم الرئاسي الصادر في 15 جانفي 2013 المتضمن التعيين في مجلس المنافسة؛

و نتيجة لذلك لم تتمكن الشاكية من تحضير عرضها و إيداعه في الأجال المحددة رغم تقديمها لطلب تمديد آجال تحضير العروض الذي إعتبرته قصيرا جدا (10) أيام.

- بمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 11-241، المؤرخ في 10 جويلية 2011، المعدل و المتمم المحدد لتنظيم و سير عمل مجلس المنافسة؛
- بمقتضى القرار رقم 01 المؤرخ في 24 جويلية 2013 الصادر عن مجلس المنافسة، المحدد للنظام الداخلي للمجلس؛

◀ كما اتهمت المؤسسة الشاكية بلدية باب الوادي بأنها خططت، أثناء جميع مراحل الصفقة من اجل منحها لشركة معينة ، بداية من تحضير دفتر الشروط إلى غاية المنح المؤقت للصفقة العمومية.

- بمقتضى مقرر التعيين تحت رقم 03/م/ر/م م /2016 المؤرخ في 09 ماي 2016 الصادر عن رئيس مجلس المنافسة المتضمن تعيين المقرر عسلي جيلالي للتحري في القضية؛
- بعد الاطلاع على الوثائق المرفقة بالملف؛



المادة الثانية

يبلغ هذا القرار إلى كل من :

- الشركة ذات المسؤولية المحدودة إيمكور (SARL IMACOR)؛
- شركة الأسهم لافارج الجزائر (LAFARGE-SPAALGERIE)؛
- السيد وزير التجارة.

المادة الثالثة

يكون هذا القرار قابلا للطعن أمام مجلس قضاء الجزائر الذي يفصل في المواد التجارية من قبل الأطراف المعنية أو من طرف الوزير المكلف بالتجارة في اجل لا يتجاوز شهرا واحدا ابتداء من تاريخ استلامه.

تمت المداولة من طرف مجلس المنافسة بعد إتمام النصاب القانوني لأعضائه :

- السيد عمارة زيتوني، الرئيس؛
- السيد محمد لعبيدي، عضو غير دائم، نائب الرئيس؛
- السيد سليمان جيلالي، عضو دائم؛
- السيد حجاز محمد رشيد عز الدين، عضو دائم؛
- السيد بلعيد الوهاب محمد منير، عضو غير دائم؛
- السيد محمد عبد الواحد الباوي، عضو غير دائم؛
- السيد بابا اوسماعيل عيسى، عضو غير دائم؛
- السيد بوقندورة عبد الحفيظ، عضو غير دائم.

الرئيس

و على هذا الأساس تمت برمجة القضية رقم 2013/51 ، في جدول أعمال المجلس لجلسة 18 ماي 2016 من أجل التداول و إصدار القرار النهائي.

- أثناء التداول بين الأعضاء تبين أن هناك شقين للقضية، الشق الأول يتعلق بالضرر اللاحق بالشركة المدعية حيث اشتمت من كونها ضحية تعسف في وضعية الهيمنة و كانت محل رفض بيع بدون مبرر من طرف الشركة المدعى عليها ، و أنها تكبدت خسائر هائلة جراء هذه الممارسات ، و هذا ما تم نفيه في الوثيقة الخاصة بالاتفاق الودي ، حيث اعترف مسير شركة إماكور ضمنا بأنه آنذاك لم يكن يتوفر على الشروط والمعايير التي من شأنها أن تؤهله للحصول على الإعتماد الخاص بتوزيع مادة الإسمنت.

- أما الشق الثاني للقضية فيتعلق بمبادئ المنافسة، إذ ناقش الأعضاء مدى المساس بهذه المبادئ و مدى تأثير السوق المعني جراء هذه الممارسات.

و على هذا الأساس و بعد مداولة الأعضاء :

قرر:

المادة الأولى

في الشكل: قبول الإخطار.

في الموضوع: عدم التأسيس نظرا لما يلي :

◆ إنقضاء الخصومة بسبب وجود الصلح ، و ذلك طبقا لأحكام المادة 220 من قانون الإجراءات المدنية والإدارية و التي تنص على أنه تنقضي الخصومة تبعا لانقضاء الدعوى بالصلح أو بالقبول بالحكم أو بالتنازل عن الدعوى.

◆ عدم التأثير على المنافسة.

◆ عدم تضرر السوق ، إذ لم يعرف إي تذبذب أو اختلال في التموين بمادة الاسمنت او ارتفاع في سعرها في منطقة النشاط المعنية خلال هذه الفترة.



قرر المجلس خلال هذه الجلسة تأجيل القضية من أجل المناقشة و التداول إلى غاية الجلسة المقبلة.

- وعليه تمت برمجة القضية في جدول أعمال المجلس في جلسة 24 فيفري 2016، من أجل مناقشة القضية و التداول فيها ، و أثناء الجلسة تراجع مسير شركة إماكور عن موقفه الأصلي و اعترف انه لم يكن يتوفر على الشروط و المعايير التي تخوله الحصول على الاعتماد الخاص بتوزيع مادة الإسمنت ، و طلب من أعضاء المجلس تأجيل مناقشة القضية بسبب إقتراحه لحل ودي لنزاعه القائم مع شركة لافارج و هذا الإقتراح تم قبوله من طرف ممثلي الشركة المدعى عليها .

- و كرد على هذا الطلب أخذ المجلس علما و طلب من الطرفين موافاته بنسخة عن طلب التأجيل و نسخة عن الإتفاق الودي المزمع إبرامه مع التذكير بوجود القيام بالصلح خارج نطاق المجلس لأنه ليس من صلاحيات مجلس المنافسة أن يؤطر أو يرفع عملية الصلح.

وعلى إثر ذلك قرر المجلس تأجيل النظر في القضية على ضوء المستجدات التي طرأت أثناء الجلسة ، على أن يتم مناقشة مدى تأثير المنافسة و السوق المعنية بحيثيات هذه القضية أثناء الجلسة المقبلة .

- بتاريخ 28 فيفري 2016 تلقى مجلس المنافسة مراسلة من طرف مسير شركة إماكور ممثلها القانوني تتضمن طلب أجل بهدف التسوية تم تسجيلها على مستوى مديرية الإجراءات و متابعة الملفات تحت رقم 05 و مراسلة من محامي شركة لافارج بنفس الموضوع ، سجلت تحت رقم 06 بمديرية الإجراءات و متابعة الملفات.

- واستنادا على المراسلة المودعة بتاريخ 14 أفريل 2016 على مستوى مديرية الإجراءات و متابعة الملفات والمسجلة تحت الرقم 13 و التي تضمنت نسخة عن بروتوكول اتفاق بين شركة لافارج و شركة إماكور و الذي التزمت من خلاله شركة إماكور بوضع حد لنزاعها القائم مع شركة لافارج أمام مجلس المنافسة.

كما ادعت الشركة ذات المسؤولية المحدودة إماكور (SARL IMACOR) التعسف في وضعية الهيمنة من طرف شركة الأسهم لافارج الجزائر (LAFARGE- SPA ALGERIE) و الذي تبين من خلال رفض هذه الأخيرة اعتمادها كزبون و رفض ملفها بحجة أنها لا تستوفي الشروط و المعايير المحددة من طرف الشركة المنتجة للإسمنت.

و عليه :-

من حيث الشكل

قبول الإخطار وفقا لأحكام المادة 44 من الأمر رقم 03-03 المؤرخ في 19 جويلية 2003 المعدل و المتمم، المتعلق بالمنافسة و كذا توفر الصفة و المصلحة لدى المخطر؛

إيداع الإخطار في الأجل المنصوص عليها في المادة 44 فقرة 04 من الأمر رقم 03-03 المؤرخ في 19 جويلية 2003 المعدل و المتمم، المتعلق بالمنافسة.

استيفاء الإجراءات المنصوص عليها في الأمر 03-03 المؤرخ في 19 جويلية 2003، المعدل و المتمم، المتعلق بالمنافسة.

من حيث المضمون

قبول الإخطار كونه يندرج ضمن أحكام الأمر رقم 03-03 المؤرخ في 19 جويلية 2003، المعدل و المتمم ، المتعلق بالمنافسة، لا سيما المواد 7 و 11 منه؛

بعد الاطلاع على الشكوى رقم 2013/51 ، المسجلة بتاريخ 16 أفريل 2013 المودعة من طرف شركة إماكور عن طريق مسيرها، و التي ادعت من خلالها أن شركة لافارج الجزائر تعسفت في و وضعيتها المهيمنة على سوق الاسمنت بالإضافة إلى أنها رفضت اعتمادها كزبون و تزويدها بمادة الاسمنت .

- و اعتبرت المدعية انه لو لم تكن شركة لافارج تتمتع بوضعية الهيمنة على السوق لما استطاعت أن تفرض عليها كل هذه الشروط و ترفض اعتمادها كزبون دون أي مبرر رغم استغائها لكل الشروط.

- بعد التحقيق في القضية من طرف المقرر تيممنت ناصر ، تم إدراج القضية في جدول أعمال مجلس المنافسة لجلسة يومي 29 و 30 سبتمبر من أجل الاستماع للمقرر و ممثلي الأطراف .



قرار رقم 01-2016 الصادر في 18 ماي 2016

القضية رقم 2013/51

الشركة ذات المسؤولية المحدودة « إيماكور » ضد شركة الأسهم « لافارج الجزائر »

المدعية:

- بمقتضى مقرر التعيين تحت رقم 04/م ر / م م / 2013 المؤرخ في 24 أكتوبر 2013 الصادر عن رئيس مجلس المنافسة المتضمن تعيين المقرر تيممنت ناصر للتحري في القضية؛
- بعد الاطلاع على الوثائق المرفقة بالملف؛
- بعد الاستماع إلى المقرر من خلال الجلسة المنعقدة يومي 29 و 30 سبتمبر 2015؛

الشركة ذات المسؤولية المحدودة إيماكور (SARL IMACOR) الكائنة ب: حي النجمة رقم 106 - سيدي الشحمي- وهران

من جهة

المدعى عليها:

- بعد الاطلاع على الملاحظات المتعلقة بالتقرير النهائي من طرف ممثل شركة اماكور بتاريخ 29 أبريل 2015 و المسجلة تحت رقم 44/م ا م م .
- بعد الاطلاع على الملاحظات المتعلقة بالتقرير النهائي من طرف ممثلي شركة لافارج بتاريخ 01 جوان 2015 و المسجلة تحت رقم 47/م ا م م .

شركة الأسهم لافارج الجزائر (LAFARGE-SPA ALGERIE) الكائن مقرها بالمركز التجاري لباب الزوار الطابق السادس - برج 2 بلدية باب الزوار- الجزائر؛

من جهة أخرى

إن مجلس المنافسة

- بعد الاستماع إلى أطراف النزاع في جلسة 24 فيفري 2016 و التي قرر المجلس خلالها تأجيل التداول و إصدار القرار في القضية بسبب المستجدات الحاصلة إلى تاريخ آخر ؛
- بعد التداول في القضية خلال جلسة 18 ماي 2016.

- بعد الاطلاع على الإخطار رقم 51 / 2013 المسجل بتاريخ 16 أبريل 2013 و الذي تقدمت به الشركة ذات المسؤولية المحدودة إيماكور (SARL IMACOR) الكائنة بمدينة وهران، ضد شركة الأسهم لافارج الجزائر (LAFARGE-SPAALGERIE) الكائن مقرها بالمركز التجاري لباب الزوار الطابق السادس - برج 2 بلدية باب الزوار - الجزائر؛

أصدر القرار المؤسس على المعايينات والأسباب الآتي تبيانها :

◀ بتاريخ 16 أبريل 2013، أودعت الشركة ذات المسؤولية المحدودة إيماكور (SARL IMACOR) الكائنة بحي النجمة رقم 106 - سيدي الشحمي - وهران إخطار لدى مجلس المنافسة ضد شركة الأسهم لافارج الجزائر (LAFARGE- SPA ALGERIE) الكائن مقرها بالمركز التجاري لباب الزوار الطابق السادس - برج 2 - بلدية باب الزوار - الجزائر، تدعي من خلاله رفض شركة الأسهم لافارج الجزائر (LAFARGE- SPA ALGERIE) فرع سيق الكائن مقرها بالعنوان السالف الذكر، بيعها الاسمنت الرمادي دون مبرر شرعي و كذا البيع التمييزي اتجاهها؛

- بمقتضى الأمر رقم 03/03 المعدل و المتمم، المؤرخ في 19 جويلية 2003، المعدل و المتمم المتعلق بالمنافسة؛
- بمقتضى المرسوم الرئاسي الصادر في 15 جانفي 2013 المتضمن التعيين في مجلس المنافسة؛
- بمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 11-241، المؤرخ في 10 جويلية 2011، المعدل و المتمم المحدد لتنظيم و سير عمل مجلس المنافسة؛
- بمقتضى القرار رقم 01 المؤرخ في 24 جويلية 2013 الصادر عن مجلس المنافسة، المحدد للنظام الداخلي للمجلس؛

القرارات الصادرة عن
مجلس المنافسة
لسنة 2016

النشرية الرسمية للمنافسة
رقم 12



دليل الإقتراح

يطلب رئيس مجلس قضاء الجزائر الرأي في طلب وقف التنفيذ عندما لا يكون هذا الأخير طرفا في القضية.

النص على إرسال نسخة من الطعن من طرف رئيس مجلس قضاء الجزائر إلى رئيس مجلس المنافسة مبرر، لكن إرسال نسخة إلى الوزير المكلف بالتجارة غير مبرر مادام أن هذا الأخير ليس طرفا في القضية.

المادة السارية المفعول

المادة 70

ترسل القرارات الصادرة عن مجلس قضاء الجزائر و عن المحكمة العليا و عن مجلس الدولة و المتعلقة بالمنافسة إلى الوزير المكلف بالتجارة، و إلى رئيس مجلس المنافسة».

دليل الإقتراح

النص على إرسال نسخة من الطعن من طرف رئيس مجلس قضاء الجزائر إلى رئيس مجلس المنافسة مبرر ، لكن إرسال نسخة إلى الوزير المكلف بالتجارة غير مبرر مادام أن هذا الأخير ليس طرفا في القضية.

الصيغة المقترحة

ترسل القرارات الصادرة عن مجلس قضاء الجزائر و عن المحكمة العليا و عن مجلس الدولة و المتعلقة بالمنافسة إلى رئيس مجلس المنافسة.

الباب الرابع : أحكام انتقالية و ختامية

المادة السارية المفعول

المادة 71

تحصل مبالغ الغرامات والغرامات التهديدية التي يقرها مجلس المنافسة بوصفها ديونا مستحقة للدولة.

دليل الإقتراح

تنص على أن الخزينة العمومية مكلفة بتحصيل مبالغ الغرامات المالية بناء على القرارات التي تتلقاها من طرف مجلس المنافسة. يجب أن يتم وضع هذه المادة ضمن النص وليس في الباب الخاص بالأحكام الانتقالية والختامية.

المادة السارية المفعول

المادتان 72-73

دليل الإقتراح

ليس لهتان المادتان مبرر لبقائهما.

الصيغة المقترحة

نقترح الغائهما.

الصيغة المقترحة

يمكن لرئيس مجلس المنافسة تقديم ملاحظات مكتوبة في آجال يحددها المستشار المقرر. تبلغ هذه الملاحظات إلى أطراف القضية.

المادة السارية المفعول

المادة 68

دليل الإقتراح

بدون تغيير.

الصيغة المقترحة

بدون تغيير.

المادة السارية المفعول

المادة 69

يتم طلب وقف التنفيذ المنصوص عليه في الفقرة 2 من المادة 63 أعلاه، طبقا لأحكام قانون الإجراءات المدنية. يودع صاحب الطعن الرئيسي أو الوزير المكلف بالتجارة طلب وقف التنفيذ و لا يقبل الطلب إلا بعد تقديم الطعن الذي يجب أن يرفق بقرار مجلس المنافسة.

يطلب رئيس مجلس قضاء الجزائر رأي الوزير المكلف بالتجارة في طلب وقف التنفيذ عندما لا يكون هذا الأخير طرفا في القضية.

دليل الإقتراح

النص على إرسال نسخة من الطعن من طرف رئيس مجلس قضاء الجزائر إلى رئيس مجلس المنافسة مبرر ، لكن إرسال نسخة إلى الوزير المكلف بالتجارة غير مبرر مادام أن هذا الأخير ليس طرفا في القضية.

الصيغة المقترحة

يتم طلب وقف التنفيذ المنصوص عليه في الفقرة 2 من المادة 63 أعلاه، طبقا لأحكام قانون الإجراءات المدنية. يودع صاحب الطعن الرئيسي طلب وقف التنفيذ و لا يقبل الطلب إلا بعد تقديم الطعن الذي يجب أن يرفق بقرار مجلس المنافسة.



القضية.
يرسل رئيس مجلس المنافسة ملف القضية، موضوع الطعن، إلى
رئيس مجلس قضاء الجزائر في الآجال التي يحددها هذا الأخير.

دليل الإقتراح

النص على إرسال نسخة من الطعن من طرف رئيس مجلس قضاء
الجزائر إلى رئيس مجلس المنافسة مبرر، لكن إرسال نسخة إلى
الوزير المكلف بالتجارة غير مبرر مادام أن هذا الأخير ليس طرفا
في القضية.

الصيغة المقترحة

بمجرد إيداع الطعن، يرسل رئيس مجلس قضاء الجزائر نسخة منه
إلى رئيس مجلس المنافسة. يقوم هذا الأخير بإرسال ملف القضية
موضوع الطعن إلى رئيس مجلس قضاء الجزائر في الآجال التي
يحددها هذا الأخير.

المادة السارية المفعول

المادة 66

يرسل المستشار المقرر نسخة من جميع المستندات الجديدة المتبادلة
بين أطراف القضية، إلى الوزير المكلف بالتجارة و إلى رئيس
مجلس المنافسة قصد الحصول على الملاحظات المحتملة.

دليل الإقتراح

النص على إرسال نسخة من الطعن من طرف رئيس مجلس قضاء
الجزائر إلى رئيس مجلس المنافسة مبرر، لكن إرسال نسخة إلى
الوزير المكلف بالتجارة غير مبرر مادام أن هذا الأخير ليس طرفا
في القضية.

الصيغة المقترحة

يرسل المستشار المقرر نسخة من جميع المستندات الجديدة المتبادلة
بين أطراف القضية، إلى رئيس مجلس المنافسة قصد الحصول على
الملاحظات المحتملة.

المادة السارية المفعول

المادة 67

يمكن الوزير المكلف بالتجارة و رئيس مجلس المنافسة تقديم
ملاحظات مكتوبة في آجال يحددها المستشار المقرر.
تبلغ هذه الملاحظات إلى أطراف القضية.

الجزائر، في أجل لا يتجاوز خمسة عشر (15) يوما، أن يوقف تنفيذ
التدابير المنصوص عليها في المادتين 45 و 46 أعلاه، الصادرة عن
مجلس المنافسة عندما تقتضي ذلك الظروف أو الوقائع الخطيرة.

دليل الإقتراح

يلاحظ أن طعن الأطراف المعنية يتوقف لدى مجلس قضاء الجزائر
فيما يخص الإخطارات المتعلقة بالممارسات المنافية للمنافسة.
من المناسب لو تم النص على الطعن على مستوى أعلى في السلم
القضائي والمتمثل في المحكمة العليا، وذلك لصالح الأطراف وكذا
لمجلس المنافسة.

و هذا الإجراء معمول به في التشريع الخاص بالإتحاد الأوروبي.

الصيغة المقترحة

تكون قرارات مجلس المنافسة المتعلقة بالممارسات المقيدة للمنافسة
قابلة للطعن أمام مجلس قضاء الجزائر الذي يفصل في المواد التجارية،
من قبل الأطراف المعنية أو من الوزير المكلف بالتجارة في أجل
لا يتجاوز شهرا واحدا ابتداء من تاريخ استلام القرار.

يرفع الطعن في الإجراءات المؤقتة المنصوص عليها في المادة 46
أعلاه من هذا الأمر، في أجل عشرين (20) يوما.

لا يترتب على الطعن لدى مجلس قضاء الجزائر أي أثر موقف
لقرارات مجلس المنافسة. غير أنه يمكن رئيس مجلس قضاء
الجزائر، في أجل لا يتجاوز خمسة عشر (15) يوما، أن يوقف تنفيذ
التدابير المنصوص عليها في المادتين 45 و 46 أعلاه، الصادرة
عن مجلس المنافسة عندما تقتضي ذلك الظروف أو الوقائع الخطيرة.
يمكن للأطراف المعنية و لمجلس المنافسة الطعن في قرارات مجلس
قضاء الجزائر لدى المحكمة العليا.

المادة السارية المفعول

المادة 64

دليل الإقتراح

بدون تغيير.

الصيغة المقترحة

بدون تغيير.

المادة السارية المفعول

المادة 65

بمجرد إيداع الطعن، ترسل نسخة منه إلى رئيس مجلس المنافسة
وإلى الوزير المكلف بالتجارة عندما لا يكون هذا الأخير طرفا في



الصيغة المقترحة

لقد أطلق مجلس المنافسة حديثاً برنامج مطابقة لقواعد المنافسة. و قد تبع هذه المبادرة رد فعل إيجابي من طرف مؤسسات كبرى عمومية و خاصة تنشط في مختلف القطاعات. و لهدف دفع المتعاملين الاقتصاديين للامتثال الطوعي لهذه القواعد يقترح إدراج ضمن الترسنة القانونية المتعلقة بالمنافسة إجراءات تسمح لمجلس المنافسة بتخفيض مبلغ العقوبات بـ 15% بالنسبة للمؤسسات التي ارتكبت مخالفات متعلقة بقانون المنافسة والتي تثبت عن وضع حيز التنفيذ الفعلي لبرنامج المطابقة لقواعد المنافسة. للإشارة فإن هذا النظام الإستثنائي معمول به من طرف معظم سلطات المنافسة (إيطاليا، فرنسا، النمسا، بولونيا، إلخ..).

الصيغة المقترحة

المادة المقترحة

المؤسسات التي ارتكبت مخالفات متعلقة بقانون المنافسة، المنصوص عليها بهذا القانون، يمكن لها أن تستفيد من تخفيض قدره 15% من مبلغ الغرامة المسلطة على هذه المخالفات إذا أثبتت عن تطبيق فعلي لبرنامج مطابقة لقواعد المنافسة.

المادة السارية المفعول

المادتان 61-62

دليل الإقتراح

بدون تغيير.

الصيغة المقترحة

بدون تغيير.

الفصل الخامس : إجراءات الطعن في قرارات مجلس المنافسة

المادة السارية المفعول

المادة 63

تكون قرارات مجلس المنافسة المتعلقة بالممارسات المقيدة للمنافسة قابلة للطعن أمام مجلس قضاء الجزائر الذي يفصل في المواد التجارية، من قبل الأطراف المعنية أو من الوزير المكلف بالتجارة في أجل لا يتجاوز شهرا واحدا ابتداء من تاريخ إستلام القرار.

يرفع الطعن في الإجراءات المؤقتة المنصوص عليها في المادة 46 أعلاه من هذا الأمر، في أجل عشرين (20) يوما.

لا يترتب على الطعن لدى مجلس قضاء الجزائر أي أثر موقف لقرارات مجلس المنافسة. غير أنه يمكن رئيس مجلس قضاء

» عندما ترفض مؤسسة أو منظمة مهنية الإستجابة للإستدعاء أو لطلب المعلومات أو تقديم الوثائق المطلوبة من طرف المقرر ، يمكن لمجلس المنافسة ، إستنادا لتقرير المقرر، إقرار غرامة مالية . مبلغ الغرامة لا يتجاوز مليونين دينار (2.000.000 دج) .»

المادة السارية المفعول

المادة 60

يمكن لمجلس المنافسة أن يقرر تخفيض مبلغ الغرامة أو عدم الحكم بها على المؤسسات التي تعترف بالمخالفات المنسوبة إليها أثناء التحقيق في القضية، و تتعاون في الإسراع بالتحقيق فيها وتتعهد بعدم ارتكاب المخالفات المتعلقة بتطبيق أحكام هذا الأمر.

لا تطبق أحكام الفقرة الأولى أعلاه، في حالة العودة مهما تكن طبيعة المخالفات المرتكبة.

دليل الإقتراح

إعفاء المؤسسات التي لا تنكر المأخذ التي تم إبلاغها بها يبدو أنه مبالغ فيه، علما أن مجلس المنافسة في هذه المرحلة من التحري قد أثبت وجود المخالفة .

في التشريع المقارن، تطبيق هذا الإجراء لا يمكن بأي حال من الأحوال منح الإعفاء الكلي للمؤسسة المخالفة وإنما تستفيد من تخفيض الغرامة و ليس الإعفاء الكلي.

التعهدات المقدمة من طرف الأطراف و التي قبل بها مجلس المنافسة لا يمكن أن تبقى مجرد وعود باحترام قواعد المنافسة في المستقبل؛ يجب أن تكون التعهدات هامة ، ذات مصداقية و يمكن التحقق منها.

الصيغة المقترحة

يمكن مجلس المنافسة أن يقرر تخفيض مبلغ الغرامة أو عدم الحكم بها على المؤسسات التي تعترف بالمخالفات المنسوبة إليها أثناء التحقيق في القضية، و تتعاون في الإسراع بالتحقيق فيها وتتعهد بعدم ارتكاب المخالفات المتعلقة بتطبيق أحكام هذا الأمر.

يجب أن تكون التعهدات المتخذة هامة ، ذات مصداقية و يمكن التحقق منها.

المادة 60 (جديدة)

دليل الإقتراح

المادة 60 (جديدة) (الإستدلالات).



المادة السارية المفعول

المادة 55

الصيغة المقترحة
بدون تغيير.المادة السارية المفعول
المادة 59

يمكن لمجلس المنافسة إقرار غرامة لا تتجاوز مبلغ ثمانمائة ألف دينار (800.000 دج) بناء على تقرير المقرر، ضد المؤسسات التي تتعمد تقديم معلومات خاطئة أو غير كاملة بالنسبة للمعلومات المطلوبة أو تنهون في تقديمها، طبقاً لأحكام المادة 51 من هذا الأمر، أو التي لا تقدم المعلومات المطلوبة في الأجل المحددة من قبل المقرر.

يمكن للمجلس أيضاً أن يحكم بغرامة تهديدية لا تقل عن مائة ألف دينار (100.000 دج) عن كل يوم تأخير.

دليل الإقتراح

لم تنص هذه المادة على كل الحالات التي قد تعيق عملية التحري. لذلك نقترح اتمام وتعديل المادة بالشكل التالي :

الصيغة المقترحة

« عندما تتعمد مؤسسة عرقلة عملية التحقيق والتحري أو لا ترد، في الأجل المحددة من طرف المقرر، على طلب المعلومات أو تقدم معلومات غير كاملة أو خاطئة أو تقوم بتقديم وثائق غير كاملة أو مزورة، يمكن لمجلس المنافسة، استناداً لتقرير المقرر، و بعد سماع المؤسسة المخالفة، إقرار غرامة مالية لا تتجاوز ثمانمائة ألف دينار (800.000 دج). يمكن للمجلس أيضاً أن يحكم بغرامة تهديدية لا تقل عن مائة ألف دينار (100.000 دج) عن كل يوم تأخير.»

المادة 59 (جديدة)

دليل الإقتراح

الأمر رقم 03-03 لم ينص على الغرامات التي يمكن أن تسلط على المؤسسات أو المنظمات المهنية التي ترفض الإستجابة للإستدعاء، و طلب المعلومات... إلخ الضرورية لإتمام التحري في القضايا المكلف بها.

لذلك نرى من الضروري إضافة مادة جديدة من أجل معاقبة هذه السلوكات.

يبلغ رئيس المجلس المنافسة التقرير إلى الأطراف المعنية وإلى الوزير المكلف بالتجارة الذين يمكنهم إبداء ملاحظات مكتوبة في أجل شهرين، و يحدد لهم كذلك تاريخ الجلسة المتعلقة بالقضية. يمكن أن تطلع الأطراف على الملاحظات المكتوبة المذكورة في الفقرة الأولى أعلاه، قبل خمسة عشر (15) يوماً من تاريخ الجلسة. يمكن للمقرر إبداء رأيه في الملاحظات المحتملة المكتوبة المذكورة في الفقرة الأولى أعلاه.

دليل الإقتراح

إن تبليغ التقرير المعد من طرف المقرر إلى الوزير المكلف بالتجارة يمكن أن يرهن مبدأ الإستقلالية الممنوحة لمجلس المنافسة، ضف إلى ذلك أن الأمر المتعلق بالمنافسة قد نص على طرق الطعن لدى الجهات القضائية المختصة. إضافة إلى ذلك تجدر الإشارة إلى أن الفقرة الأخيرة يمكن تعديلها على الشكل التالي : « يمكن للمقرر إبداء رأيه، أمام هيئة المجلس، في الملاحظات المحتملة المكتوبة المذكورة في الفقرة الأولى أعلاه و ذلك قبل عملية المداولة.»

الصيغة المقترحة

يبلغ رئيس المجلس المنافسة التقرير إلى الأطراف الذين يمكنهم إبداء ملاحظات مكتوبة في أجل شهرين، و يحدد لهم كذلك تاريخ الجلسة المتعلقة بالقضية. يمكن أن تطلع الأطراف على الملاحظات المكتوبة المذكورة في الفقرة الأولى أعلاه، قبل خمسة عشر (15) يوماً من تاريخ الجلسة. يمكن للمقرر إبداء رأيه، أمام هيئة المجلس، في الملاحظات المحتملة المكتوبة المذكورة في الفقرة الأولى أعلاه و ذلك قبل عملية المداولة.

الفصل الرابع : العقوبات المطبقة على الممارسات

المنافسة للمنافسة و التجميعات

المادة السارية المفعول

المواد 56-57-58

دليل الإقتراح

بدون تغيير.



دليل الإقتراح

لم يتم توضيح دور المقرر العام على هذا المستوى .
ملاحظات الوزير المكلف بالتجارة يمكنها ترهن مبدأ الإستقلالية
الممنوحة لمجلس المنافسة، صف إلى ذلك أن الأمر المتعلق بالمنافسة
قد نص على طرق الطعن لدى الجهات القضائية المختصة.
إن عبارة « الأطراف المعنية » تحتاج إلى توضيح و تدقيق.

الصيغة المقترحة

يحرر المقرر تقريراً أولياً، مصادق عليه من طرف المقرر العام،
يتضمن عرض الوقائع و كذا المآخذ المسجلة. يبلغ رئيس المجلس
التقرير إلى الأطراف المعنية الذين يمكنهم إبداء ملاحظات مكتوبة
في أجل لا يتجاوز ثلاثة (3) أشهر.

المادة السارية المفعول

المادة 53

دليل الإقتراح

بدون تغيير.

الصيغة المقترحة

بدون تغيير.

المادة السارية المفعول

المادة 54

يقوم المقرر عند اختتام التحقيق بإيداع تقرير معلل لدى مجلس
المنافسة يتضمن المآخذ المسجلة ، ومرجع المخالفات المرتكبة و
إقتراح القرار وكذا، عند الإقتضاء، إقتراح تدابير تنظيمية طبقاً
لأحكام المادة 37 أعلاه.

دليل الإقتراح

- دور المقرر العام لم يتم توضيحه.
- المقرر يودع تقريره لدى رئيس مجلس المنافسة.

الصيغة المقترحة

يقوم المقرر عند اختتام التحقيق بإيداع تقرير معلل، مصادق عليه
من طرف المقرر العام يتضمن المآخذ المسجلة، ومرجع المخالفات
المرتكبة و إقتراح القرار وكذا، عند الإقتضاء، إقتراح تدابير تنظيمية
طبقاً لأحكام المادة 37 أعلاه.

النشاط المهني ، كما يمكنه أخذ و طلب الدفاتر المحاسبية و الفواتير و
كل الوثائق الأخرى ذات الطابع المهني و أخذ نسخة منها. كما يمكنه
الحصول، في عين المكان أو عن طريق الإستدعاء، المعلومات و
التبريرات الضرورية للتحقيق أو للقضايا التي تم تكليفه بالتحري
فيها. ويحدد الأجل التي يجب أن تسلّم له فيها هذه المعلومات.
و في كل الحالات، يجب على المقرر أن يقدم لمسؤول المؤسسة
أو لشاغل المكان أو لممثليهم الأمر بالمهمة الذي على أساسه كلف
بعملية التفتيش.

المادة 51 (جديدة)

دليل الإقتراح

لا يمكن إجراء عمليات التفتيش داخل مقرات المؤسسات و المنظمات
المهنية و القيام بحجز الوثائق من طرف المقررين إلا تحت رقابة
القاضي و هذا من أجل تجنب التعدي على حقوق الأشخاص
الطبيعيين و المعنويين المذكورين أعلاه.

الصيغة المقترحة

لا يمكن لمقرري مجلس المنافسة إجراء عمليات التفتيش في الأماكن
المخصصة لمزاولة النشاط المهني الخاصة بالمؤسسات و المنظمات
المهنية و القيام بعمليات حجز الوثائق إلا بعد الحصول على رخصة
من المحكمة المختصة إقليمياً.

إذا كان من الضروري القيام بالتحقيق داخل محلات تقع في أماكن
مختلفة تابعة إلى محاكم ذات إختصاص إقليمي مختلف في هذه
الحالة يكفي الحصول على ترخيص واحد من إحدى المحاكم.
يتم إجراء عمليات التفتيش و الحجز تحت رقابة القاضي الذي منح
الترخيص لها.

يقوم القاضي بتعيين ضابط او عدة ضباط الشرطة القضائية يكفون
بالمشاركة في هذه العمليات و تزويده بالمعلومات الخاصة بمجريات
العملية إذا كان ذلك ضروري.

المادة السارية المفعول

المادة 52

يحرر المقرر تقريراً أولياً يتضمن عرض الوقائع و كذا المآخذ
المسجلة. و يبلغ رئيس المجلس التقرير إلى الأطراف المعنية، و إلى
الوزير المكلف بالتجارة و كذا إلى جميع الأطراف ذات المصلحة،
الذين يمكنهم إبداء ملاحظات مكتوبة في أجل لا يتجاوز ثلاثة (3)
أشهر.



في الوقت المناسب من أجل طلب التعويض عن الضرر الذي لحق به. وبالشكل الذي تم تحرير به هذه المادة فإن العلاقة السلمية بين المقرر العام والمقررين و مهام كل طرف، في ما يخص التحقيقات و التحري في الملفات، لم يتم توضيحها. بالإضافة إلى مهامه المرتبطة بوظيفته فعلى المقرر العام أن يكلف بمراقبة أعمال المقررين. إن عبارة « التنسيق » المستعملة في هذه المادة و المتعلقة بالتحقيق في القضايا يمكن أن تخلق لبس. لذلك نقترح تعويضها بعبارة « بعد رأي سلطة الضبط المعنية ».

الصيغة المقترحة

- يقوم رئيس مجلس المنافسة بعد فحص الإخطارات بإعطائها إلى المقرر العام من أجل التحري فيها.
- يقوم المقرر العام بتعيين مقرر أو أكثر من أجل فحص القضية.
- إذا ارتأوا عدم قبولها طبقاً لأحكام المادة 44 من هذا الأمر ، فإنهم يعلموا بذلك رئيس مجلس المنافسة برأي معلل في مدة لا تتجاوز 30 يوم.
- يقوم المقرر العام بالتنسيق و متابعة و مراقبة أعمال المقررين .
- نقترح إلغاء الفقرة الأخيرة.

المادة السارية المفعول

المادة 51

يمكن المقرر القيام بفحص كل وثيقة ضرورية للتحقيق في القضية المكلف بها دون أن يمنع من ذلك بحجة السر المهني. ويمكنه أن يطالب باستلام أية وثيقة حيثما وجدت ومهما تكن طبيعتها وحجز المستندات التي تساعده على أداء مهامه. و تضاف المستندات المحجوزة إلى التقرير أو ترجع في نهاية التحقيق. يمكن أن يطلب المقرر كل المعلومات الضرورية لتحقيقه من أي مؤسسة أو أي شخص آخر. ويحدد الأجل التي يجب أن تسلّم له فيها هذه المعلومات.

الصيغة المقترحة

من أجل أداء مهامه المحددة في هذا القانون ، يمكن لمجلس المنافسة القيام بكل عمليات التفتيش اللازمة لدى المؤسسات ، جمعيات المؤسسات المعنية و المنظمات المهنية . يمكن لمقرر المجلس، دون أن يمنع من ذلك بحجة السر المهني ، أن يلج إلى كل الأماكن ، أراضي أو وسائل النقل المستعملة لمزاولة

المنافسة للمنافسة : المعاينة ، التحقيق، التحري و اتخاذ القرار إلى مجلس المنافسة.

كيفية المراقبة و معاينة المخالفات التي يقوم بها مقرر مجلس المنافسة تفضي إلى تحرير تقارير (أولي ونهائي) هي خاضعة إلى إجراءات الاستماع الحضور في حين أن المحاضر الرسمية المحررة من طرف الأعوان التابعين للأجهزة المذكورة في هذه المادة (أعوان الضرائب، أعوان المراقبة... إلخ) غير خاضعة لهذا الإجراء.

الصيغة المقترحة

يؤهل للقيام بالتحقيقات المتعلقة بتطبيق هذا الأمر و معاينة مخالفة أحكامه المقرر العام و المقررون لدى مجلس المنافسة. يجب أن يؤدي المقرر العام و المقررون المذكورون أعلاه، اليمين طبقاً للتشريع الساري المفعول. يجب على الموظفين المذكورين أعلاه، خلال القيام بمهامهم، و تطبيقاً لأحكام هذا الأمر، أن يبينوا وظيفتهم و أن يقدموا الأمر بالمهمة.

الفصل الثالث : إجراءات التحقيق

المادة السارية المفعول

المادة 50

يحقق المقرر العام و المقررون في القضايا التي يسندها إليهم رئيس مجلس المنافسة.

إذا ارتأوا عدم قبولها طبقاً لأحكام المادة 44 من هذا الأمر، فإنهم يعلموا بذلك رئيس مجلس المنافسة برأي معلل.

يقوم المقرر العام بالتنسيق و المتابعة و الإشراف على أعمال المقررين.

يتم التحقيق في القضايا التابعة لقطاعات نشاط موضوعة تحت رقابة سلطة ضبط بالتنسيق مع مصالح السلطة المعنية.

دليل الاقتراح

لم تحدد أحكام هذه المادة المدة القصوى لمعالجة القضايا التي يقرر فيه المجلس عدم قبولها.

هذا النسيان يمكن أن يلحق ضرراً لأصحاب الدعاوى التي تكون من اختصاص هيئات أخرى (القضاء، الإدارات... إلخ)، فصاحب الدعوى يمكن أن يضيع فرصة إخطار الجهات القضائية المختصة



الصيغة المقترحة

بدون تغيير.

المادة السارية المفعول

المادة 49 مكرر

«علاوة على ضباط و أعوان الشرطة القضائية المنصوص عليهم في قانون الإجراءات الجزائية، يؤهل للقيام بالتحقيقات المتعلقة بتطبيق هذا الأمر و معاينة مخالفة أحكامه، الموظفون الآتي ذكرهم: - المستخدمون المنتمون إلى الأسلاك الخاصة بالمراقبة التابعون للإدارة المكلفة بالتجارة؛

- الأعوان المعنويون التابعون لمصالح الإدارة الجبائية؛

- المقرر العام و المقررون لدى مجلس المنافسة .

يجب أن يؤدي المقرر العام و المقررون المذكورون أعلاه، اليمين في نفس الشروط و الكيفيات التي تؤدي بها من طرف المستخدمين المنتمين إلى الأسلاك الخاصة بالمراقبة التابعين للإدارة المكلفة بالتجارة و أن يفوضوا بالعمل طبقاً للتشريع المعمول به.

يجب على الموظفين المذكورين أعلاه، خلال القيام بمهامهم، و تطبيقاً لأحكام هذا الأمر، أن يبينوا وظيفتهم و أن يقدموا تفويضهم بالعمل.

تتم كيفيات مراقبة و معاينة المخالفات المنصوص عليها بموجب هذا الأمر طبقاً لنفس الشروط والأشكال التي تم تحديدها في القانون رقم 02-04 المؤرخ في 23 جوان 2004 الذي يحدد القواعد المطبقة على الممارسات التجارية و نصوصه التطبيقية».

دليل الإقتراح

لقد تمت اضافة هذه المادة سنة 2008 بعد تعديل الأمر 03-03 المؤرخ في 2003/07/19 حيث تسببت هذه المادة في الخلط بين قانون المنافسة و القانون المتعلق بقواعد الممارسات التجارية. ان الهدف من الغاء الأمر 06-95 المؤرخ في 1995/01/25 المتعلق بالمنافسة و تعويضه بالأمر 03-03 المؤرخ في 2003/07/19 هو الفصل بين المجالين المذكورين .

لذلك وبالرجوع إلى النماذج الدولية في هذا المجال ، فان الأمر 03-03 المؤرخ في 2003/07/19 انشأ مجلس المنافسة كسلطة المنافسة وحيدة مجهزة بمصالح التحقيق و التحري و المعاينة خاصة بها.

إن تأهيل أعوان آخرين تابعين لأجهزة إدارية أخرى للتدخل في مجال المنافسة، فإن أحكام هذه المادة سارت عكس اتجاه الممارسة و المقاييس الدولية التي منحت حق تسيير سلسلة معالجة الممارسات

الفائدة التي يجنيها المستهلك و المواطن هي ضمان رؤية إكتشاف أكثر للإتفاقات ومنعها أهم من الفائدة من عقوبة و ردع كل المؤسسات التي شاركت في الإتفاق بما فيها المؤسسة التي أبلغت عنها بواسطة الغرامات.

الصيغة المقترحة

تدرج هذه المادة إجراء العفو الذي لم ينص عليه الأمر 03-03 المؤرخ في 2003/07/19.

على سبيل المقارنة، يجدر التذكير بأن إجراء العفو تم إدراجه في تشريعات الولايات المتحدة الأمريكية، الإتحاد الأوروبي، المغرب، تونس و مصر.

المادة السارية المفعول

المادة 47

«تبلغ القرارات التي يتخذها مجلس المنافسة إلى الأطراف المعنية لتنفيذها عن طريق محضر قضائي.

و ترسل إلى الوزير المكلف بالتجارة.

يجب أن تبين هذه القرارات، تحت طائلة البطلان، أجل الطعن وكذلك أسماء و صفات و عناوين الأطراف التي بلغت إليها. يتم تنفيذ قرارات مجلس المنافسة طبقاً للتشريع المعمول به.»

دليل الإقتراح

إن تبليغ قرارات مجلس المنافسة عن طريق محضر قضائي غير ممكن في كل الحالات بالنظر إلى الاختصاص الاقليمي للمحضرين القضائيين الذي يحدد كذلك بوسطة الاختصاص الاقليمي للمحكمة في حين ان القضايا التي يخطر بها المجلس تغطي كل التراب الوطني. للتذكير فان المادة 25 من الأمر رقم 06-95 المؤرخ في 1995/01/25 تنص على أن تبليغ قرارات مجلس المنافسة تبليغ للأطراف المعنية عن طريق البريد بوصول استلام.

الصيغة المقترحة

تبلغ قرارات مجلس المنافسة من أجل تنفيذها إلى الأطراف المعنية عن طريق لبريد بوصول استلام.

المادة السارية المفعول

المادتان 48-49

دليل الإقتراح

بدون تغيير.



عند اتخاذ القرار يمكن لمجلس المنافسة، في حالة احترام الشروط التي وضعها، منح إعفاء من العقوبة يتناسب و المساهمة المقدمة من أجل إثبات المخالفة.

إن المؤسسة أو المنظمة التي تتبنى المسعى المنصوص عليه في المادة 46 مكرر ترأسل في هذا الشأن المقرر العام للمجلس. مسعى إجراء العفو يكون عن طريق إرسال طرد عن طريق البريد أو بشكل شفهي و في هذه الحالة يدون المقرر العام كتابيا تاريخ طلب مسعى العفو .

كما أن تصريح ممثل المؤسسة أو المنظمة يحزر في محضر رسمي و في أقرب الأجال.

يقوم المقرر المكلف بالقضية بتقديم إقتراحه في ما يخص الإعفاء الذي يمكن أن يمنح للمؤسسة و يحدد الشروط التي يجب أن تتوفر للإستفادة من الإعفاء من أجل السماح لمجلس المنافسة وضعها في الرأي المتعلق بالعفو.

يرسل التقرير إلى أعضاء المجلس ، المؤسسة أو المنظمة المعنية على الأقل قبل 3 أسابيع من تاريخ الجلسة.

دليل الإقتراح

يمكن لمجلس المنافسة قبول منح إعفاء كلي أو جزئي للعقوبات المالية المسلطة على المؤسسة أو المنظمة (فيما يلي « المؤسسة ») التي شاركت في إبرام إتفاق إذا ساهمت هذه الأخيرة و تعاونت بشكل فعال في إثبات وجود هذا الإتفاق.

المخالفات المعنية هي الإتفاقات و الكارتلات بين المؤسسات التي تهدف إلى تحديد الأسعار ، حصص الإنتاج أو البيع و تقسيم السوق لاسيما في مجال الصفقات العمومية أو أي فعل مناف للمنافسة مشابه تتبناه مؤسسات متنافسة.

هذه المخالفات تلم بكل توقعات المادة 6 من الأمر 03-03 المؤرخ في 2003/07/19 المعدل و المتمم و المتعلق بالمنافسة.

يجب على المشرع أن يعتقد أن من المصلحة الإقتصادية العامة و من مصلحة المستهلك أن تمنح معاملة تفضيلية للمؤسسات التي تبلغ مجلس المنافسة عن وجود إتفاقات و تساهم بشكل فعال في إثبات وجودها و القضاء عليها .

إن هذه الإتفاقات تلحق ضررا كبيرا بالإقتصاد الوطني و كذا بالقدرة الشرائية للمستهلك خاصة إذا أدت إلى الإرتفاع المصطنع للأسعار أو الحد من العرض في السوق و تضع المؤسسات في منأى من الضغط الذي من المفروض أن يمارسه باقي المنافسين.

لهذا نقترح تمديد آجال التقادم من 3 سنوات إلى 5 سنوات كما هو العمل به دوليا.

الصيغة المقترحة

« يمكن أن تخطر الحكومة مجلس المنافسة ».

تعديل الفقرة الأخيرة بالشكل التالي :

« لا يمكن أن ترفع إلى مجلس المنافسة الدعاوى التي تجاوزت مدتها خمس (5) سنوات إذا لم يحدث بشأنها أي بحث أو معاينة أو عقوبة ».

المادة السارية المفعول

المادة 45

دليل الإقتراح

بدون تغيير.

الصيغة المقترحة

بدون تغيير.

المادة السارية المفعول

المادة 46

دليل الإقتراح

بدون تغيير.

الصيغة المقترحة

بدون تغيير.

المادة 46 (جديدة)

إعفاء كلي أو جزئي للعقوبات المالية يمكن أن تمنح للمؤسسة أو الجمعية المهنية والتي قامت بمعبة أطراف أخرى بممارسة محظورة بنص المادة 6 إذا ساهمت و تعاونت بشكل فعال في إثبات وجود الفعل المحظور و الكشف عن هوية الأطراف المشاركة فيه بتقديم كل المعلومات و الوثائق التي لم تكن بحوزة مجلس المنافسة أو الإدارة من قبل.

تبعاً لمسعى المؤسسة أو المنظمة فان مجلس المنافسة، و بطلب من المقرر العام أو الوزير المكلف بالتجارة، يتبنى رأياً في هذا الشأن (العفو). في هذا الراي يحدد المجلس الشروط التي يجب ان تتوفر حتى يقبل بإجراء العفو. يرسل هذا الراي إلى المؤسسة او المنظمة المعنية .



بعد إنقضاء هذا الأجل و في حالة عدم تلقي أي رد من سلطة الضبط المعنية فان مجلس المنافسة يصدر قراره دون الاخذ برأي سلطة الضبط .»

المادة السارية المفعول

المواد 40-41-42-43

دليل الإقتراح

بدون تغيير.

الصيغة المقترحة

بدون تغيير.

المادة السارية المفعول

المادة 44

« يمكن أن يخطر الوزير المكلف بالتجارة مجلس المنافسة.

و يمكن المجلس أن ينظر في القضايا من تلقاء نفسه أو بإخطار من المؤسسات أو بإخطار من الهيئات المذكورة في الفقرة 2 من المادة 35 من هذا الأمر، إذا كانت لها مصلحة في ذلك.

ينظر مجلس المنافسة إذا كانت الممارسات و الأعمال المرفوعة إليه تدخل ضمن إطار تطبيق المواد 6 و 7 و 10 و 11 و 12 أعلاه، أو تستند على المادة 9 أعلاه.

يمكن أن يصرح المجلس بموجب قرار معلل بعدم قبول الإخطار إذا ما ارتأى أن الوقائع المذكورة لا تدخل ضمن اختصاصه أو غير مدعمة بعناصر مقنعة بما فيه الكفاية.

لا يمكن أن ترفع إلى مجلس المنافسة الدعاوى التي تجاوزت مدتها ثلاث (3) سنوات إذا لم يحدث بشأنها أي بحث أو معاينة أو عقوبة.»

دليل الإقتراح

إن اقتصر إخطار مجلس المنافسة على وزارة التجارة يتناقض و أحكام المادة 35 التي تعطي هذه الامكانية إلى الحكومة و بالتالي إلى جميع الوزارات.

وما يؤيد ذلك مهام مجلس المنافسة ذات الطابع الشمولي والتي تمس كل الأنشطة الاقتصادية.

إن تحديد آجال التقادم بثلاثة سنوات لا يتناسب مع طبيعة وحجم الآثار الضارة الناجمة عن الممارسات المنافية للمنافسة على المستهلكين والاقتصاد بشكل عام على حد سواء.

الصيغة المقترحة

«يجب على مجلس المنافسة إبلاغ المحاكم المختصة، استنادا على تقرير المقرر، عن الأفعال التي تمت الإشارة إليها خلال ممارسة مهامه المتعلقة بالتحقيق و التحري لاسيما إذا تعلق الأمر ب :

- التهديد و كل عبارات الشتم و الإهانة و كل ما يمس بالكرامة ؛
- كل أشكال العنف اللفضي و الجسدي الممارس ضدهم أثناء أداء مهامهم والذي قد يسبب لهم أضرار جسدية أو معنوية؛

- عرقلة أداء المهام التي تفضي إلى إتلاف الوثائق والأدلة قصد عرقلة سير العدالة ، حسب المدة من ثلاثة أشهر إلى ثلاث سنوات و غرامة مالية قدرها من 1.000 إلى 10.000 دج (المادة 43 من قانون العقوبات)؛

- كل شخص طبيعي ساهم شخصيا بصفة احتيالية في تنظيم الممارسات المنافية للمنافسة و في تنفيذها.

- وجود أفعال و وقائع لها علاقة مباشرة بالمخالفات سواء أثناء البحث و ملاحظة أو معاقبة الممارسات المنافية للمنافسة.»

المادة السارية المفعول

المادة 39

«عندما ترفع قضية أمام مجلس المنافسة تتعلق بقطاع نشاط يدخل ضمن اختصاص سلطة ضبط، فإن المجلس يرسل فوراً نسخة من الملف إلى سلطة الضبط المعنية لإبداء الرأي في مدة أقصاها ثلاثون (30) يوماً.

يقوم مجلس المنافسة في إطار مهامه، بتوطيد علاقات التعاون والتشاور و تبادل المعلومات مع سلطات الضبط.»

دليل الإقتراح

لقد كشفت التجربة عن فراغ قانوني في نص هذه المادة، حيث منحت هذه المادة آجال 30 يوم من أجل إبداء الرأي.

ولكن عند تجاوز الآجال و لم يتلق المجلس رأي سلطة الضبط ماذا بإمكانه أن يفعل ؟ هل يصدر قراره دون رأي سلطة الضبط ؟ أم يقوم بغلق ملف القضية نهائيا ؟

هذه المادة لم توضح الأمر.

الصيغة المقترحة

« عندما يخطر مجلس المنافسة عن ممارسة تتعلق بقطاع نشاط يخضع لمراقبة سلطة ضبط فإن المجلس يرسل نسخة من الملف إلى سلطة الضبط المعنية لإبداء الرأي في آجال يحددها دون ان تقل عن ثلاثون (30) يوماً.



تبلغ الجهات القضائية مجلس المنافسة، بناء على طلبه، المحاضر أو تقارير التحقيق ذات الصلة بالوقائع المرفوعة إليه.»

دليل الإقتراح

أحكام هذه المادة لم تستبعد إرسال الوثائق من طرف مجلس المنافسة التي تم جمعها في حالة عملية طلب العفو من المؤسسة المخالفة.

وعليه نقترح اتمامها و تعديلها بالشكل التالي:

من جهة اخرى تجدر الاشارة إلى أن إجراء طلب العفو لم يتم النص عليها في الأمر 03-03 المؤرخ في 2003/07/19 و أن مجلس المنافسة اقترح إدراجها في التشريع المتعلق بالمنافسة عملية التعديل التي اقترحت على وزير التجارة بتاريخ 2016/05/09 .

الصيغة المقترحة

- يمكن للجهات القضائية أن تستشير مجلس المنافسة في الممارسات المنافسة للمنافسة التي تمت معابنتها في القضايا التي أخطرت بها. لا يمكن لمجلس المنافسة إبداء رأيه إلا بعد إجراءات الإستماع الحضورى. و في حال ما إذا كانت بحوزته معلومات تم جمعها خلال عملية تحري سابقة فيإمكانه إبداء رأيه دون الإلتزام بالإجراء المذكور في هذا النص.

- يمكن لمجلس المنافسة إرسال كل العناصر التي بحوزته و الخاصة بالممارسات المنافسة للمنافسة المعنية ، باستثناء الوثائق التي تم تحريرها أو جمعها طبقا لأحكام المادة المتعلقة بطلب العفو (clémence)، إلى كل الجهات القضائية التي تستشيرها أو تلك التي تطلب منه تقديم وثائق بحوزة أحد أطراف النزاع. و بنفس الحدود يمكنه القيام بذلك أيضا عند تقديم ملاحظات بمبادرة منه لدى إحدى الجهات القضائية.

- يتم تعليق التقدّم ، عند الاقتضاء، اثناء استشارة المجلس.

- يمكن نشر رأي المجلس بعد عدم التأسيس أو الحكم.»

المادة 38 (جديدة)

دليل الإقتراح

إن الأمر رقم 03-03 لم ينص على إلزام مجلس المنافسة على إبلاغ الهيئات القضائية المختصة عن الافعال ذات الطابع الاجرامى و التي يمكن اكتشافها من خلال ممارسة مهامه.

لذلك نقترح إدراج مادة جديدة في هذا الشأن.

- وضع رسوم حصرية في بعض المناطق أو النشاطات ؛
- فرض شروط خاصة لممارسة نشاطات الإنتاج و التوزيع و الخدمات؛

- تحديد ممارسات موحدة في ميدان شروط البيع .»

دليل الإقتراح

كما كان معمول به بالمادة 20 من الأمر رقم 06-95، يقترح جعل استشارة مجلس المنافسة من طرف الحكومة إجبارية بالنسبة لمشاريع النصوص التشريعية و التنظيمية ذات الصلة بالمنافسة.

يجب عرض مساعدات و دعم الدولة و الجماعات للمؤسسات على مجلس المنافسة من أجل إبداء راية فيها لأن هذه المساعدات يمكن أن يكون لها تأثير على المنافسة.

و من الضروري أن تمنح هذه المساعدات للمؤسسات دون أي تمييز طبقا لنص المادة 43 من الدستور المعدل سنة 2016.

الصيغة المقترحة

يستشار مجلس المنافسة إجباريا في كل مشروع نص تشريعي وتنظيمي له صلة بالمنافسة أو يدرج تدابير من شأنها لاسيما :

- إخضاع ممارسة مهنة ما أو نشاط ما أو دخول سوق ما، إلى قيود من ناحية الكم؛

- وضع رسوم حصرية في بعض المناطق أو النشاطات ؛

- فرض شروط خاصة لممارسة نشاطات الإنتاج و التوزيع و الخدمات؛

- تحديد ممارسات موحدة في ميدان شروط البيع .»

- منح مساعدات للمؤسسات من طرف الدولة او الجماعات المحلية.

المادة السارية المفعول

المادة 37

دليل الإقتراح

بدون تغيير.

الصيغة المقترحة

بدون تغيير.

المادة السارية المفعول

المادة 38

« يمكن أن تطلب الجهات القضائية رأي مجلس المنافسة فيما يخص معالجة القضايا المتصلة بالممارسات المقيدة للمنافسة كما هو محدد بموجب هذا الأمر. ولا يبدي رأيه إلا بعد إجراءات الإستماع الحضورى، إلا إذا كان المجلس قد درس القضية المعنية.



الصيغة المقترحة

- يتمتع مجلس المنافسة بسلطة اتخاذ القرار والإقتراح وإبداء الرأي بمبادرة منه أو بطلب من الوزراء أو كل طرف آخر معني، بهدف تشجيع وضمان الضبط الفعال للسوق، بأية وسيلة ملائمة، أو اتخاذ القرار في كل عمل أو تدبير من شأنه ضمان السير الحسن للمنافسة.

المادة السارية المفعول

المادة 35

« يبدي مجلس المنافسة رأيه في كل مسألة ترتبط بالمنافسة إذا طلبت الحكومة منه ذلك، ويبدي كل اقتراح في مجالات المنافسة. ويمكن أن تستشيرها أيضا في المواضيع نفسها الجماعات المحلية والهيئات الاقتصادية والمالية والمؤسسات والجمعيات المهنية والنقابية وكذا جمعيات المستهلكين».

دليل الإقتراح

تنص هذه المادة على أن « يبدي مجلس المنافسة رأيه في كل مسألة ترتبط بالمنافسة إذا طلبت الحكومة منه ذلك ». في حين تنص المادة 34 على ان « يتمتع مجلس المنافسة بسلطة اتخاذ القرار والإقتراح وإبداء الرأي بمبادرة منه أو بطلب من الوزير المكلف بالتجارة أو كل طرف آخر معني ».

وهذا ما أدى إلى وجود تناقض بين المادتين 34 و 35 و لذلك نقترح الدمج بينهما.

الصيغة المقترحة

يبدي مجلس المنافسة رأيه في كل مسألة ترتبط بالمنافسة و هذا بمبادرة منه أو بطلب من الحكومة و يبدي كل اقتراح في مجالات المنافسة.

ويمكن أن تستشيرها أيضا في المواضيع نفسها الجماعات المحلية و الهيئات الاقتصادية والمالية و المؤسسات والجمعيات المهنية والنقابية وكذا جمعيات المستهلكين.

المادة السارية المفعول

المادة 36

« يستشار مجلس المنافسة في كل مشروع نص تشريعي وتنظيمي له صلة بالمنافسة أو يدرج تدابير من شأنها لاسيما :
- إخضاع ممارسة مهنة ما أو نشاط ما أو دخول سوق ما، إلى قيود من ناحية الكم؛

صوتا مرجحا. إن المخاطر الناجمة عن الجمع بين صفة الأمر بالصرف وصفة رئيس الهيئة يمكن أن تمس باستقلاليتها واستقلالية الهيئة ككل.

الصيغة المقترحة

- إن ميزانية مجلس المنافسة مسجلة في النفقات المشتركة لميزانية الدولة وذلك طبقا للإجراءات القانونية والتنظيمية السارية المفعول.
- رئيس مجلس المنافسة هو الأمر الرئيسي بالصرف.
- تخضع ميزانية مجلس المنافسة للقواعد العامة للتسيير والمراقبة المطبقة على ميزانية الدولة.

الفصل الثاني : صلاحيات مجلس المنافسة

المادة السارية المفعول

المادة 34

- « يتمتع مجلس المنافسة بسلطة اتخاذ القرار والإقتراح وإبداء الرأي بمبادرة منه أو بطلب من الوزير المكلف بالتجارة أو كل طرف آخر معني، بهدف تشجيع وضمان الضبط الفعال للسوق، بأية وسيلة ملائمة، أو اتخاذ القرار في كل عمل أو تدبير من شأنه ضمان السير الحسن للمنافسة وترقيتها في المناطق الجغرافية أو قطاعات النشاط التي تنعدم فيها المنافسة أو تكون غير متطورة بما فيه الكفاية.
- في هذا الإطار، يمكن مجلس المنافسة اتخاذ كل تدبير في شكل نظام أو تعليمة أو منشور ينشر في النشرة الرسمية للمنافسة المنصوص عليها في المادة 49 من هذا الأمر.
- يمكن أن يستعين مجلس المنافسة بأي خبير أو يستمع إلى أي شخص بإمكانه تقديم معلومات له.
- كما يمكنه أن يطلب من المصالح المكلفة بالتحقيقات الاقتصادية، لا سيما تلك التابعة للوزارة المكلفة بالتجارة إجراء كل تحقيق أو خبرة حول المسائل المتعلقة بالقضايا التي تندرج ضمن اختصاصه».

دليل الإقتراح

- لقد منحت هذه المادة مبادرة طلب اتخاذ القرار والإقتراح وإبداء الرأي لوزير التجارة فقط دون باقي الوزراء.
- وبالنظر إلى الصلاحيات الأفقية التي يتمتع بها مجلس المنافسة والتي تمس عدة قطاعات إقتصادية، يقترح منح مبادرة طلب اتخاذ القرار والإقتراح وإبداء الرأي إلى باقي الوزارات المعنية بترقية المنافسة وضبط السوق.



المادة السارية المفعول

من الضروري التوضيح بأن الأمر يتعلق بجلسات هيئة مجلس المنافسة الذي يجتمع للفصل في القضايا التي أخطر بها المجلس. ومن الضروري أيضا توضيح الصلاحيات المتعلقة بقرارات المجلس واستقلالها عن مصلحة التحري (المقرر العام والمقررين) وهذا، طبقا لمبدأ الفصل بين جهاز التحري عن الجهاز المكلف بتسليط الغرامات الذي يضمن محاكمة عادلة ومنصفة.

المادة 32

«يحدد نظام أجور أعضاء مجلس المنافسة والأمين العام والمقرر العام والمقررين بموجب مرسوم تنفيذي».

دليل الإقتراح

يقترح إضافة «القانون الاساسي» كما مثل ما كان معمول به في نظام الأمر رقم 95-06 الذي منح صفة الوظيفة العليا للدولة لإطارات مجلس المنافسة.

الصيغة المقترحة

إضافة «القانون الاساسي».

المادة السارية المفعول

المادة 33

« تسجل ميزانية مجلس المنافسة ضمن أبواب ميزانية وزارة التجارة، وذلك طبقا للإجراءات التشريعية والتنظيمية المعمول بها. رئيس مجلس المنافسة هو الأمر بالصرف. تخضع ميزانية مجلس المنافسة للقواعد العامة للتسيير والمراقبة المطبقة على ميزانية الدولة».

دليل الإقتراح

- ترهن هذه المادة الاستقلال المالي الممنوح للمجلس المنافسة المنصوص عليه في المادة 23 من الأمر رقم 03-03.
- يجب أن تسجل ميزانية مجلس المنافسة إلى النفقات المشتركة للميزانية الدولية.
- وينبغي أن نذكر بمراسلة رئيس الوزراء بهذا الشأن والذي طلب من جلالها تعديل الأمر رقم 03-03 المؤرخ في 2003/07/19 المعدل والمتمم والمتعلق بالمنافسة من أجل حل مشكل ميزانية مجلس المنافسة نهائيا. (إرسالية رقم DC/PM 213 بتاريخ 2015/02/08).

- كما نذكر ان الأمر 95-06 وكذا الأمر 03-03 منح لرئيس مجلس المنافسة، قبل ان يتم تعديله، صفة الأمر بالصرف الرئيسي. وقد منحت هذه الصفة لرئيس المجلس امكانية تفويض بعض الصلاحيات المتعلقة بالتسيير للأمين العام.
- إن ضرورة تحرير رئيس مجلس المنافسة من بعض مهام التسيير تهدف إلى حمايته، بصفته رئيس هيئة أعضاء مجلس المنافسة يمتلك

الصيغة المقترحة

يقترح السماح من استعمال انابنتين ليكون عدد الأصوات لبلوغ النصاب إما تساوي ثمانية (08) مع تمكين حضور جسدي لستة أعضاء من الهيئة.

يشرف على أعمال مجلس المنافسة الرئيس أو نائب الرئيس الذي يخلفه في حالة غيابه أو حدوث مانع له.

لا يمكن لمجلس المنافسة ان يعقد جلساته الا إذا بلغ النصاب ستة (06) أصوات، أي بخضور شخصي لأربعة (04) من أعضائه على الأقل وإنابنتين تمثيليتين على الأقل.

قرارات هيئة المجلس ليست علنية.

تتخذ قرارات مجلس المنافسة بالأغلبية

البسيطة، وفي حالة تساوي عدد الأصوات يكون صوت الرئيس مرجحا.

المادة السارية المفعول

المادة المواد 29 و 30

دليل الإقتراح

بدون تغيير.

الصيغة المقترحة

بدون تغيير.

المادة السارية المفعول

المادة 31

« يحدد تنظيم مجلس المنافسة وسيره بموجب مرسوم تنفيذي ».

دليل الإقتراح

بدون تغيير.

الصيغة المقترحة

بدون تغيير.



المادة السارية المفعول

المادة 26

يجب ان يكون المقرر العام على الاقل حائز على شهادة الليسانس او الماستر (بكالوريا + 4) وخبرة مهنية مدة سبع (07) سنوات على الأقل تتلاءم مع المهام المخولة لهم طبقا لأحكام هذا الأمر.

يجب أن يكون الأمين العام على الأقل حائز على شهادة الليسانس او الماستر (بكالوريا + 4) وخبرة مهنية مدة سبع (08) سنوات على الأقل في مجال التسيير الإداري الاقتصادي والمالي.

يتلو ممثل الحكومة إقتراحاته ضمن تقرير أمام المجلس و لا يحضر مداولات هذه الهيئة.

الفصل الأول : سير مجلس المنافسة

المادة السارية المفعول

المادة 27

دليل الإقتراح

بدون تغيير.

الصيغة المقترحة

بدون تغيير.

المادة السارية المفعول

المادة 28

«المادة 28. (المادة 14 من القانون رقم 08-12)» يشرف على أعمال مجلس المنافسة الرئيس أو نائب الرئيس الذي يخلفه في حالة غيابه أو حدوث مانع له.

لا تصح جلسات مجلس المنافسة إلا بحضور ثمانية (8) أعضاء على الأقل.

جلسات مجلس المنافسة ليست علنية.

تتخذ قرارات مجلس المنافسة بالأغلبية البسيطة، وفي حالة تساوي عدد الأصوات يكون صوت الرئيس مرجحا.

دليل الإقتراح

يجب توضيح معنى الحضور. هل يتعلق الأمر بالحضور الجسدي، أو أي حال من أحوال الإنابة يتم اقصاؤها، أو أن الأمر يتعلق بنصاب مطلوب وبالتالي فان عدد الأصوات المقدر بثمانية (08) يكون هو فقط المقبول.

حسب رأينا ولغرض السير العادي لجلسات المجلس، يقترح السماح من استعمال انابتين ليكون عدد الاصوات لبلوغ النصاب يساوي ثمانية (08) مع تمكين حضور شخصي لسنة أعضاء من الهيئة.

- يعين لدى مجلس المنافسة أمين عام ومقرر عام وخمسة (05) مقررين، بموجب مرسوم رئاسي.

- يجب أن يكون المقرر العام والمقررون حائزين على الأقل شهادة الليسانس أو شهادة جامعية مماثلة وخبرة مهنية مدة خمس (05) سنوات على الأقل تتلاءم مع المهام المخولة لهم طبقا لأحكام هذا الأمر.

- يعين الوزير المكلف بالتجارة ممثلا دائما له وممثلا مستخلفا له لدى مجلس المنافسة، بموجب قرار، ويشارك في أشغال مجلس المنافسة دون أن يكون لهم الحق في التصويت.

دليل الإقتراح

- يجب ان يكون تعيين الأمين العام والمقررين بموجب مرسوم رئاسي على أساس اقتراح من رئيس مجلس المنافسة.

- يجب التذكير بان المادة 37 من خولت صلاحية تعيين الأمين العام والمقررين إلى رئيس مجلس المنافسة.

- من جهة أخرى، من غير المعقول طلب نفس الكفاءات والشهادات من نفس المستوى بالنسبة للمقرر العام المكلف بالتنسيق والمتابعة والأشرف على أعمال المقررين والمقررين.

هذا التساوي في شروط الالتحاق بالمنصب لا يمكنه أن يكون إلا مصدرا لتبرير المرور من منصب مقرر إلى منصب مقرر عام.

- من جهة أخرى، فعن عدد المقررين لا يجب أن يحدد عن طريق القانون، هي مسألة تتعلق بالتسيير الداخلي للمجلس. بالفعل، فإن تعداد المقررين يشكل متغيرة مرتبطة بعدة عوامل لا سيما كثافة العمل وعدد القضايا الواردة.

تعيين ممثل للوزير المكلف بالتجارة للحضور لاجتماعات مداولات هيئة المجلس (هيئة) يعد خرق لمبدأ استقلالية هذه المؤسسة التي يجب ان تتخذ قراراتها بكل استقلالية بعيدا عن كل الضغوطات.

الصيغة المقترحة

يعين لدى مجلس المنافسة أمين عام ومقرر عام ومقررين، يتم إقتراحهم من طرف رئيس مجلس المنافسة.

يجب أن يكون المقررون حائزين على الأقل شهادة الليسانس أو شهادة جامعية مماثلة وخبرة مهنية مدة خمس (05) سنوات على الأقل تتلاءم مع المهام المخولة لهم طبقا لأحكام هذا الأمر.



وعليه نقترح الديمومة لكل أعضاء الهيئة لتمكينهم من مزاولة مهامهم على أحسن وجه.

الصيغة المقترحة

يتكون مجلس المنافسة من اثني عشر (12) أعضاء معينون شخصيا وينتمون إلى الفئات الآتية:

◀ ثلاثة (03) قضاة منتدبين من المحكمة العليا، مجلس الدولة و مجلس المحاسبة؛

◀ خمسة (05) أعضاء يختارون من ضمن الشخصيات والخبراء الحائزين على الأقل على شهادة الليسانس أو شهادة جامعية ماثلة وخبرة مهنية مدة ثمانية (08) سنوات على الأقل في المجال القانوني و/أو الاقتصادي والتي لها مؤهلات في مجالات المنافسة والتوزيع والاستهلاك وفي مجال الملكية الفكرية؛

◀ ثلاثة (03) أعضاء يختارون من ضمن المهنيين المؤهلين الذين مارسوا نشاطات ذات مسؤولية و الحائزين شهادة جامعية و لهم خبرة مهنية مدة خمس (05) سنوات على الأقل في مجال الإنتاج و التوزيع و الحرف، و الخدمات والمهن الحرة؛

◀ عضو (01) مؤهل مارس بالماضي ضمن جمعيات حماية المستهلكين؛

نائب الرئيس والأعضاء الآخرين لمجلس المنافسة، يتم تعيينهم عن طريق مرسوم رئاسي باقتراح من رئيس مجلس المنافسة.

يعين رئيس مجلس المنافسة عن طريق مرسوم رئاسي.

وتنتهى مهامهم بالأشكال نفسها في الحالات التالية :

1 نهاية العهدة؛

2 الوفاة.

الاستقالة الطوعية التي يجب أن تقدم إلى رئيس مجلس المنافسة، تبقى سارية المفعول إلى غاية استخلاف العضو المستقيل.

3 الاستقالة الطوعية التي يجب أن تقدم لرئيس مجلس المنافسة لا يسري مفعولها إلا بعد تعويض العضو المستقيل.

4 الإستقالة التي يجب أن تتحقق منها هيئة المجلس التي يبلغها إياها رئيس المجلس، تكون حسب الحالات التالية :

◀ مزاولة نشاط أو قبول وظيفة غيرمتجانسة مع وظيفة عضو المجلس.

◀ فقدان الاستمتاع بالحقوق المدنية والسياسية.

5 حدوث طارئ يتعلق بعاقة جسدية او عقلية يمنع بصفة نهائية عضو من مجلس المنافسة من مزاولة مهامه.

6 الاخلال بالواجبات المهنية مثل :

◀ عدم احترام سر القرارات الصادرة خلال المداولات والاجتماعات.

◀ عدم الحضور ثلاث (03) جلسات متتالية للمجلس بدون مبرر شرعي.

يمكن كذلك انهاء مهام عضو بمجلس المنافسة في حالة منع معاينة من طرف هيئة المجلس طبقا للشروط المحددة بالنظام الداخلي للمجلس.

يختار رئيس مجلس المنافسة ضمن أعضاء الفئة الأولى، ونائب الرئيس يتم إختيارهما من ضمن الأعضاء التابعين للفئة الأولى والمبيينين بالمادة 24 أعلاه.

يتم تجديد عهدة أعضاء مجلس المنافسة كل أربعة (04) سنوات في حدود نصف أعضاء كل فئة من الفئات المذكورة في المادة 24 أعلاه.

المادة السارية المفعول

المادة 25

يعين رئيس المجلس ونائبا الرئيس والأعضاء الآخرون لمجلس المنافسة، بموجب مرسوم رئاسي.

وتنتهى مهامهم بالأشكال نفسها.

يختار رئيس مجلس المنافسة من ضمن أعضاء الفئة الأولى، كما يختار نائبا من ضمن أعضاء الفئة الثانية والثالثة على التوالي، والمنصوص عليها في المادة 24 أعلاه؛

يتم تجديد عهدة أعضاء مجلس المنافسة كل أربع (04) سنوات في حدود نصف أعضاء كل فئة من الفئات المذكورة في المادة 24 أعلاه.

دليل الاقتراح

نائب الرئيس يتم إختيارهما ضمن الأعضاء الغير دائمين. هذا يؤدي إلى التفكير إلى استبدال عضو دائم الذي هو رئيس المجلس بعضو غير دائم الذي يمثل جمعية المهنيين أو جمعية حماية المستهلكين. وبناء على تسميته، العضو الغير دائم غير مجبر على الحضور الدائم.

الصيغة المقترحة

يختار رئيس مجلس المنافسة ضمن أعضاء الفئة الأولى، ونائب الرئيس يتم إختيارهما من ضمن الأعضاء التابعين للفئة الأولى والمبيينين بالمادة 24 أعلاه.



دليل الإقتراح

المادة السارية المفعول

المادة 24

يتكون مجلس المنافسة من اثني عشر (12) عضوا ينتمون إلى الفئات الآتية :

◀ ستة (06) أعضاء يختارون من ضمن الشخصيات والخبراء الحائزين على الأقل على شهادة الليسانس أو شهادة جامعية مماثلة وخبرة مهنية مدة ثمانية (08) سنوات على الأقل في المجال القانوني و/أو الاقتصادي والتي لها مؤهلات في مجالات المنافسة والتوزيع والاستهلاك، وفي مجال الملكية الفكرية؛

◀ أربعة (04) أعضاء يختارون من ضمن المهنيين المؤهلين الممارسين أو الذين مارسوا نشاطات ذات مسؤولية والحائزين شهادة جامعية و لهم خبرة مهنية مدة خمس (05) سنوات على الأقل في مجال الإنتاج و التوزيع و الحرف، و الخدمات والمهن الحرة؛

◀ عضوان (02) مؤهلان يمثلان جمعيات حماية المستهلكين؛

يمكن أعضاء مجلس المنافسة ممارسة وظائفهم بصفة دائمة.

دليل الإقتراح

يجب ان يتم إختيار أعضاء مجلس المنافسة حسب خبرتهم وكذا إستقلاليتهم المعنوية. يجب أن يكون رد فعلهم بكل موضوعية ولا يجب أن يمثلوا أو يدافعوا على أية جهة كانت (أحزاب سياسية أو عالم الأعمال). يجب أن يتم تعيينهم بصفة شخصية لنفادي أية وضعية تداخل للمصالح.

من جهة أخرى، فإن إدخال قضاة ضمن تشكيلة هيئة المجلس يعد ضروري، لأن مجلس المنافسة يطبق نفس الإجراءات المعمول بها على مستوى المجالس القضائية وإن قراراته قابلة للطعن أمام مجلس القضاء وكذا أمام مجلس الدولة.

ولهذا، فإن الأمر رقم 95-06 المؤرخ في 25 جانفي 1995 وضمن الفصل 2 المادة 29 قد أدرج ضمن تشكيلة هيئة المجلس خمسة أعضاء (5) من بين الإثني عشر عضوا، يشغلون أو شغلوا مناصب على مستوى المحكمة العليا، في مجالس قضائية أخرى، أو على مستوى مجلس المحاسبة بصفة قاض أو عضو.

وفيما يتعلق بالفقرة الأخيرة التي تنص على « يمكن لأعضاء مجلس المنافسة ممارسة وظائفهم بصفة دائمة » يلتبسها الغموض.

من الضروري التوضيح أن الأعضاء الدائمين للمجلس يزاولون نشاطاتهم بصفة دائمة وأن الأعضاء الغير دائمين يتم إستدعائهم للمشاركة فقط في جلسات مجلس المنافسة.

وضع مجلس المنافسة لدى الوزير المكلف بالتجارة متناقض مع قانونه الأساسي المتمثل في سلطة إدارية مستقلة.

استقلالية هذه الهيئة المكرسة عن طريق المادة 23 والتي دعمت عن طريق المادة 43 من الدستور الذي يشجع ضبط السوق، يمنع الاحتكار والمنافسة الغير نزيهة ويحمي المستهلك.

وعلى هذا الأساس، فإن مجلس المنافسة يتصرف بتفويض من الدولة من أجل إحترام النظام الاقتصادي العام.

مهام مجلس المنافسة عرضية، أو بمعنى آخر تضبط كل النشاطات الاقتصادية بصفة عامة.

منح صفة الإستقلالية الإدارية يهدف إلى تمكين مجلس المنافسة من مزاوله مهامه بكل إستقلالية وبعيدا عن كل الضغوطات التي يمكن أن تنجم عن أطراف أخرى.

إستقلالية هذه الهيئة يقابلها من جهة أخرى عن طريق المسؤوليات المتجدرة في مهامها وكذا في مراقبة الأنشطة الاقتصادية.

يقدم مجلس المنافسة حصيلة نشاطاته إلى المجلس الشعبي الوطني، إلى الحكومة وإلى الراي العام وذلك بإرسال تقرير نشاطه السنوي إلى الهيئات المذكورة أعلاه.

يراقب مجلس المنافسة أيضا من طرف القاضي عن طريق الطعون التي ترفع ضد قراراته أمام مجلس قضاء الجزائر ومجلس الدولة.

مبدأ إستقلالية سلطة المنافسة معترف به ومطبق على المستوى الدولي.

يطرح من جهة أخرى، وضع مجلس المنافسة تحت وصاية رئيس الجمهورية أو على الأقل تحت وصاية الوزير الأول، كما كان الحال من خلال الأمرين رقم 95-06 الملغى و 03-03 قبل تعديله سنة 2008.

للإشارة وعلى سبيل المقارنة، فإن سلطات المنافسة لتونس، مصر والمغرب موضوعه على التوالي تحت وصاية الوزير الأول وكذا الملك.

الصيغة المقترحة

تتشأ سلطة إدارية مستقلة تدعى في صلب النص «مجلس المنافسة» تتمتع بالشخصية القانونية والاستقلال المالي، توضع لدى رئيس الجمهورية (أو الوزير الأول).

يكون مقر مجلس المنافسة في مدينة الجزائر.



◀ رقم أعمال إجمالي بدون رسوم منجز في الجزائر من طرف على الأقل مؤسستين من مجموع المؤسسات أو من مجموعة أشخاص طبيعيين أو معنويين معنيين بالتجميع والذي يفوق المبالغ المحدد عن طريق التنظيم؛

المادة 20

دليل الإقتراح

بدون تغيير.

الصيغة المقترحة

بدون تغيير.

المادة السارية المفعول

المادة 21

يمكن أن ترخص الحكومة تلقائيا، إذا اقتضت المصلحة العامة ذلك، أو بناء على طلب من الأطراف المعنية، بالتجميع الذي كان محل رفض من مجلس المنافسة، وذلك بناء على تقرير الوزير المكلف بالتجارة والوزير الذي يتبعه القطاع المعني بالتجميع.

دليل الإقتراح

تقرير الوزير المكلف بالقطاع المعني بعملية التجميع كاف.

الصيغة المقترحة

يمكن أن ترخص الحكومة تلقائيا، إذا اقتضت المصلحة العامة ذلك، أو بناء على طلب من الأطراف المعنية، بالتجميع الذي كان محل رفض من مجلس المنافسة، وذلك بناء على تقرير الوزير الذي يتبعه القطاع المعني بالتجميع.

المادة السارية المفعول

المادة 22

دليل الإقتراح

بدون تغيير.

الصيغة المقترحة

بدون تغيير.

الباب الثالث : مجلس المنافسة

المادة السارية المفعول

المادة 23

تتشأ سلطة إدارية مستقلة تدعى في صلب النص « مجلس المنافسة » تتمتع بالشخصية القانونية والاستقلال المالي، توضع لدى الوزير المكلف بالتجارة.
يكون مقر مجلس المنافسة في مدينة الجزائر.»

يمكن لمجلس المنافسة أن يرخص بالتجميع أو يرفضه بمقرر معل بعد أخذ رأي الوزير المكلف بالتجارة والوزير المكلف بالقطاع المعني بالتجميع. قرار الترخيص أو رفض التجميع يمكن الطعن فيه أمام مجلس الدولة من طرف الأطراف في حال الرفض ومن طرف أطراف أخرى متضررة من هذه العملية.

المادة السارية المفعول

المادة 19

يمكن لمجلس المنافسة أن يرخص بالتجميع أو يرفضه بمقرر معل بعد أخذ رأي الوزير المكلف بالتجارة والوزير المكلف بالقطاع المعني بالتجميع.

ويمكن أن يقبل مجلس المنافسة التجميع وفق شروط من شأنها تخفيف آثار التجميع على المنافسة. كما يمكن المؤسسات المكونة للتجميع أن تلتزم من تلقاء نفسها بتعهدات من شأنها تخفيف آثار التجميع على المنافسة.
يمكن الطعن في قرار رفض التجميع أمام مجلس الدولة.

دليل الإقتراح

بما أن مهام مجلس المنافسة عرضية، فإن ترخيص أو رفض التجميعات يجب أن تأخذ من قبل مجلس المنافسة بعد أخذ رأي الوزير المكلف بالقطاع المعني.

إمكانية الطعن في قرار مجلس المنافسة يجب أن تكون متاحة للأطراف المعنية ليس فقط في حال رفض التجميع، وإنما أيضا للأطراف الأخرى المتضررة (منافسين، مستهلكين...) في حال قبول عملية التجميع.

وعليه، فإنه لا يجب حصر الطعن إلا في القرار الخاص برفض التجميع.

الصيغة المقترحة

يمكن لمجلس المنافسة بعد أخذ رأي الوزير المكلف بالقطاع المعني بعملية التجميع، قبول أو رفض التجميع. هذا القرار يمكن أن يطعن فيه أمام مجلس الدولة من طرف الأطراف المعنية والأطراف الأخرى ذات صلة بنفس العملية.



دليل الإقتراح

التبليغ يمكن أن تتخذ بمجرد أن الطرف أو الأطراف المعنية بإمكانها تقديم مشروع مقبول إلى حد بعيد للسماح في الشروع في عملية التحري في الملف لا سيما عندما يتم إبرام العقد المبدئي، توقيع رسالة نوايا أو الإعلان عن مناقصة عمومية للشراء أو البيع.

الخط بين الممارسات المقيدة للمنافسة والممارسات المنافية للمنافسة قد تم التطرق اليه في المادة الأولى من الأمر رقم 03-03 المؤرخ في 19-07-2003.

الصيغة المقترحة

المادة السارية المفعول

تعتبر الممارسات المنصوص عليها في المواد 6 و 7 و 10 و 11 / **المادة 18**

تطبق أحكام المادة 17 أعلاه، كلما كان التجميع يرمي إلى تحقيق حد يفوق 40% من المبيعات أو المشتريات المنجزة في سوق معينة.

و12، أعلاه ممارسات منافية للمنافسة.

ينبغي تصحيح هذه المادة.

الفصل الثالث : التجميعات الاقتصادية

المادة السارية المفعول

المواد 15 و 16

دليل الإقتراح

- تحديد سقف 40%، هل هي من حيث الأصول أو من حيث القيمة، تعريف لمعنى السوق وكذا لتحديده. (تبقى القيمة أكثر دلالة من النسبة).

بدون تغيير.

- استعمال مؤشر النسبية (%) لتحديد المشتريات أو المبيعات لا يسمح بمعرفة إن كانت هذه الأخيرة مقيمة ماديا (بالحجم) أو تقييمية (دينار).

الصيغة المقترحة

بدون تغيير.

وعليه، يقترح تغيير معيار التبليغ على أساس حصص السوق عوض رقم الأعمال.

المادة السارية المفعول

المادة 17

التجربة على المستوى المقارن بينت أن المعيار الأول يبقى غير مؤكد قانونيا وغير فعال.

كل تجميع من شأنه المساس بالمنافسة، ولا سيما بتعزيز وضعية هيمنة مؤسسة على سوق ما، يجب أن يقدمه أصحابه إلى مجلس المنافسة الذي يبت فيه في أجل ثلاثة (3) أشهر.

بالفعل، تحديد حصص السوق يفترض مسبقا تعريف الأسواق المعنية بالعملية، والذي يشكل غالبا مصدر الاختلاف بين المؤسسات وسلطة المنافسة.

دليل الإقتراح

المؤسسات لديها إتجاه يميل إلى توسيع هذا المفهوم لتميع حصتهم السوقية وبالتالي عدم تقديم الطلب للمراقبة. أما الآخرين يحاولون بقدر الإمكان الحد من دائرة هذا السوق لتعريف القوة الاقتصادية للمؤسسات المعنية.

الأطراف أصحاب التجميع يمكنهم اعتبار ان المؤسسة الجديدة المنشأة لا تمس بالمنافسة أو لا تعزز وضعية هيمنتها على السوق وعليه يمكن أن تعفى من إلزامية تقديم مشروع التجميع إلى مجلس المنافسة مع تبرير عدم قدرتهم من تقييم «درجة المساس بقانون المنافسة».

لهذا السبب تمسك سلطات المنافسة على معيار رقم الأعمال الذي يسمح بالتبليغ الأوتوماتيكي لعمليات التجميع التي تفوق رقم الأعمال المحدد.

في الواقع، الأمر يرجع لمجلس المنافسة في تقدير، لاسيما على المستوى التقني، الآثار الحقيقية أو المستقبلية على المنافسة لمشروع تجميع وبالتالي دراسة كل الإجراءات المتخذة في هذا الصدد من طرف المؤسسة.

الصيغة المقترحة

تطبق أحكام المادة 17 أعلاه، كلما كان التجميع يرمي إلى تحقيق :

◀ رقم أعمال عالمي إجمالي بدون رسوم لمجموع المؤسسات أو مجموع الأشخاص الطبيعيين أو المعنويين المعنيين بعملية التجميع يفوق المبلغ محددة عن طريق التنظيم؛

الصيغة المقترحة

عملية التجميع يجب أن تبلغ إلى مجلس المنافسة قبل تنفيذها. عملية



- إن مفهوم الإستثناء مثل ما هو معمول به في الدول المتطورة يرمي إلى فكر القيمة المضافة والحصول على الخبرة الناجمة على العموم من حقوق الملكية الفكرية أو الصناعية التي تبرر هذا الإستثناء.
- وعليه، فإن الإستثناء يعبر على مستوى عالٍ لنمط تنظيمي لعملية التوزيع. فالمؤسسات الجزائرية مدعوة لتطوير وتطبيق التقنيات الحديثة المتعلقة بتنظيم شبكاتها للتوزيع والتحكم في قانون العقود.
- منع الإستثناء يؤدي إلى التراجع عن اعتماد مستوي عالٍ من التنظيم المتعلق بالتوزيع.

من جهة أخرى، تكون هذه المادة مناقضة للمادة 36 من نفس الأمر والتي تنص على: « يستثنى مجلس المنافسة في كل مشروع نص تشريعي وتنظيمي له صلة بالمنافسة أو يدرج تدابير من شأنها لاسيما: ◀ إخضاع ممارسة مهنة ما أو نشاط ما أو دخول سوق ما، إلى قيود من ناحية الكم؛

◀ وضع رسوم حصرية في بعض المناطق أو النشاطات؛

◀ فرض شروط خاصة لممارسة نشاطات الإنتاج

والتوزيع والخدمات؛

◀ تحديد ممارسات موحدة في ميدان شروط البيع.»

الصيغة المقترحة

يقترح إلغاء هذه المادة والعمل بما هو مطبق حسب المعايير الدولية.

المادة السارية المفعول

المواد 11، 12 و 13

دليل الإقتراح

بدون تغيير.

الصيغة المقترحة

بدون تغيير.

المادة السارية المفعول

المادة 14

تعتبر الممارسات المنصوص عليها في المواد 6 و 7 و 10 و 11 و 12، أعلاه ممارسات مقيدة للمنافسة.

المنافسة لا يمكن إلا أن يكون أكثر صعوبة وغير محقق. لم يعد هذا الإجراء إلزامي في قانون المنافسة الأوروبي وذلك بعد تطبيقه من طرف المفوضية الأوروبية.
الدول الأوروبية ألغت هذا الإجراء من نصوصها نتيجة لما ذكر أعلاه.

الصيغة المقترحة

يجب أن تلغى هذه المادة.

المادة السارية المفعول

المادة 9

دليل الإقتراح

بدون تغيير.

الصيغة المقترحة

بدون تغيير.

المادة السارية المفعول

المادة 10

يعتبر عرقلة لحرية المنافسة أو الحد منها أو الإخلال بها ويحظر كل عمل و/ أو عقد مهما كانت طبيعته وموضوعه يسمح لمؤسسة بالإستثناء في ممارسة نشاط يدخل في مجال تطبيق هذا الأمر.»

دليل الإقتراح

- بند الإستثناء يتعلق إما بالإلتزام بتخصيص منتجاته لمعامل واحد على مستوى قطاع جغرافي معين (إستثناء إقليمي خاص) أو التعامل سوى مع مورد واحد (إستثناء تمييزي)، أو عدم مزاولة أي نشاط مهني ما عدا ذلك المحدد بالعقد. فالجوء إلى البنود الإستثنائية شائع في العقود التجارية وعقود التوزيع.

- بند الإستثناء لا يعتبر في حد ذاته بند غير تنافسي. بالفعل، فإن المنتجين والموزعين يتواجدون على مستويات مختلفة من المسار التجاري للمنتجات وليسوا متنافسين فيما بينهم. الإستثناء يتعلق بتوزيع منتج محدد ولا يمنع مزاولة نشاط تنافسي المرتبط بنشاط الشريك الاقتصادي. فالذي يتأثر من جراء هذا الإستثناء هو الحرية التجارية للمتعاملين الذين ينشؤون ضمن هذه الشبكة. بالفعل هؤلاء المتعاملين ليست لديهم حرية إختيار مورديهم أو زبائنهم. القيود المفرطة للحرية التجارية مشابهة للممارسات المنافية للمنافسة.



المادة 6 (جديدة)

دليل الإقتراح

هذه المادة تمنع التعسف الناتج عن استغلال وضعيه الهيمنة أو الاحتكار لها أو على جزء منها في السوق أو في جزء جوهري منه. المادة 43 من الدستور المعدل في 2016 قد منع الاحتكار ومنه كل تعسف في استغلال وضعيه هيمنة التي تنجم منه. وعليه يجب أخذ هذا الجانب في الحسبان.

الصيغة المقترحة

هذه المادة يجب أن يتم تعديلها واتمامها على النحو التالي :
« يحظر احتكار وكل تعسف ناتج عن وضعيه هيمنة على السوق أو احتكار لها أو على جزء منها قصد ... الباقي دون تغيير ».

المادة السارية المفعول

المادة 8

يمكن أن يلاحظ مجلس المنافسة، بناء على طلب المؤسسات المعنية واستنادا إلى المعلومات المقدمة له، أن اتفاقا ما أو عملا مديرا أو اتفاقية أو ممارسة كما هي محددة في المادتين 6 و7 أعلاه، لا تستدعي تدخله.
تحدد كيفيات تقديم طلب الاستفاد من أحكام الفقرة السابقة بموجب مرسوم.

دليل الإقتراح

- الترخيص مسبقا لاتفاق أو وضعيه هيمنة يعتبر إمتحان معقد سواء من ناحية تحليل العملية أو الحصول على الأدلة الكافية الضرورية للترخيص للعملية في حد ذاتها.
- يتعلق الأمر إذا مسبقا بالقدرة على الكشف عن السلوكات المستقبلية للأطراف المشاركة في الاتفاق (أو بوضعيه الهيمنة) علما أن هذه الأطراف يمكن أن تغير من سلوكاتها بمجرد أن تحصل على الترخيص.
- متابعة هذه العملية بعد منح الترخيص يعد المشكل الأكبر في هذه الحالة.
من جهة أخرى، إختبار المرسوم التنفيذي رقم 05-175 المؤرخ في 12 ماي 2005، يسمح من التأكد ان العملية تتعلق بإجراء تصريحي طوعي من الأطراف التي تعتزم عقد الاتفاق أو تسعى إلى تشييد وضعيه هيمنة. التحقق من التصريحات من طرف مجلس

دليل الإقتراح

هذه العقوبات الإضافية المنصوص عليها في التشريعات الأجنبية المتعلقة بالمنافسة تعزز الترسانة القانونية التي تهدف إلى احباط أي كارتل.

للتوضيح، فإن هذه العقوبات غير منصوص عليها في المادة 75 من المرسوم الرئاسي رقم 15-247 المؤرخ في 16-09-2015 المتعلق بالصفقات العمومية وتفويضات المرفق العام.

الصيغة المقترحة

يمنع في إطار منح الصفقات العمومية كل اتفاق، العروض الاتفاقية أو العروض التواطئية التي تهدف إلى زيادة في الأسعار أو تخفيض في نوعية السلعة أو الخدمة المقدمة الطالب العمومي الذي يرغب في الحصول على سلع أو خدمات عن طريق إعلان عن صفقة تنافسية. المتعاملين الاقتصاديين المخالفين لهذه القواعد يمكن أن يتم ابعادهم مؤقتا من المشاركة في العروض المتعلقة بالصفقات العمومية لمدة يمكن أن تصل إلى 5 سنوات، وفي حالة العود، فإن الغرامة المنصوص عليها في القانون الساري المفعول يمكن أن تكون مضاعفة.

المادة السارية المفعول

المادة 7

يحظر كل تعسف ناتج عن وضعيه هيمنة على السوق أو احتكار لها أو على جزء منها قصد :
◀ الحد من الدخول في السوق أو في ممارسة النشاطات التجارية فيها؛
◀ تقليص أو مراقبة الإنتاج أو منافذ التسويق أو الاستثمارات أو التطور التقني؛
◀ اقتسام الأسواق أو مصادر التموين؛
◀ عرقلة تحديد الأسعار حسب قواعد السوق بالتشجيع المصطنع لارتفاع الأسعار و لانخفاضها؛
◀ تطبيق شروط غير متكافئة لنفس الخدمات تجاه الشركاء التجاريين، مما يجرمهم من منافع المنافسة؛
◀ إخضاع إبرام العقود مع الشركاء لقبولهم خدمات إضافية ليس لها صلة بموضوع هذه العقود سواء بحكم طبيعتها أو حسب الأعراف التجارية.



المادة السارية المفعول

المادة 5

تحظر الممارسات و الأعمال المدبرة و الاتفاقيات والاتفاقات الصريحة أو الضمنية عندما تهدف أو يمكن أن تهدف إلى عرقلة حرية المنافسة أو الحد منها أو الإخلال بها في نفس السوق أو في جزء جوهري منه ، لا سيما عندما ترمي إلى :

♦ الحد من الدخول في السوق أو في ممارسة النشاطات التجارية فيها؛

♦ تقليص أو مراقبة الإنتاج أو منافذ التسويق أو الاستثمارات أو التطور التقني؛

♦ اقتسام الأسواق أو مصادر التمويل؛

♦ عرقلة تحديد الأسعار حسب قواعد السوق بالتشجيع المصطنع لارتفاع الأسعار أو لانخفاضها؛

♦ تطبيق شروط غير متكافئة لنفس الخدمات تجاه الشركاء التجاريين، مما يحرمهم من منافع المنافسة؛

♦ إخضاع إبرام العقود مع الشركاء لقبولهم خدمات إضافية ليس لها صلة بموضوع هذه العقود سواء بحكم طبيعتها أو حسب الأعراف التجارية.

♦ السماح بمنح صفقة عمومية لفائدة أصحاب هذه الممارسات المقيدة .

دليل الإقتراح

الفقرة الأخيرة من المادة 6 « السماح بمنح صفقة عمومية لفائدة أصحاب هذه الممارسات المقيدة » تقترح عوض متابعة المخالف أوالمخالفين للممارسات المناقبة للمنافسة، الاتفاقيات، العروض المنسقة، إلخ...) سلطة المنافسة يجب عليها أن تتحمل مسؤولية هذه الأفعال إلى الأطراف المتعاقدة.

في حين أن قانون المنافسة يقتصر فقط على متابعة المزايديين. وعليه يلاحظ عدم ادراج مسؤولية صاحب المشروع في قانون المنافسة للاتحاد الأوروبي وحتى ضمن الأمر رقم 95-06 الصادر في 25 جانفي 1995 المتعلق بالمنافسة.

الصيغة المقترحة

الفقرة الأخيرة من هذه المادة يجب ان تلغى.

تطبيقا لأحكام المادة 4 أعلاه، يمكن أن تحدد هوامش وأسعار السلع والخدمات أو الأصناف المتجانسة من السلع والخدمات أو تسقيفها أو التصديق عليها عن طريق التنظيم.

تتخذ تدابير تحديد هوامش الربح وأسعار السلع والخدمات أو تسقيفها أو التصديق عليها على أساس اقتراحات القطاعات المعنية وذلك للأسباب الرئيسية الآتية:

- تثبيت استقرار مستويات أسعار السلع والخدمات الضرورية، أو ذات الاستهلاك الواسع، في حالة اضطراب محسوس للسوق؛

- مكافحة المضاربة بجميع أشكالها والحفاظ على القدرة الشرائية للمستهلك.

- كما يمكن اتخاذ تدابير مؤقتة لتحديد هوامش الربح وأسعار السلع والخدمات أو تسقيفها حسب الأشكال نفسها، في حالة ارتفاعها المفرط وغير المبرر، لا سيما بسبب اضطراب خطير للسوق أو كارثة أو صعوبات مزمنة في التمويل داخل قطاع نشاط معين أو في منطقة جغرافية معينة أو في حالات الاحتكار الطبيعية.

عدل عن طريق أحكام المادة 4 من القانون رقم 10-05 الصادر في 15 أوت 2010.

دليل الإقتراح

النصوص التنظيمية الصادرة عن تطبيق المادة 4 أعلاه يجب ان تخضع، لإبداء الراي، إلى مجلس المنافسة.

هذه الإلزامية قد نص عليها للتذكير ضمن أحكام المادة 5 من الأمر رقم 95-06 المؤرخ في 25 جانفي 1995 المتعلق بالمنافسة.

عبارة «بعد استشارة مجلس المنافسة» يجب أن تأخذ بعين الاعتبار من جهة أخرى في التأشيرات المتعلقة بالنصوص التنظيمية المعنية وكذا رأي مجلس المنافسة يجب أن يرفق مع نفس النص خلال إرساله إلى الأمانة العامة للحكومة قصد الموافقة عليه من طرف الحكومة والمصادقة عليه من طرف الوزير الأول.

الفصل الثاني : الممارسات المقيدة للمنافسة

المادة السارية المفعول

المادة 6

(المادة 5 من القانون رقم 12-08)



الصادر في 2010 لم يأخذ بعين الاعتبار مبدأ عدم التمييز الذي كرسه المادة 43 من الدستور المعدل سنة 2016.

الصيغة المقترحة

الفقرة الأخيرة من المادة 2 يجب ان تصاغ على النحو التالي: « غير أنه، يجب ألا يعيق تطبيق هذه الأحكام ممارسة صلاحيات السلطة العمومية ».

المادة السارية المفعول

المادة 3

« هذه المادة تعرف خمسة (05) مفاهيم ذات صلة بقانون المنافسة ».

دليل الإقتراح

هذا التعريف غير كاف إلى حد كبير، ومن المستحسن وضع معجم للمصطلحات متعلقة بالمنافسة يتم إعداده من قبل هيئة المنافسة. هذه التقنية الموصى بها من طرف خبراء في قانون المنافسة للشبكة الدولية للمنافسة، هيئة الأمم المتحدة للتجارة والتنمية وكذا منظمة التعاون والتطور الاقتصادي، والتي تهدف إلى تعميمها ومطابقتها لقانون المنافسة قد تم المصادقة عليها من طرف عدة دول ومن بينها سلطة المنافسة الفرنسية التي نشرت في سنة 2014 معجم تحت تسمية « 50 كلمة لفهم المنافسة ».

الصيغة المقترحة

هذه المادة يجب إلغاؤها.

الباب الثاني : مبادئ المنافسة

الفصل الأول : حرية الأسعار

المادة السارية المفعول

المادة 4

تحدد أسعار السلع.....بدون تغيير إلى غاية 15 أوت 2010.

دليل الإقتراح

مصطلح «نزاهة» في وصف المنافسة غير مطابق. وعليه يقترح تبديله بمصطلح «صريح».

الصيغة المقترحة

تبديل كلمة «نزاهة» بمصطلح «صريحة».

الأمم المتحدة للتجارة و التنمية الصادرة في 2008 تحت عنوان «استقلالية و مسؤولية السلطات المكلفة بالقضايا المتعلقة بالمنافسة»

الصيغة المقترحة

يهدف هذا الأمر إلى تحديد شروط ممارسة المنافسة في السوق وتفادي كل الممارسات المنافية للمنافسة ومراقبة التجميعات الاقتصادية، قصد زيادة الفعالية الاقتصادية وتحسين ظروف معيشة المستهلكين.

المادة السارية المفعول

المادة 2

بغض النظر عن كل الأحكام الأخرى المخالفة، تطبق أحكام هذا الأمر على ما يأتي :

◆ نشاطات الإنتاج، بما فيها النشاطات الفلاحية وتربية المواشي، ونشاطات التوزيع ومنها تلك التي يقوم بها مستوردو السلع لإعادة بيعها على حالها والوكلاء ووسطاء بيع المواشي وبائعو اللحوم بالجملة، ونشاطات الخدمات والصناعة التقليدية والصيد البحري وتلك التي يقوم بها أشخاص معنوية عمومية وجمعيات ومنظمات مهنية مهما يكن وضعها القانوني وشكلها وهدفها ؛

◆ الصفقات العمومية، بدءا بنشر الإعلان عن المناقصة إلى غاية المنح النهائي للصفقة.

غير أنه، يجب ألا يعيق تطبيق هذه الأحكام، أداء مهام المرفق العام أو ممارسة صلاحيات السلطة العمومية.

دليل الإقتراح

الفقرة الأخيرة تطرح فعلا مشكل حياد التنافسية بالنسبة للمؤسسات العمومية والخاصة التي تفوضها السلطات العمومية الصلاحيات المتعلقة بالصالح العام والتي بدورها، يمكن ان تتبنى سلوكات منافية للمنافسة في إطار مزاوله نشاطاتها من خلال اعتمادها على مهام الخدمة العمومية.

من المهم التذكير أن هذا النظام المخالف للقانون لم يكن منصوص عليه في الأمر رقم 06-95 المؤرخ في 25 جانفي 1995 المتعلق بالمنافسة ولا حتى في الأمر رقم 03-03 المؤرخ في 19 جويلية 2003 الذي الغاه وحل محله.

هذا الاستثناء الذي تم اضافته إثر التعديل الذي جاء في النص



رأي رقم 2016/04 الصادر في 22 ديسمبر 2016

حول التعديلات الأساسية المقترحة على أحكام الأمر رقم 03-03 الصادر في 19 جويلية 2003، المعدل والمتمم، المتعلق بالمنافسة

- وبناء على النقايس التي ظهرت بالأمر رقم 03-03 الصادر في 19 جويلية 2003، المعدل والمتمم، المتعلق بالمنافسة و ذلك بعد التطبيق العملي له منذ أربعة (04) سنوات.
و بناء على الملاحظات و الإقتراحات المتعلقة بالخبرة القانونية التي أنجزت سنة 2014 بطلب من الحكومة الجزائرية من طرف خبراء مختصين في قانون المنافسة تحت إشراف الأمم المتحدة (CNUCED).

- وبعد مداولته في جلسته التي انعقدت يوم 22 ديسمبر 2016 بمقره المتواجد ب : 42، 44 شارع محمد بلوزداد - الجزائر، أصدر المجلس الرأي المتضمن لما يلي :

- بناء على احكام المادة 34 من الأمر رقم 03-03 الصادر في 19 جويلية 2003، المعدل والمتمم، المتعلق بالمنافسة التي تخول مجلس المنافسة إبداء رأيه بمبادرة منه حول كل التدابير التي تهدف على تشجيع وضمان الضبط الفعال للسوق و ذلك بأية وسيلة ملائمة.

- نظرا لضرورة إدماج ما جاء به و بناء على المادة 43 من الدستور المعدل في سنة 2016 التي كرست خمسة مبادئ متعلقة بالمنافسة و المتمثلة في ضبط السوق، منع الاحتكار، عدم التمييز بين المؤسسات العمومية و الخاصة، حماية المستهلكين و المنافسة غير النزيهة ضمن الترسانة القانونية المتعلقة بالمنافسة.

التعديلات الأساسية المقترحة على أحكام الأمر رقم 03-03 الصادر في 19 جويلية 2003، المعدل والمتمم، المتعلق بالمنافسة

الذي ينص، للتذكير، بالبواب الثاني «ممارسة المنافسة و المعاملات المنافية للمنافسة».

حقيقة، الممارسات المنافية للمنافسة هي إجراءات تعسفية تلزم المسؤولية المدنية و الجزائية لمرتكبيها. و يتم معاقبتها بمجرد معاينتها دون النظر إلى اثرها على المنافسة. و منعها يهدف إلى حماية المؤسسة.

وعلى سبيل المقارنة، تجدر الإشارة إلى ان التمييز بين الممارسات المقيدة للمنافسة و الممارسات المنافية للمنافسة قد تم معالجته من عن طريق قانون المنافسة للاتحاد الأوروبي.

كما انه من الضروري التذكير بان إلغاء الأمر رقم 95-06 عن طريق الأمر رقم 03-03 كان لهدف فصل الجزء المتعلق بالممارسات التجارية و الحفاظ على الجزء المتعلق بالمنافسة. هذا التعريف تم الموافقة عليه من طرف منظمة الأمم المتحدة للتجارة والتنمية (CNUCED) (انظر إلى تعليمة أمانة منظمة

الباب الأول : أحكام عامة

المادة السارية المفعول

المادة الأولى

يهدف هذا الأمر إلى تحديد شروط ممارسة المنافسة في السوق و تقادي كل الممارسات المقيدة للمنافسة و مراقبة التجميعات الاقتصادية، قصد زيادة الفعالية الاقتصادية و تحسين ظروف معيشة المستهلكين.

دليل الإقتراح

هذه المادة تخطط بين الممارسات المقيدة للمنافسة و الممارسات المنافية للمنافسة. يتعلق الأمر في الحقيقة بالاتفاقيات ، وضعية الهيمنة، التعسف في استغلال وضعية التبعية و كذا تطبيق أسعار مخفضة بشكل تعسفي. هذا التمييز قد تم تكريسه عن طريق الأمر رقم 95-06 المؤرخ في 25 جانفي 1995 المتعلق بالمنافسة



و عليه و من كل ما تم ذكره:

إن مجلس المنافسة يعتبر بأن الوقائع المبينة في الملف قيد الدراسة لا تدخل ضمن اختصاص المجلس.

الرئيس

من حيث المضمون:

◀ حيث أن المادة رقم 34 من الأمر رقم 03-03 المؤرخ في 19 جويلية 2003 المعدل و المتمم و المتعلق بالمنافسة تعطي مجلس المنافسة صلاحية إبداء الرأي بمبادرة منه أو بطلب من الوزير المكلف بالتجارة أو كل طرف آخر معني بهدف تشجيع المنافسة و ضمان الضبط الفعال للسوق.

◀ حيث أن المادة رقم 14 من الأمر رقم 03-03 المؤرخ في 19 جويلية 2003 المعدل و المتمم و المتعلق بالمنافسة تعتبر الممارسات المنصوص عليها في المواد 6 و 7 و 10 و 11 و 12 من نفس الأمر ممارسات مقيدة للمنافسة.

و بما أن المعلومات و الوثائق المرفقة لملف الطلب الموعد من طرف ممثل شركة هنكل الجزائر تبين وجود ممارسات تجارية غير نزيهة تتمثل في استعمال العبوات الخاصة بمنتج «LE CHAT LIQUIDE» في حملات اشهارية لتسويق منتج «ARIEL GEL» مما ينتج عنه تغليب المستهلك .

إن هذه الممارسات المبلغ عنها تعتبر ممارسات تجارية غير نزيهة تدخل ضمن مجال المواد رقم 26 و رقم 27 من القانون رقم 04/02 المؤرخ في 23 يوليو 2004 المحدد للقواعد المطبقة على الممارسات التجارية و يعاقب عليها بالمادة رقم 38 بغرامة مالية تتراوح بين 50.000 و 500.0000 دينار جزائري وبالمادة رقم 39 بحجز السلع موضوع المخالفة و العتاد و التجهيزات التي استعملت في ارتكاب المخالفة.

و بما أن الممارسات التي ينص عليها قانون المنافسة تختلف عن كثير من الممارسات غير المشروعة الأخرى التي تقوم بها الشركات والتي من المحتمل أن تسبب ضررا للشركات و / أو المستهلكين غير أنها لا يكون لها اثر على الأداء العام للمنافسة في السوق المعنية و تسمى بالممارسات التجارية غير النزيهة و يحددها قانون منفصل عن قانون المنافسة و المتمثل في القانون رقم 02-04 المؤرخ في 23 جويلية 2004 المحدد للقواعد المطبقة على الممارسات التجارية المبين أعلاه.

رأي رقم 2016/03 الصادر في 21 ديسمبر 2016 الشركة ذات الأسهم « هنكل الجزائر » ضد الشركتين « بروكتر & غمبل » و « ستار براندز في الجزائر »

إن مجلس المنافسة

تقومان حاليا بحملة اشهارية بهدف ترويج و تسويق منتجها باستعمال العبوات الخاصة بمنتج شركة هنكل الجزائر و المسمى «LE CHAT LIQUIDE» من اجل المقارنة و هذا ما يتسبب في تغليب المستهلك.

حيث أكد الأستاذ محمد مهدي عثماني أن منتج «LE CHAT LIQUIDE» يمكن تمييزه بصفة دقيقة من حيث شكل العبوة و لونه و شعاره، و هذا ما اعتبره خرقا للتشريع المعمول به و المتمثل في المنافسة غير النزيهة بالإضافة إلى تشويه سمعة منتج هنكل بطريقة صريحة و مباشرة، وهذا ما دفعه لطلب رأي مجلس المنافسة.

و بعد دراسة الملف من طرف أعضاء مجلس المنافسة في جلسته المنعقدة بتاريخ 21 ديسمبر 2016،
و بعد المداولة أصدر الرأي التالي:

عن قبول الطلب:

◀ حيث أن هذا الطلب جاء وفقا لمضمون المادة 34 و 44 من الأمر رقم 03-03 المؤرخ في 19 يوليو 2003 المعدل و المتمم و المتعلق بالمنافسة.

◀ حيث أن هذا الطلب جاء مستوفيا لشروط القبول من ناحية الشكل المنصوص عليها في النظام الداخلي لمجلس المنافسة الصادر بالقرار رقم 1 المؤرخ في 24 جويلية 2013 و المنشور بالنشرية الرسمية للمنافسة رقم 03.

◀ حيث تم تسجيله على مستوى مديرية الإجراءات بمجلس المنافسة تحت رقم 03/2016 بتاريخ 27 سبتمبر 2016.

- استنادا إلى المراسلة رقم 230 المؤرخة في 27 سبتمبر 2016 و المسجلة على مستوى مديرية الإجراءات و متابعة الملفات بمجلس المنافسة تحت رقم 22 بتاريخ 05 اكتوبر 2016 و التي بواسطتها أبلغت الشركة ذات الأسهم هنكل الجزائر عن تأسيس الأستاذ محمد مهدي عثماني محامي لدى المجلس من اجل تمثيل الشركة على مستوى مجلس المنافسة فيما يتعلق بالإخطارات و متابعتها .

- استنادا على المراسلة رقم 21 المؤرخة في 27 سبتمبر 2016 المسجلة بمديرية الإجراءات و متابعة الملفات بمجلس المنافسة تحت رقم 2016/03 و التي تقدم من خلالها المحامي محمد مهدي عثماني ممثل الشركة ذات الأسهم هنكل الجزائر بطلب رأي حول ممارسات غير نزيهة مستندا على محتوى المواد 35 و 44 من الأمر رقم 03-03 المؤرخ في 19 جويلية 2003 المعدل و المتمم و المتعلق بالمنافسة.

- استنادا على للأمر رقم 03-03 المؤرخ في 19 جويلية 2003 المعدل و المتمم و المتعلق بالمنافسة وخاصة المواد رقم 34 و 44.

- استنادا على قرار السيد رئيس مجلس المنافسة رقم 04 المؤرخ في 10 اكتوبر 2016 المتضمن تعيين المقرر كوريد مصطفى كمكلف بدراسة الطلب ؛

- بعد الاطلاع على الملف المقدم من طرف الشركة ذات الأسهم هنكل الجزائر بواسطة ممثلها الأستاذ محمد مهدي عثماني ، الذي يلفت من خلاله نظر مجلس المنافسة إلى بعض الممارسات التي يعتبرها غير نزيهة و المرتكبة من طرف الشركتين «بروكتتر & غمبل» و «ستار براندز» في الجزائر بصفتها على التوالي صاحبة العلامة و الموزع لمنتج أريال جال «ARIEL GEL»



و عليه و بالنظر لما سبق ذكره :

فإن مجلس المنافسة يذكر بما يلي :

- مطابقة المناقصة الوطنية المحدودة المختارة من طرف شركة « كوسيدار » لقانون الصفقات العمومية.

- إن شرط الحد الأدنى للرأسمال الاجتماعي المقدر بأربعة (04) مليار دينار المدرج من طرف الشركة السالفة الذكر لا يشكل حاجزا للدخول إلى سوق التأمينات.

التطور التقني؛

◀ اقتسام الأسواق أو مصادر التمويل؛

◀ عرقلة تحديد الأسعار حسب قواعد السوق بالتشجيع المصطنع لارتفاع الأسعار أو لانخفاضها؛

◀ تطبيق شروط غير متكافئة لنفس الخدمات تجاه الشركاء التجاريين، مما يحرمهم من منافع المنافسة؛

◀ إخضاع إبرام العقود مع الشركاء لقبولهم خدمات إضافية ليس لها صلة بموضوع هذه العقود سواء بحكم طبيعتها أو حسب الأعراف التجارية.

◀ السماح بمنح صفقة عمومية لفائدة أصحاب هذه الممارسات المقيدة «.

- باعتبار أن شركة التأمين « أليانس للتأمين » تثير أيضا مسألة التمييز ضد الشركات الوطنية للتأمين الخاصة في سوق التأمين. حيث ، كذلك ، أنه من ضمن الستة (06) شركات التأمين الوطنية التي تستوفي الشروط المطلوبة في المناقصة المدرجة من طرف شركة « كوسيدار » هناك شركة تأمين واحدة خاصة.

- باعتبار أن المادة السادسة (06) من الأمر رقم 03-03 المؤرخ في 19 جويلية 2003 المعدل و المتمم والمتعلق بالمنافسة قد حددت بدقة الممارسات المقيدة للمنافسة.

- باعتبار أن المهمة الرئيسية الموكلة إلى مجلس المنافسة هي ضمان منافسة شفافة و عادلة ، تفادي كل الممارسات المقيدة للمنافسة و مراقبة التجميعات الاقتصادية، قصد زيادة الفعالية الاقتصادية و تحسين ظروف معيشة المستهلكين.

- باعتبار أن لجنة الإشراف على التأمينات لوزارة المالية ، و من خلال مراسلتها من طرف مجلس المنافسة بتاريخ 25 نوفمبر 2015 ، أصدرت في رأيها رقم 125 المؤرخ في 25 نوفمبر 2015 أن : « العامل المالي المتمثل في الرأسمال الاجتماعي قد يمكنه أن يكون عامل تقييم القوة المالية للعارض كما يمكنه أن يسجل ويؤخذ كمعيار تقييمي في دفتر الشروط ؛ كما أن هذا الشرط لا يمكنه أن يكون عامل إقصاء للولوج إلى المناقصة «.

- باعتبار أنه بالطبع قد تم تحديد الشروط المالية من طرف شركة «كوسيدار» لضخامة وأهمية الاستثمارات المراد تأمينها في حالة وقوع كوارث ومن هذا المنطلق لا يمكنها بأي حال من الأحوال أن تشكل عائقا للدخول إلى سوق التأمينات.

رأي رقم 02-2016 الصادر في 18 ماي 2016

شركة التأمين « أليانس للتأمين » ضد شركة « كوسيدار »

إن مجلس المنافسة

للتأمين» يكون قد رفع إلى مجلس المنافسة على أساس ممارسات مقيدة للمنافسة ، ارتكبتها ضدها شركة « كوسيدار » إثر إعلانها عن مناقصة وطنية محدودة من أجل التغطية التأمينية.

- باعتبار أن الإعلان عن المناقصة الوطنية المحدودة قد تم فتحه فقط للشركات التي تحوز على رأس مال اجتماعي أدنى مقدر بأربعة (04) مليار دينار .

- باعتبار أن شركة التأمين « أليانس للتأمين » اعتبرت هذا الشرط وسيلة إقصاء مبدئية لشركات التأمين الخاصة بحيث يشكل هذا الفعل ممارسات مقيدة للمنافسة.

- باعتبار أن الطلب المقدم من طرف شركة التأمين «أليانس للتأمين» جاء وفقا لمضمون المواد رقم 34 و35 من الأمر رقم 03-03 المؤرخ في 19 جويلية 2003 المعدل والمتمم و المتعلق بالمنافسة الذي يتيح للمؤسسات إكمانية اللجوء إلى مجلس المنافسة لإبداء رأيه في كل مسألة ترتبط بالمنافسة.

- باعتبار أن هذا الطلب جاء مستوفيا لشروط القبول من ناحية الشكل المنصوص عليها في النظام الداخلي لمجلس المنافسة الصادر بالقرار رقم 1 المؤرخ في 24 جويلية 2013.

- باعتبار أن الطلب المقدم من طرف شركة التأمين «أليانس للتأمين» حول مدى قانونية و شرعية هذه الممارسات بالنظر إلى أحكام الأمر رقم 03-03 المؤرخ في 19 جويلية 2003 المعدل و المتمم و المتعلق بالمنافسة ولاسيما مادته السادسة (06) في شطرها الأول و التي تنص على ما يلي :

« تحظر الممارسات و الأعمال المدبرة والاتفاقيات والاتفاقات الصريحة أو الضمنية عندما تهدف أو يمكن أن تهدف إلى عرقلة حرية المنافسة أو الحد منها أو الإخلال بها في نفس السوق أو في جزء جوهري منه ، لا سيما عندما ترمي إلى:

◀ الحد من الدخول في السوق أو في ممارسة النشاطات التجارية فيها؛

◀ تقليص أو مراقبة الإنتاج أو منافذ التسويق أو الاستثمارات أو

- نظرا للطلب المقدم من طرف شركة التأمين « أليانس للتأمين » و الذي من خلاله تطلب رأي مجلس المنافسة حول ممارسات مقيدة للمنافسة ، قد تكون مرتكبة ضدها، من طرف شركة « كوسيدار»؛

- نظرا لتسجيل هذا الطلب على مستوى مديرية الإجراءات و متابعة الملفات لمجلس المنافسة بتاريخ 18 ماي 2015؛

- نظرا للأمر رقم 03-03 المؤرخ في 19 جويلية 2003 المعدل و المتمم و المتعلق بالمنافسة و لاسيما المواد 02،06،34، 35 و 39؛

- نظرا للمرسوم الرئاسي رقم 15-247 المؤرخ في 16 سبتمبر 2015 المتضمن تنظيم الصفقات العمومية وتفويضات المرفق العام؛

- نظرا للمرسوم التنفيذي رقم 09-375 المؤرخ في 16 نوفمبر 2009 يععدل ويتمم المرسوم التنفيذي رقم 95-344 المؤرخ في 30 أكتوبر سنة 1995 و المتعلق بالحد الأدنى لرأس مال شركات التأمين؛

- نظرا للأمر رقم 95-07 المؤرخ في 25 يناير 1995 المعدل و المتمم و المتعلق بالتأمينات ؛

- نظرا لقرار السيد رئيس مجلس المنافسة رقم 01 المؤرخ في 23 أبريل 2015 المتضمن تعيين المقرر «سليمان بومارس» لدراسة الطلب؛

- بعد الاستماع إلى المقرر خلال جلسة المجلس بتاريخ 29 و30 سبتمبر 2015؛

- بعد مناقشة الطلب ومداوله الأعضاء بخصوص طلب الرأي خلال جلسة 24 فبراير 2016؛

- بعد مصادقة أعضاء مجلس المنافسة على الرأي خلال جلسة 18 مايو 2016.

- باعتبار أن الطلب المقدم من طرف شركة التأمين «أليانس



- حيث أن أسعار الوقود محددة عن طريق التنظيم.

- حيث أن السوق المعنية هي سوق وطنية و بالتالي الرأي المطلوب يخص كل محطات الخدمات المتواجدة عبر التراب الوطني.

- حيث أن مباشرة نشاط بيع الوقود يشترط التسجيل في المركز الوطني للسجل التجاري برمز نشاط 604611 محطة الخدمات وترخيصا بعد إيداع ملف متكون من الوثائق التالية :

- ◀ طلب معد من طرف المستثمر أو ممثله الشرعي؛
- ◀ النظام الأساسي للشركة؛
- ◀ وثائق رسمية للتصرف في العقار الأرضي؛
- ◀ الموافقة من الجهات الرسمية المحلية للمشروع.

- حيث أنه يوجد عبر الوطن حوالي 3104 نقطة بيع للوقود منها 960 لأشخاص معنويين «شركات» و 2144 لأشخاص طبيعيين.

- حيث أن سوق توزيع الوقود على مستوى الطرق السيارة يختلف عن بقية محطات بيع الوقود الأخرى الواقعة خارج الطرق السيارة، و بالتالي فهي تشكل سوق منفردة بالرغم من أنها توفر نفس المنتجات و الخدمات.

و عليه و من كل ما تم ذكره:

مجلس المنافسة يعتبر بأن المسافة بين محطات الخدمات المتواجدة عبر الطرق السيارة ليس لها أثر سلبي على المنافسة إضافة إلى أن أسعار الوقود محددة عن طريق التنظيم.

و عليه فإن مجلس المنافسة يحتفظ بحقه في استثنا رته بخصوص مشروع النص التنظيمي المحتمل و الخاص بالمسافة الدنيا الواجب احترامها بين محطات الخدمات وفقا للمادة رقم 36 من الأمر 03-03 المؤرخ في 19 جويلية 2003 المعدل و المتمم و المتعلق بالمنافسة.

الرئيس



رأي رقم 01-2016 الصادر في 18 ماي 2016

المتعلق بالمسافة بين محطتين للخدمات (بيع الوقود)

إن مجلس المنافسة

جويلية 2003 المعدل و المتمم و المتعلق بالمنافسة تعطي مجلس المنافسة صلاحية إبداء الرأي بمبادرة منه أو بطلب من الوزير المكلف بالتجارة أو كل طرف آخر معني بهدف تشجيع المنافسة و ضمان الضبط الفعال للسوق.

- حيث أن المادة رقم 36 من نفس الأمر السالف ذكره تتيح لمجلس المنافسة بإبداء رأيه في كل مشروع نص تشريعي و تنظيمي له صلة بالمنافسة و تخص بالذكر فرض شروط خاصة لممارسة نشاطات الإنتاج و التوزيع و الخدمات.

- حيث أن طلب الرأي موضوع الدراسة المقدم من طرف سلطة ضبط المحروقات جاء بعد ملاحظة تقارب بين المشاريع المستقبلية لمحطات الخدمات.

- حيث أن هذا التقارب قد يشكل عائق لحرية المنافسة للمنتجات و الخدمات الموزعة من طرف هذه المحطات.

- حيث أن التشريع الحالي لا يتضمن أي إجراء يخص الحد من المسافة بين محطتين لتوزيع الوقود.

- حيث أن وللمقارنة جل الدول التي لديها شبكة طرقات سريعة لم تحد من المسافة بين محطات الخدمات.

- حيث أن طلب الرأي موضوع الدراسة لا يحدد المسافة التي من المحتمل أن تفرض في مشروع النص التنظيمي و الخاص بنشاط محطات الخدمات.

- حيث أن السوق المعنية بهذا الطلب تخص محطات الخدمات و التي تشمل محطة لبيع الوقود البري مع خدمات إضافية تخص صيانة السيارات.

- نظرا للرسالة رقم 698 المؤرخة في 24 أبريل 2016 المسجلة بمجلس المنافسة تحت رقم 16 بتاريخ 24 أبريل 2016 و التي بواسطتها سلطة ضبط المحروقات طلبت من مجلس المنافسة رأيه في المسافة بين محطات الخدمات، بيع الوقود.

- نظرا للأمر رقم 03-03 المؤرخ في 19 جويلية 2003 المعدل و المتمم و المتعلق بالمنافسة و خاصة المواد رقم 35 و 36. نظرا لقرار السيد رئيس مجلس المنافسة رقم 02 المؤرخ في 25 أبريل 2016 المتضمن تعيين المقرر؛

- و بعد الإطلاع على الطلب المقدم من طرف سلطة ضبط المحروقات المذكور أعلاه من طرف مجلس المنافسة المجتمع بتاريخ 18 ماي 2016 و بعد المداولة يصدر الرأي التالي:

عن قبول الطلب

من حيث الشكل

- حيث أن هذا الطلب جاء وفقا لمضمون المواد رقم 34 و 35 من الأمر رقم 03-03 المؤرخ في 19 جويلية 2003 المعدل و المتمم و المتعلق بالمنافسة.

- حيث أن هذا الطلب جاء مستوفيا لشروط القبول من ناحية الشكل المنصوص عليها في النظام الداخلي لمجلس المنافسة الصادر بالقرار رقم 1 المؤرخ في 24 جويلية 2013 و المنشور بالنشرية الرسمية للمنافسة رقم 03.

- حيث تم تسجيله على مستوى مديرية الإجراءات بمجلس المنافسة تحت رقم 16 بتاريخ 24 أبريل 2016.

من حيث المضمون

- حيث أن المادة رقم 34 من الأمر رقم 03/03 المؤرخ في 19

آراء مجلس المنافسة لسنة 2016

النشريات الرسمية للمنافسة
رقم 12

الفهرس

I - رسالة الرئيس ص 3

II - آراء مجلس المنافسة لسنة 2016 ص 5 إلى ص 33

1- رأي رقم 01-2016 الصادر في 18 ماي 2016 المتعلق بالمسافة بين محطتين للخدمات (بيع الوقود) ص 6

2- رأي رقم 02-2016 الصادر في 18 ماي 2016 شركة التأمين «اليانس للتأمين» ضد شركة «كوسيدار» ص 8

3- رأي رقم 03-2016 الصادر في 21 ديسمبر 2016 الشركة ذات الأسهم «هنكل الجزائر» ضد الشركتين «بروكتر & غمبل» و «ستار براندز في الجزائر» ص 10

4- رأي رقم 04-2016 الصادر في 22 ديسمبر 2016 حول التعديلات الأساسية المقترحة على أحكام الأمر رقم 03-03 الصادر في 19 جويلية 2003، المعدل والمتمم، المتعلق بالمنافسة ص 12

III - القرارات الصادرة عن مجلس المنافسة لسنة 2016 ص 34 إلى ص 40

1- قرار رقم 01-2016 الصادر في 18 ماي 2016 الشركة ذات المسؤولية المحدودة «إماكور» ضد الشركة ذات الأسهم «لافارج الجزائر» ص 35

2- قرار رقم 02-2016 الصادر في 21 ديسمبر 2016 الشركة ذات الشخص الوحيد و المسؤولية المحدودة «أشكيم 23» ضد «بلدية باب الوادي- الجزائر العاصمة» ص 38

IV - الإجراءات الخاصة بإيداع طلبات الآراء والإخطارات و طلبات الترخيص لعمليات التجميعات الاقتصادية ص 41 إلى ص 45

1- بيان خاص بالمتعاملين الإقتصاديين المتعلق بالإجراءات المتعلقة بطلبات عمليات التجميعات الاقتصادية ص 42

2- بيان خاص بالإجراءات المتعلقة بإيداع الإخطارات و طلبات الآراء على مستوى مجلس المنافسة ص 45



رئيس مجلس المنافسة
عمارة زيتوني

نشأت النشرة الرسمية للمنافسة، على سبيل التذكير، طبقا للمرسوم التنفيذي رقم 11-242 المؤرخ في 8 شعبان عام 1432 الموافق لـ 10 يوليو سنة 2011 و ذلك تطبيقا لأحكام المادة 49 من الأمر رقم 03-03 المؤرخ في 19 جمادى الأولى عام 1424 الموافق لـ 19 يوليو سنة 2003 المعدل و المتمم المتعلق بالمنافسة.

وحسب أحكام المرسوم التنفيذي رقم 11-242، المذكور أعلاه، تنشر في النشرة الرسمية للمنافسة، ما يلي :

- ◆ القرارات و الآراء الصادرة عن مجلس المنافسة،
- ◆ القرارات أو مستخرج القرارات، ذات الصلة بالمنافسة، الصادرة عن مجلس قضاء الجزائر، المحكمة العليا ومجلس الدولة في مجال المنافسة،
- ◆ قرارات وآراء سلطات الضبط القطاعية،
- ◆ لتحليلات والدراسات والخبرات والتحقيقات والتعليقات المنجزة في مجال المنافسة،
- ◆ المداخلات والعروض المقدمة خلال المنتديات والأيام الدراسية والورشات المنظمة حول المواضيع المتعلقة بالضبط والمنافسة.
- ◆ أبرز النصوص التشريعية والتنظيمية المتعلقة بالمنافسة و ضبط السوق.

لقد خصص محتوى العدد «رقم 12» من النشرة الرسمية للمنافسة، التي استمر نشرها منذ إعادة تنصيب المجلس في جانفي 2013، ليشتمل القرارين الصادرين عن مجلس المنافسة بعد إيداع شكاوى من طرف متعاملين اقتصاديين و كذا أربعة (04) آراء صادرة عن مجلس المنافسة بطلب من إحدى سلطات الضبط و عدد من المؤسسات و أخيرا تضمن هذا العدد القرار الخاص بإخطار تلقائي.

للإشارة فقط، فإن مجلس المنافسة أعد الرأي المتعلق باقتراحات تعديل الأمر السالف الذكر أخذا في الحسبان الدراسة المنجزة سنة 2014 من طرف الخبراء الأجانب المختصين في مجال قانون المنافسة تحت رعاية منظمة « مؤتمر الأمم المتحدة للتجارة و التنمية » و بطلب من الحكومة الجزائرية.

الإخطاران المذكوران أعلاه يتعلقت بتعسف في استغلال وضعية هيمنة في السوق أما الإخطار الثاني يتعلق بعدم احترام أحكام قانون الصفقات العمومية.

أما فيما يخص الآراء فيتعلق الأمر ب :

- ◆ المسافة الفاصلة بين محطات الخدمات (بيع الوقود)؛
- ◆ الممارسات المنافية للمنافسة التي قد تقوم بها مؤسسات لمنح صفقة تجارية؛
- ◆ الممارسات غير النزيهة (استعمال غير قانوني لعلامة تجارية)،
- ◆ الاقتراحات الأساسية لتعديل الأمر رقم 03-03 المؤرخ في 2003/07/19، المعدل و المتمم و المتعلق بالمنافسة و المقدمة من طرف المجلس بعد إخطار تلقائي بهدف :

- وضع حيز التنفيذ مبادئ المنافسة المكرسة بالمادة 43 من الدستور المعدل سنة 2016؛

- تصحيح التناقضات و الثغرات المتضمنة في الأمر السالف الذكر و الملاحظة بعد أربعة سنوات من التطبيق.

و يتضمن هذا العدد كذلك الإجراءات المتعلقة بكيفيات الإخطار على مستوى مجلس المنافسة و المتعلقة بالشكاوى الخاصة بمخالفات قانون المنافسة و كذا طلب رأي المجلس في المسائل المرتبطة بالمنافسة و أخيرا الإجراءات المتعلقة بكيفيات إيداع طلبات عمليات التجميعات الاقتصادية.

النشربة الررسمة للمنافسة رقم 12



أعضاء مجلس المنافسة في تشكيلته الجديدة

مجلس المنافسة

العنوان : 44/42 شارع محمد بلوزداد، الجزائر

هاتف : 213 21 66 70 17 / 65 45 20

فاكس : 213 21 66 70 31 / 66 71 26

البريد الإلكتروني : contact.concurrence@gmail.com

الموقع الإلكتروني : www.conseil-concurrence.dz

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية



العدد 12 ◀

النشرة الرسمية
للمنافسة